

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

Accueillir l'invisible

**Ethnographie des initiatives de lutte contre l'exploitation
des travailleurs saisonniers immigrés à Syracuse, Sicile**

Autrice : Anne-Gaëlle De Ridder
Promotrice : Jacinthe Mazzocchi
Co-promotrice : Delphine Pouppez de Kettenis de Hollaeken
Lecteur : Valentin Bert
Année académique 2025-2026
Master en Anthropologie

Accueillir l'invisible

Ethnographie des initiatives de lutte contre l'exploitation
des travailleurs saisonniers immigrés à Syracuse, Sicile

De Ridder Anne-Gaëlle

Master an Anthropologie
Année académique 2025-2026

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Si j'ai eu recours à l'IA, j'ai scrupuleusement respecté les règles établies en la matière par la note du bureau Faculté ESPO en date du 1^{er} juillet 2024, tout particulièrement dans son point 4.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au *Code de déontologie pour les étudiant(e)s en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses* en ce compris l'usage des outils d'intelligence artificielle générative et savoir qu'un plagiat ou que toute autre forme d'irrégularité est une faute grave et est susceptible de donner lieu aux procédures et sanctions prévues aux articles 107 à 114 du RGEE (Règlement général des études et des examens). »

Anne-Gaëlle DE RIDDER, le 1^{er} juin 2026.

REMERCIEMENTS

À Jacinthe Mazzocchetti, ma promotrice, d'avoir cru en moi et accepté de me suivre dans ce pari un peu fou. Merci pour ton suivi attentif et bienveillant, ainsi que tes relectures. Nos échanges m'ont été d'une grande richesse, mais aussi le sas de décompression dont j'avais régulièrement besoin. Au-delà de ce présent travail, merci pour tous tes enseignements qui m'ont été si précieux au long du master.

À Delphine Pouppez, ma co-promotrice, pour sa patience et ses relectures attentives. Ton accompagnement et tes conseils m'ont énormément portée et rassurée, autant sur mon terrain que dans le processus d'écriture.

Cette recherche n'aurait certainement pas été la même sans l'aide absolument incroyable que j'ai reçue à Syracuse. Pour cela, je voudrais remercier les membres du SII et de l'ASP, ainsi que toutes les associations autour des deux projets que j'ai ethnographiés, qui m'ont fait confiance et ont accepté de m'accueillir durant ces mois. J'ai une pensée particulière pour Giulia* et Luca*, qui, j'en suis certaine, se reconnaîtront. Merci pour nos riches échanges hebdomadaires, pour tout ce que vous avez amené à cette recherche et m'avez personnellement apporté.

Aux travailleurs saisonniers qui m'ont quotidiennement accueillie au *campo* et confortée dans le sens de ce travail. Le soleil brillait toujours un peu plus fort à vos côtés.

À Lia et Salvatore. Merci pour votre présence bienveillante depuis mon premier jour sur le sol sicilien. Merci de m'avoir tirée dans vos aventures athlétiques et d'avoir transformé ce séjour ethnographique en camp d'entraînement sportif. Je me suis sentie accueillie comme un membre de votre famille.

À Damiano, Maya, Hadrien, Juliette, Enzo. Pour tout. Votre amitié embellissait mes journées et m'a permis de maintenir le cap.

À celles qui m'accompagnent au quotidien dans mes questionnements : Inès, Maili, Sese. Cette vertigineuse aventure de l'anthropologie serait bien plus dangereuse sans vous.

À mes collègues du SCEB pour leur soutien et grande compréhension durant ces deux dernières années.

À mes incroyables ami.e.s, mes frères et sœurs, mes grands-parents, où qu'ils soient, ma famille élargie. Vous êtes mon roc.

Finalement, je ne pourrais terminer cette liste de remerciements sans mentionner mes parents. Les mots ne seront jamais suffisants pour vous exprimer ma gratitude. Merci pour votre amour et votre soutien inconditionnel dans toutes mes aventures depuis bientôt 29 ans.

PRÉAMBULE : *LA NUIT DE LA LIBÉRATION*

Jeudi 24 avril 2025

Mon téléphone se met à vibrer dans mes mains. Je vois sur l'écran qu'Amadou m'appelle. Il est 16:45 et je longe la *via Nazionale*, écouteurs dans les oreilles. Je viens de dire au revoir à Lia et Salvatore quelques centaines de mètres derrière, au centre du village de Cassibile. Je les ai serrés dans mes bras en retenant mes larmes. Dans quatre jours, je monte dans le train en direction de la Belgique. Mon cœur se déchire face à l'incertitude des mois qui viennent. Je n'ai aucune envie de repartir et ignore quand je reviendrai ici. Salvatore s'envole demain matin pour le marathon de Madrid avec d'autres membres de l'*A.S.D. Marathon Athletic Avola*, notre équipe de course. En devenir membre il y a quelques mois a été la première étape qui m'a donné la sensation d'appartenir à une communauté ici, en Sicile.

Bien que je ne sois plus qu'à quelques minutes à pied du *campo*, je décroche. J'entends la voix d'Amadou qui me demande où je suis et me propose de me rejoindre. Je décline sa proposition en lui assurant que j'arrive sous peu. Il glisse dans notre court échange « C'est difficile ici tu sais » et je n'en mesure pas vraiment la gravité sur le moment. Cela fait des semaines que j'en suis témoin quotidiennement. On me le confie si régulièrement que ces quelques mots résonnent désormais en moi comme un mantra dont j'essaie, tant bien que mal, de me protéger.

Les derniers jours ont été intenses et parfois lourds en mauvaises nouvelles. La semaine passée, Kalilu s'est fait arrêter et envoyer en centre d'expulsion. L'annonce m'a frappée de plein fouet. Cela faisait deux semaines que je l'attendais *Via Licata** à Syracuse. Nous devions nous voir pour qu'il continue de me raconter son histoire, pendant que Giulia* et Chiara* – opératrices du support légal de la fédération FNCC* – l'aideraient dans ses démarches de régularisation. Giulia avait découvert par hasard, en tapant le numéro de référence de sa demande lors d'une discussion avec un journaliste désireux de l'interviewer, qu'un permis de séjour lui avait été octroyé. Depuis des mois, le

papier l'attendait sagement à la préfecture de la ville et il l'ignorait complètement, continuant à vivre clandestinement dans une précarité déroutante. L'enjeu était donc de lui trouver une résidence afin de régulariser sa situation, et Giulia était la personne parfaite pour cette tâche puisqu'elle avait déjà aidé des centaines de personnes dans cette situation.

Du côté du camp, la tension est devenue de plus en plus palpable les dernières semaines entre l'administration et les travailleurs autour de la question des paiements et des contrats. Mon manque de maîtrise de la langue italienne rend parfois la situation complexe à comprendre avec le personnel de la commune – où je n'ai pas d'interlocuteur parlant anglais. Je sens régulièrement que des choses m'échappent.

Je quitte la route principale et tourne à droite en direction du campement. J'ai hésité à prendre le « raccourci » – qui n'en est objectivement pas un – que les travailleurs empruntent souvent, pour marcher une dernière fois dans leurs traces. Je ne serais jamais passée par là instinctivement, mais j'y suis allée quelques fois lorsque je marchais avec l'un ou l'autre d'entre eux. Cet après-midi, je sens que mon moral n'est pas au rendez-vous, alors je décide de m'accrocher à ma routine pour me préparer mentalement à ce que je vais vivre de l'autre côté des grilles : je continue sur mon chemin habituel, je ferme les yeux quelques instants en savourant les rayons du soleil sur mon visage, et je mets ma musique préférée dans les oreilles.

Les maisons disparaissent et la longue allée se dessine devant moi. Au bout, les grilles. Je reconnais de loin Alessandro*, toujours fidèle à son poste d'« opérateur », gardien de l'entrée. En me rapprochant, je vois qu'il discute avec un groupe de gendarmes. Je passe les barrières en saluant tout le monde et échange quelques mots avec lui. Je lui demande s'il peut me déposer à Syracuse en repartant vers 19:00, mais il me répond qu'il finit malheureusement à 23:00. On se dit à plus tard et je me dirige vers l'*ufficio*. Je suis étonnée de voir un si grand nombre de voitures de police et de gendarmerie dans l'enceinte du camp. D'habitude, une ou deux tournent ponctuellement par jour, mais là, j'en aperçois cinq ou six garées.

Un groupe de travailleurs est posté devant le container administratif. Je sens une tension anormale dans l'air ; les gens parlent fort. Je me fraye un chemin entre eux en leur disant bonjour et monte les quelques marches du seuil. Antonia* et Nadia* sont là, postées derrière l'ordinateur. Elles lèvent la tête tandis que je m'avance vers elles et Nadia se met à me parler fort et sèchement en italien. Je ne comprends pas ce qu'elle me dit sur le moment. Je dépose mes affaires contre la paroi du fond du container avec un profond sentiment de malaise. Nadia se lève et sort de l'office, en relançant des indications dans ma direction. J'attends quelques secondes qu'Antonia se tourne vers moi en me souriant timidement. Je la sens concernée et lui demande si je peux rester ou si Nadia veut que je m'en aille. Elle m'explique alors que je peux rester, mais ne dois pas sortir de l'*ufficio*. La commune a décidé d'expulser hors du camp tous les travailleurs n'ayant pas de contrat de travail enregistré. Mon interlocutrice prend mon téléphone et m'écrit : « Aujourd'hui, c'est malheureusement le chaos : les forces de l'ordre arrivent pour évacuer la cantine et expulser ceux qui n'ont pas de contrat, et ils ferment tous les services, y compris la cantine »¹.

Je comprends entre les lignes que le dialogue est compliqué entre l'association en charge de la gestion du *campo* et la commune. Immédiatement, je pense au fait que cette dernière a décidé de procéder à l'expulsion la semaine où aucun médiateur culturel n'est présent au camp. Ils sont engagé.e.s par la commune et celle-ci est théoriquement en congé cette semaine.

Je retrouve rapidement Amadou qui m'attendait. Les autres travailleurs que j'ai également l'habitude de rencontrer viennent à moi dans l'office lorsqu'ils m'aperçoivent de loin. Je leur demande comment ils vont, qu'ils m'expliquent ce qu'il se passe. Nous discutons à l'entrée du container pour que je puisse observer la scène tout en respectant les instructions de Nadia, partie en direction de la *mensa* (le réfectoire). Depuis ma position, on entend les voix s'élever. Le ciel s'assombrit et quelques gouttes commencent à tomber.

¹ «Oggi c'è purtroppo un bel casino stanno arrivando le forze dell'ordine per sgombrare la mensa e buttare fuori quelli che non hanno il contratto e stanno chiudendo tutti i servizi compresa la mensa»

Sur ma gauche, au loin, les grilles d'entrée du *campo* s'ouvrent. Un camion fait son apparition et pénètre dans son enceinte. Après quelques minutes, il passe devant nous et se dirige à son tour vers le réfectoire. Je comprends alors qu'il s'agit d'un camion poubelles. Les travailleurs, Nadia et certains membres de la commune entrent et sortent de la *mensa* au rythme des discussions qui s'animent de plus en plus. La tension est insupportablement palpable de là où je me trouve. Des hommes commencent à sortir du réfectoire chargés de sacs posés sur leurs épaules. Je comprends alors que l'association a reçu l'ordre d'évacuer le réfectoire. Toutes les affaires qui ne sont pas directement récupérées sont envoyées dans la benne du camion. Qu'en est-il des travailleurs qui ne se trouvent pas dans l'enceinte du camp en ce moment-même ? Ont-ils été prévenus ?

Certains de mes amis dorment dans le réfectoire depuis des semaines, car il n'y a pas suffisamment de lits au sein du camp pour eux. Face à la violence de la scène qui se déroule sous mes yeux, je m'effondre complètement. Ma vision se brouille et je me réfugie dans l'office pour me cacher, honteuse de pleurer devant les travailleurs qui, eux, font preuve d'une force admirable. Certains comprennent et pénètrent à leur tour dans le container pour s'assurer que je vais bien et tentent de me reconforter avec des mots qui m'arrachent encore un peu plus le cœur : « Ne t'inquiète pas, nous y sommes habitués »².

Nadia contacte Antonia par téléphone pour lui demander de m'envoyer lui remettre la clé du réfectoire. J'essaie donc de me ressaisir en espérant que mes pommettes ne trahissent pas les émotions que je n'ai plus su contenir. Je suis partagée entre la satisfaction de recevoir l'autorisation de la responsable pour enfin mettre un pied hors de l'office, et le malaise de participer symboliquement à cette violence en traversant le camp avec la clé fermant la *mensa* à la main. Je respire un bon coup et me lance en slalomant entre les gouttes. Lorsque j'arrive à hauteur du groupe de travailleurs où se trouvent également Nadia et Nella*, membre du conseil communal de Syracuse, je ralentis. Je traverse le

² « Don't be worried, we are used to this »

rassemblement en jetant des regards désolés à ceux qui viennent de se faire expulser du réfectoire. Même si j'apporte la clé, je veux à tout prix qu'ils comprennent que je ne prends pas part de gaieté de cœur à ce qu'il se passe. Respirer profondément. Retenir ses larmes. Respirer. Ne pas pleurer. Inspirer... et merde, ça repart. Je tends la clé, me retourne et m'éloigne en courant.

Il est 18 heures et Luca* doit être en train de finir sa journée à l'antenne de la CGIL plus loin dans le village de Cassibile. Depuis le début de la saison de récolte de pommes de terre, il travaille quotidiennement pour tenter de résoudre les tensions autour des contrats et paiements au sein de l'Ostello. J'ai non seulement plus que jamais besoin d'une présence amicale à mes côtés, mais le prévenir de la situation me semble essentiel au vu de son implication personnelle des dernières semaines.

*They are expulsing people right now
Who are they expulsing
The ones without contract?
First people sleeping in the mensa
After people with bed but
without contract I think
Is the situation tense?
Yes
I cannot come
The municipality brought a
garbage truck to remove all their belongings
God, I cried*

Quelques minutes plus tard, sa silhouette apparaît à l'entrée du camp.

Depuis que Nadia m'a demandé de lui apporter la clé, je me permets d'être hors de l'*ufficio* et rejoins régulièrement dans le container d'à côté Alba*, la médecin. En se croisant à plusieurs reprises à Syracuse dans le cadre d'événements solidaires et politiques, nous savons toutes les deux que nous partageons de

nombreuses valeurs et, probablement, la même opinion sur ce qu'il se déroule en ce moment sous nos yeux.

Nadia, Nella et les forces de l'ordre reviennent en direction de l'office. Carlo*, le président de l'association en charge du camp, est également arrivé et se joint aux discussions. Lui et Nella me disent qu'ils sont désolés que j'assiste à ça. Je leur réponds qu'au contraire, c'est très intéressant pour moi. Ils n'ont donc pas compris que nous étions au cœur même du sujet.

Les cris vont dans tous les sens entre les travailleurs, Nella, Nadia et les autorités, lorsqu'Alba me jette un regard pour me faire comprendre que quelque chose de grave vient d'être dit. Je la rejoins et elle me rapporte à voix basse ce qu'on vient de lancer aux travailleurs : « Même si tu es régularisé, si tu protestes, on te met dehors ». Et par « dehors », ils ne parlent pas du camp ; ils parlent du pays. Je deviens terrorisée à l'idée que cela dégénère physiquement.

La pluie semble s'être arrêtée. Les derniers rayons timides du soleil disparaissent en laissant place à un ciel aux couleurs vives, presque dramatiques. Est-ce moi qui le fait résonner avec le soulèvement de ces hommes ?

Les couchers de soleil sont beaux en cette saison, mais aujourd'hui, je ne m'émerveille pas. D'épais nuages noirs surplombent l'horizon, séparant les lueurs orangées de la partie supérieure du ciel, beaucoup plus calme. Souvent, je m'arrête et admire les nuances qui dansent au rythme du soleil tirant sa révérence. Mais aujourd'hui, je ne m'émerveille pas. Celle-ci a une saveur particulière ; celle de la violence et du sel qui roule discrètement sur mes joues.

Je me sens seule, impuissante. Les hommes se dirigent vers les grilles et restent là, dans un vrombissement de révolte. Certains sortent leur téléphone et filment la scène. J'erre en marge du groupe, ne sachant pas où est ma place. Je veux être là, au milieu d'eux, mais la tension est telle que je sens nécessaire le maintien d'une certaine distance. Tous les travailleurs ne se joignent pas au groupe ; quelques-uns continuent de cuisiner à l'entrée de leur habitation, vont et viennent entre les containers. Amadou et Moussa sont légèrement détachés du rassemblement et parlent peu. Lorsque je m'éloigne, je les cherche du regard,

comme pour me rassurer de leur présence. Je sais qu'ils veillent discrètement sur moi.

Luca non plus n'est jamais loin. Je le prévient quand je m'éloigne et fais en sorte d'être toujours dans sa ligne de mire. Il semble enchaîner les coups de fil, essaie de joindre son supérieur pour trouver une solution qui pourrait apaiser les esprits ici. L'heure tourne et nous devons partir à Syracuse pour la *Notte della liberazione*, la « Nuit de la Libération ». Demain, nous serons le 25 avril 2025, 80^{ème} anniversaire de la Libération de l'Italie contre le fascisme. La fédération FNCC organise à cette occasion une soirée autour de la thématique, et il est prévu que Luca monte sur scène pour jouer avec son groupe de musique. L'heure tourne et je le sens partagé entre rester ici et partir pour la salle de concert, où il doit réaliser ses essais de son avant que l'événement ne commence. La tension reste constante au sein des travailleurs qui menacent les autorités de sortir dans la rue pour manifester. Luca essaie de parler à certains et les invite à se calmer. Il leur explique que cela risque d'être désavantageux pour eux ; qu'une fois les grilles franchies, il y a une possibilité qu'on ne les laisse plus du tout entrer dans le *campo*. Il vaudrait mieux organiser une manifestation officielle et encadrée.

Après un dernier coup de fil, il me fait signe qu'on s'en va. Je cours vers certains pour leur dire un ultime au revoir. Je les prends dans mes bras, le cœur si lourd. Luca et moi nous dirigeons ensemble vers les grilles fermées depuis quelques heures et passons à côté du groupe de gendarmes où nous attendons quelques instants, tandis que Alessandro exécute à l'entrée les ordres qu'il vient de recevoir. À partir de maintenant, chaque travailleur pénétrant dans le camp doit référer son numéro de container et prouver qu'il a un contrat de travail. Je regarde ces hommes autour de moi avec une tristesse intérieure immense. Je n'ai aucune idée de ce qu'il adviendra de beaucoup d'entre eux. Certains de mes amis n'ont plus de toit sous lequel dormir ce soir.

Nous traversons à notre tour les grilles dans le sens inverse. Moi, probablement pour la dernière fois. À mesure que nous avançons dans cette allée, infinie, le fracas de la violence s'amenuise pour laisser place à un silence assourdissant. Côte à côte, sans dire un mot. Les émotions se bousculent dans mon esprit. Un

mélange d'impuissance, de colère, d'injustice, de tristesse, hurle dans ma gorge,
nouée. Dans quelques minutes, nous irons célébrer la victoire contre le fascisme.

Quelle victoire ?

*Funzioni di brutalità
Giorni spenti e avversità
Cristica utopia
Render sacra l'eresia*

*Produrre, soffrire
Vederti partire
Servire, morire
Vederti gioire*

*Curarsi dal male
di ogni mattina
Sfamare il rintocco
Della rovina*

*Ma se il falso riscatto
Ti porterà via da me
Farò di questo passato
qualcosa da vivere*

Produrre, soffrire

Texte écrit et chanté par Luca durant la Nuit de la Libération,
24 avril 2025.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	5
PRÉAMBULE : <i>LA NUIT DE LA LIBÉRATION</i>	7
INTRODUCTION	19
A. MÉTHODOLOGIE	22
Récolte de données	22
<i>Temporalité du terrain</i>	22
<i>Observation participante</i>	22
<i>Présentation auprès des acteur.rice.s</i>	24
<i>Langues parlées</i>	24
<i>Entretiens semi-directifs</i>	25
<i>Consentement éclairé et anonymisation</i>	26
Limites de ma recherche	26
Ethnographie en terrain sensible	28
B. ÉPISTÉMOLOGIE ET POSITIONNEMENT.....	30
« Nous écrivons pour, nous écrivons avec et nous écrivons contre »	31
Naviguer dans la violence, entre sensible et politique.....	34
CHAPITRE I. SICILE, TERRE NOURRICIÈRE	37
1.1. PRÉMICES DE L'ETHNOGRAPHIE.....	37
1.1.1. Arrivée sur le terrain	37
1.2.2. La force du réseau	40
1.2.3. Une thématique se dessine	49
1.2. TRAVAILLEURS INDÉSIRABLES, MAIS INDISPENSABLES	52
1.2.1. Naissance d'une réponse institutionnelle.....	53

1.2.2. Histoire du travail saisonnier en Italie	64
1.3. À LA MARGE	70
1.3.1. L'encampement.....	75
1.3.2. Le risque de ghettoïsation	76
CHAPITRE II. LA VIE ENCAMPÉE.....	81
2.1. HABITER LE TEMPORAIRE.....	81
2.1.1. Services, gestion et présence institutionnelle	81
2.1.2. Agencement, usages et réappropriations.....	89
2.1.3. Les frontières invisibles.....	98
2.2. LES CORPS PRODUCTIFS	106
2.2.1. Salaires, contrats et zones grises	106
2.2.2. Le <i>capo</i> , le chef d'équipe	110
2.2.3. Circuler pour survivre	116
2.2.4. Conditions de vie et de santé.....	119
« <i>L'Europe nous trahit, fait de nous des esclaves</i> »	123
2.3. ACCUEIL SOUS CONDITIONS	125
2.3.1. L'enjeu du contrat déclaré	125
2.3.2. Hospitalité en tension	127
2.4. LA DOUCE PRISON FACILITE LA CAPTURE.....	130
2.4.1. La douce prison.....	130
2.4.2. La capture	133
CHAPITRE III. ACCUEILLIR L'INVISIBLE : SYRACUSE FACE À L'EXPLOITATION.....	137
3.1. SYRACUSE, VILLE DE PONTS	137
3.2. FRAGMENTS D'UN PAYSAGE EUROPÉEN.....	143
3.3. TISSU ASSOCIATIF SYRACUSAIN	145

3.2.1. Point-relais contre l'exploitation.....	148
<i>Rôles des partenaires</i>	151
<i>Stratégies d'intervention transversales</i>	153
3.2.2. Matching entre l'offre et la demande	155
3.2.3. Capital social.....	156
3.2.4. Au-delà de l'invisibilité	160
3.2.5. Combler un vide institutionnel.....	161
3.4. RENDEZ-VOUS MANQUÉS.....	164
CONCLUSION.....	169
BIBLIOGRAPHIE	179
WEBOGRAPHIE	182

Introduction

Lorsque je suis arrivée en Sicile en novembre 2024, je pensais travailler sur les débarquements de personnes migrantes et les ONG de recherche et de sauvetage en mer Méditerranée. Mon terrain a pourtant pris une tout autre direction. À force de portes fermées, puis de rencontres inattendues et finalement d'une introduction dans le réseau associatif syracusain, ma recherche s'est progressivement déplacée vers une autre réalité migratoire, moins spectaculaire mais profondément ancrée dans le territoire : celle des travailleurs saisonniers immigrés employés dans l'agriculture.

À Cassibile, village situé au sud de Syracuse, la présence de ces travailleurs apparaît comme à la fois indispensable et problématique. Indispensable, parce que l'agriculture locale dépend largement de cette main-d'œuvre saisonnière. Problématique, parce que leur présence dans l'espace public, les campements informels et la difficile cohabitation avec une partie de la population locale ont progressivement fait émerger de vives tensions. C'est dans ce contexte qu'a été construit l'*Ostello di Cassibile*, que les travailleurs saisonniers rencontrés nomment le « campo » : un camp de containers destiné à héberger les saisonniers pendant la période de récolte des pommes de terre de mars à juin.

Ce mémoire prend ce camp comme point d'ancrage ethnographique principal et comme porte d'entrée pour observer la manière dont se croisent, à Syracuse, des logiques agricoles, migratoires, institutionnelles et territoriales, notamment autour du phénomène d'intermédiation illégale du *caporalato*.

Il permet alors de poser la question suivante : comment un dispositif pensé pour répondre à l'exploitation des travailleurs saisonniers immigrés et à leurs conditions indignes de logement est-il conçu, mis en œuvre, habité et réapproprié par les différents acteurs qui y prennent part ? Autrement dit, ce mémoire cherche à comprendre comment l'accueil se pense et se fabrique au

quotidien, entre intentions institutionnelles, pratiques associatives et expériences vécues par les travailleurs rencontrés.

*

Cette réflexion se déploie en trois temps.

Le premier chapitre, intitulé *Sicile, terre nourricière*, revient sur la construction progressive de mon terrain ethnographique. J'y montre comment, après un premier séjour marqué par l'impossibilité d'accéder aux espaces liés aux débarquements, une entrée progressive dans le réseau associatif local m'a conduite vers la question de l'exploitation des travailleurs saisonniers immigrés. Ce chapitre situe ensuite Cassibile dans l'histoire agricole et migratoire du sud-est sicilien, en montrant comment les travailleurs saisonniers apparaissent comme des figures à la fois indispensables à l'économie locale et indésirables lorsqu'ils deviennent visibles dans l'espace du village. Enfin, il interroge l'implantation du camp comme une forme de mise à la marge, en mobilisant notamment les notions d'encampement et de ghettoïsation.

Le deuxième chapitre, *La vie encampée*, nous plonge au cœur de la vie du *campo*. À partir de l'observation des espaces et des usages quotidiens, il montre comment les travailleurs s'approprient les lieux et tentent de transformer une infrastructure pensée sur le modèle minimal du dortoir en un lieu habité, malgré la précarité et les contraintes du dispositif. Il interroge également les liens entre mobilité saisonnière, vulnérabilités, exploitation, système agricole italien et dépendance aux *caporali*. Enfin, il montre comment l'accès conditionnel au camp soulève des questions importantes sur les liens entre hébergement, contrat de travail et lutte contre l'exploitation.

Le troisième et dernier chapitre, *Accueillir l'invisible*, élargit le regard pour inscrire le camp dans un paysage d'initiatives mises en place à Syracuse afin de lutter contre l'exploitation. Dans cette idée, il s'intéresse plus particulièrement au tissu associatif local et au projet du *Punto Territoriale**, qui rassemble une série d'acteurs du tiers secteur. J'y aborde les projets d'orientation sociale,

juridique et professionnelle, ainsi que les limites rencontrées par celles et ceux qui tentent de combler les vides laissés par les institutions italiennes.

À travers ces initiatives, il s'agit de comprendre comment le territoire de Syracuse tente de répondre à l'exploitation structurelle des travailleur.euse.s immigré.e.s, et plus particulièrement à celle des saisonniers dans le milieu agricole, tout en composant avec la lenteur bureaucratique, les financements temporaires, les tensions politiques et des rendez-vous parfois manqués avec les personnes auxquelles ces projets s'adressent.

*

Au fil de cette monographie, j'ai donc cherché à rendre visible ce qui se tient souvent à la marge : les vies, masculines dans le cadre de ce terrain, sur lesquelles repose l'économie agricole italienne, ainsi que les espaces intermédiaires dans lesquels elles se déploient.

L'ambition ici n'est pas de proposer une lecture exhaustive d'un phénomène qui dépasse largement le cadre de ce mémoire, mais d'esquisser le portrait d'une situation localement et historiquement située, dans toute son épaisseur empirique et ses contradictions. Les questions liées à la migration, au travail agricole et à l'exploitation ne peuvent être traitées de manière lisse ou univoque. Elles sont traversées par des conflits de valeurs, des rapports de pouvoir, des tensions institutionnelles, mais aussi par des gestes d'entraide, des formes de débrouille et des résistances quotidiennes.

J'espère que cette lecture vous permettra d'entrer, à votre tour, dans ces lieux, ces récits et ces rencontres qui m'ont profondément marquée.

A. MÉTHODOLOGIE

RÉCOLTE DE DONNÉES

Temporalité du terrain

Cette monographie repose sur une enquête ethnographique menée à Syracuse, en Sicile, sur une période s'étendant de novembre 2024 à novembre 2025. Le cœur du terrain a duré un peu plus de cinq mois, répartis en quatre temps. La période principale d'observation participante s'est déroulée en trois phases : un séjour d'un mois de mi-novembre à mi-décembre 2024 ; un second de trois mois de début février à fin avril 2025 ; enfin, un troisième de deux semaines entre la fin juin et le début de juillet 2025. Une quatrième allée sur le terrain, d'une durée de trois semaines entre octobre et novembre 2025, m'a permis de rencontrer à nouveau certain.e.s interlocuteur.rice.s afin d'apporter des éclairages ou informations préalablement incomplètes ou manquantes lors des phases précédentes.

Ces allers-retours sur le terrain m'ont permis de prendre du recul et d'analyser la situation, avant de me replonger dedans. Ils ont également rendu possible une forme de suivi dans le temps qui fut utile pour comprendre les évolutions continues des deux initiatives que j'ai plus particulièrement ethnographiées.

Observation participante

L'observation participante a constitué le socle principal de cette recherche ethnographique. Elle s'est déployée dans des espaces variés (associations, institutions, antennes syndicales, camp de travailleurs, rues, places, marchés, magasins) et des temporalités différentes (horaires de bureau, manifestations le week-end ou en jour férié, conférences, concerts, soirées). Elle m'a permis de comprendre les fonctionnements sous-jacents de projets sociaux et politiques, mais également les interactions et tensions entre certain.e.s acteur.rice.s de mon terrain. Sans une immersion prolongée et active, il m'aurait été difficile de saisir

la complexité de la situation autour de l'exploitation des travailleurs saisonniers immigrés.

Par ailleurs, l'observation participante s'est étendue bien au-delà des interactions que j'ai pu avoir avec les acteur.rice.s direct.e.s de ma recherche, puisqu'elle a, sous certains aspects, fusionné avec la vie quotidienne. Afin de commencer à comprendre les dynamiques qui traversaient mon sujet d'étude, il m'a fallu comprendre certaines dynamiques qui façonnaient les comportements de la société syracusaine. Cela s'est donc traduit par l'ensemble des interactions du quotidien, de la manière dont on parle à la caisse d'un supermarché, à celle dont on se crée un réseau, en passant par les fêtes de famille et ses liens si intenses, l'intonation de la langue, la manière de s'habiller, le code de la route, l'administration italienne, les saisons touristiques et la ville qui s'y transforme, la lutte pour la conservation de zones protégées le long des côtes, l'histoire territoriale empreinte de conquêtes et de migrations, les quartiers à éviter, l'observation des passant.e.s dans la rue, le maintien du lien par le café offert au bar, les fêtes religieuses, les équipes de foot qu'on ne doit pas supporter, les slogans à clamer. Chaque petit élément du quotidien constituait une nouvelle pièce du puzzle qui me permettait progressivement de me construire une image de Syracuse.

Il était fréquent que les membres d'associations, certains médiateurs de l'OIM ou les syndicalistes donnent leur numéro de téléphone aux travailleurs immigrés. Dans la majorité des cas, il s'agissait de leur professionnel et non de leur privé. J'ai également donné, à quelques reprises, mon numéro privé³ à des travailleurs saisonniers. Cela m'a permis de rester en lien avec certains d'entre eux via WhatsApp, qui est le canal de communication qu'ils utilisent le plus fréquemment. Un an après notre rencontre, il m'arrive encore d'échanger avec

³ Avec le recul, j'ai pris conscience que ce n'était pas une bonne idée de partager mon numéro personnel. Même si dans la majorité des cas je n'ai pas eu de désagrément à ce sujet, quelques exceptions m'ont fait comprendre que je devrais prendre et communiquer un numéro professionnel à l'avenir.

l'un ou l'autre, de prendre des nouvelles, et d'ainsi suivre leurs travail et déplacements à travers le pays.

Présentation auprès des acteur.rice.s

La manière dont je me présentais sur le terrain variait en fonction de la personne et du contexte de la rencontre. Auprès des associations, syndicats et institutions, je m'introduisais comme une étudiante réalisant son travail de fin de master en anthropologie sur les initiatives mises en place à Syracuse pour combattre l'exploitation des travailleurs immigrés, et plus particulièrement des saisonniers. J'insistais sur la méthode qualitative et mon intérêt à les suivre dans leurs activités quotidiennes (dans le cas de membres d'associations et de syndicalistes).

Auprès des travailleurs immigrés, ma présentation était souvent plus « directe ». J'expliquais que j'étais étudiante en Belgique, n'avait aucun lien avec l'Italie ni ses autorités, et ne faisait pas partie de l'équipe de gestion du camp. Je leur disais que j'étais présente pour comprendre leur quotidien, leur parcours, leur vécu, et plus particulièrement en lien avec leur travail dans l'agriculture. Cette clarification était importante à mes yeux, car elle me permettait d'établir une distinction nette entre ma présence et celle de l'équipe gestionnaire, des autorités ou des institutions.

Langues parlées

Ma relation aux acteur.rice.s du terrain a été fortement conditionnée par la question linguistique. Les premières approches différaient sensiblement selon que la langue de l'échange était le français, l'anglais ou l'italien. De manière générale, les relations ont été plus approfondies lorsque nous pouvions converser en français ou en anglais. Le manque de maîtrise de l'italien a constitué une des limites importantes de ma recherche – cela sera expliqué dans la section suivante consacrée à celles-ci. Cependant, cette difficulté linguistique a aussi pu jouer en ma faveur.

En effet, au sein du camp, le fait de ne pas parler italien a souvent produit un effet de surprise chez les travailleurs. Lorsqu'ils comprenaient que je n'étais pas

italophone, ils me demandaient d'où je venais et pourquoi j'étais là. Cela ouvrait régulièrement un premier espace de discussion dont je me saisissais pour expliquer ma présence. J'insistais également sur le fait que mes capacités à communiquer avec les autorités et l'équipe de gestion du camp, en dehors des médiateur.rice.s culturel.le.s, étaient limitées. En appuyant sur cet aspect, mon but était de renforcer leur confiance lorsque je disais que je n'irais rien répéter de nos échanges.

Entretiens semi-directifs

Les entretiens semi-directifs ont constitué une modalité importante de ma récolte de données. Ils ont été menés en français, en anglais et/ou italien. Tous les entretiens réalisés avec des membres associatifs, syndicaux ou institutionnels ont été enregistrés avec leur accord.

À l'inverse, aucun entretien avec un travailleur saisonnier immigré n'a été enregistré, afin de préserver un climat de confiance (déjà difficile à instaurer dans un contexte marqué par la méfiance). Lors de ces échanges, je me suis explicitement engagée à ne rien rapporter à l'association gestionnaire du camp ou aux autorités, sauf demande contraire de leur part. Par ailleurs, nous nous mettions le plus souvent légèrement à l'écart afin de garantir un minimum de discrétion.

Lors des entretiens avec les travailleurs saisonniers, je prenais mes notes de manière visible, devant eux, afin qu'ils puissent voir ce que j'écrivais. Je les invitais également à me corriger ou à reformuler certains termes s'ils le désiraient. Dans certains cas, j'ai laissé des travailleurs écrire eux-mêmes ou dessiner des schémas dans mon carnet de terrain. Je révisais et complétais ensuite ces notes une fois rentrée chez moi.

Finalement, les rencontres avec des interlocuteur.rice.s exclusivement italophones ont été réalisées à l'aide d'une personne intermédiaire pour la traduction (soit vers l'anglais, soit vers le français). Ces échanges ont été enregistrés, ce qui m'a permis de retranscrire leur intégralité et de limiter autant que possible la perte d'information. La majorité des entretiens retranscrits ont

ensuite été traduits avec l'aide de DeepL. J'ai conscience que cette médiation linguistique via une personne tierce a influencé le déroulé des échanges sur le moment, en taisant certains propos ou les réinterprétant, mais elle m'a permis d'accéder à des paroles qui me seraient, autrement, restées inaccessibles.

Consentement éclairé et anonymisation

Toutes les personnes ayant participé de près ou de loin à cette recherche ont été informées du sujet et de la portée de celle-ci, et y ont consenti. Aucun enregistrement audio ou vidéo n'a été réalisé à leur insu.

Afin de protéger les personnes rencontrées, mais aussi les associations et organismes syracusains ayant participé à cette ethnographie, tous les prénoms ont été anonymisés, à l'exception de ceux de Lia et Salvatore, qui n'ont pas pris part à la recherche en tant que telle. Il en va de même pour certains noms d'organisations, d'associations, de lieux et de rues. Ces modifications sont signalées par un astérisque lors de leur première apparition dans le texte.

L'anonymisation répond ici à une nécessité éthique dans un terrain traversé par de fortes tensions politiques, institutionnelles et interpersonnelles. Elle vise donc avant tout à protéger la parole de mes interlocuteur.ice.s qui m'ont accordé leur confiance, mais aussi à éviter que certains éléments de cette recherche puissent fragiliser des projets ayant reçu des financements régionaux, nationaux et européens.

LIMITES DE MA RECHERCHE

Avant d'entrer dans le cœur de mon terrain, il me semble important d'exposer certaines limites inhérentes à ma recherche.

Si l'objectif de l'exercice est de « rendre compte de dynamiques sociales étudiées en s'immergeant dans la particularité d'une réalité empirique historiquement située » (Deridder, 2025), je savais peu de choses de la réalité d'exploitation à laquelle sont sujet.te.s les travailleur.euse.s saisonnier.ère.s immigré.e.s en Italie – et plus généralement en Europe méridionale – avant de me rendre sur place.

En effet, je n'étais pas partie en Sicile dans l'idée d'effectuer un travail sur cette thématique et ne m'étais jamais renseignée sur la question. Ce sujet s'est présenté à moi en me laissant guider au fil des rencontres là où mes acteurs de terrain désiraient m'emmener. J'ai donc dû appréhender une toute nouvelle dimension de l'anthropologie politique des migrations et saisir, en un temps relativement limité, la complexité d'une réalité traversée par des dynamiques très variées.

Bien que des axes de compréhension semblent se dessiner aujourd'hui, j'ai pleinement conscience en écrivant cette monographie d'être encore loin de maîtriser la problématique. Certains pans n'ont pu être développés, d'autres n'ont même pas été abordés.

Dans cette idée, il est essentiel de parler des agriculteurs, dont ce présent travail ne relate aucunement la réalité quotidienne. Ils incarnent des acteurs de premier plan dans la problématique au centre de ma recherche, et pourtant, je n'ai jamais été en contact avec eux. La temporalité limitée de mon terrain ne m'a pas permis d'appréhender leur regard qui, j'en suis certaine, aurait apporté une contribution extrêmement riche et différente, et amélioré ma compréhension générale de la situation.

Par ailleurs, mon manque de maîtrise de la langue italienne a probablement été ma plus grande barrière. Etant partie sur un coup de tête, je suis arrivée là-bas sans parler un mot d'italien. Je me disais – un peu naïvement – que je me débrouillerais avec l'anglais. Quelle ne fut pas ma surprise lorsque je découvris à mon arrivée à Cassibile que très peu de personnes parlaient anglais ! Les mois à venir promettaient d'être intenses. Malgré l'amélioration de mon niveau linguistique au fil des mois, j'ai senti à quel point cette lacune m'empêchait de saisir des informations essentielles à la compréhension de moments de vie. Ce phénomène s'accroissait jusqu'à en devenir une frustration lorsque j'étais à l'Ostello. Lors des dernières semaines de mon terrain, j'ai assisté à plusieurs reprises à des scènes de tensions intenses dont je n'arrivais pas à comprendre les subtilités. Même si j'en saisisais les grandes lignes, il était clair que je passais à côté d'énormément d'éléments précieux. Lorsque la situation le permettait, je

demandais par la suite à l'un ou l'autre de m'expliquer plus en profondeur les tenants et aboutissants, mais cela n'avait pas la même richesse que si j'avais pu en capter l'essence sur le moment-même.

Finalement, je dirais que la durée de ma recherche fut la limite la plus claire qui s'imposa d'elle-même. Je devais rentrer en Belgique fin avril pour raisons personnelles et professionnelles, et ce timing était loin d'être idéal avec la saison de récoltes qui battait son plein. La sensibilité du terrain força une progression très lente. Et lorsque je partis, certaines relations de confiance avec des travailleurs immigrés éclairaient à peine.

ETHNOGRAPHIE EN TERRAIN SENSIBLE

J'ose qualifier mon terrain de « sensible » dans la mesure où il répond à un « triple sens du qualificatif » (Bouillon, Fresia et Tallio, 2005). S'il me semble important de le mentionner, c'est parce que cette caractéristique de mon expérience ethnographique eut un impact considérable sur ma méthodologie de recherche.

Tout d'abord, mon terrain fut sensible dans la mesure où il était « porteur d'une souffrance sociale, d'injustice, de domination, de violence » (ibid., p. 14). Dans ce sens, j'ai dû apprendre à me taire, respecter les silences, ajuster continuellement ma présence. Ensuite, cette dimension sensible s'est exprimée dans la manière de faire enquête. Les autrices Bouillon, Fresia et Tallio évoquent la spécificité de la temporalité et des espaces ethnographiés. Le camp de travailleurs saisonniers immigrés incarnent l'un de ses lieux « en marge » auxquels on a accès de manière conditionnelle. Je devais continuellement composer avec les acteurs associatifs et étatiques présents sur place. L'accès pouvait m'être illimité un jour, et complètement fermé le lendemain, sans aucune explication donnée. Cette instabilité m'a forcée à (re)négocier sans cesse la légitimité de ma présence et improviser pour récolter des données.

Par ailleurs, l'accès au pôle d'association et au camp se fit par réseaux informels. Les opportunités d'observation et d'entretien dépendaient largement de la

confiance construite au fil du temps et des rencontres. Je dus donc pleinement embrasser ce « temps long » de l'ethnographie et, comme mentionné plus haut, accepter une progression lente sur mon terrain.

Afin d'assurer la confiance des travailleurs immigrés, aucun enregistrement vocal n'a été réalisé dans le cadre de nos échanges. Je leur faisais également la promesse de ne rien répéter aux associations et autorités impliquées dans le camp.

Enfin, ce terrain s'avéra sensible parce qu'il « relève d'enjeux socio-politiques cruciaux, en particulier vis-à-vis des institutions sociales normatives » (ibid., p. 15). La question migratoire en Italie – et plus largement en Europe – est au cœur de débats idéologiques intenses et de pratiques institutionnelles parfois contradictoires. Travailler sur les initiatives mises en place localement impliquait d'évoluer dans un espace de tensions entre acteurs (voir *B. Epistémologie et positionnement*). La charge symbolique et politique du sujet exigeait de ma part une réflexion continue sur ma propre implication et sur les effets potentiels de ma recherche. Tout en assurant le « pacte ethnographique » (Olivier de Sardan, 2008) avec mes interlocuteur.ice.s, mon terrain s'inscrit dans le prolongement d'un engagement citoyen et éthique préexistant, que l'expérience ethnographique n'a fait qu'accentuer.

B. ÉPISTÉMOLOGIE ET POSITIONNEMENT

La mise en écriture a été difficile, non pas par manque d'idée ou de matière à exploiter, mais parce que je ressentais une responsabilité particulière vis-à-vis des mots déposés dans cette monographie. En introduction de l'ouvrage collectif *Writing Anthropology: Essays on craft & commitment* (2020), l'anthropologue Carole McGranahan écrit :

Nous écrivons en tant qu'experts, des experts qui sont peut-être des éternels étudiants, mais des experts tout de même. [...] En anthropologie culturelle, notre argument en faveur de l'autorité et du savoir ethnographiques consiste à démontrer le caractère immédiat du « fait d'être sur place » : montrer que vous, le chercheur, l'auteur, avez passé suffisamment de temps sur le terrain pour produire une recherche de qualité. Une bonne recherche ne débouche pas toujours sur une bonne écriture, mais elle en est assurément une condition préalable⁴. (p. 2)

Si j'ai pu passer quatre mois et demi sur le terrain, j'ai l'impression de n'avoir qu'eu le temps d'ouvrir une boîte de Pandore. Chaque jour, de nouveaux éléments venaient complexifier la situation, rendant le système général de plus en plus difficile à cerner. Suis-je restée assez longtemps à Syracuse pour prétendre maîtriser la thématique sur laquelle portait ma recherche ethnographique ? Certainement pas. L'objet de recherche semble infini.

La mise en écriture a été difficile, parce que j'ai conscience que l'accès aux données, lieux et acteur.rice.s de terrain ont orienté ma recherche, et donc ma compréhension du sujet. Dans *Vérités partielles, vérités partiales* (2011), James

⁴ "We write as experts, experts who are perpetual students perhaps, but experts nonetheless. [...] Within cultural anthropology our case for ethnographic authority and knowledge involves showing the immediacy of "being there": showing that you the researcher, the author, were in the field long enough to produce professional research. Good research might not always lead to good writing, but it is surely a precondition", traduit avec l'aide de Deepl.

Clifford parle de la particularité des ethnographies en tant que carrefour entre fictions et vérités. Et c'est précisément ici que se situe ma difficulté à écrire : comment accepter, pour la perfectionniste que je suis, l'idée selon laquelle ma monographie sera, au mieux, une « fiction véritable » (Clifford, 2011 : 393) ? Si cette interrogation force à une certaine forme d'humilité dans la conscientisation d'une non-exhaustivité certaine, la question de la « vérité » ne m'a jamais quittée. Comment faire co-exister des vérités individuelles, pour ce qu'elles sont et parfois opposées, dans un même corpus ?

« NOUS ÉCRIVONS POUR, NOUS ÉCRIVONS AVEC ET NOUS ÉCRIVONS CONTRE »

Au-delà de la complexité socio-historico-économique du sujet étudié, c'est la diversité des subjectivités rencontrées sur le terrain qui a le plus profondément interrogé ma posture. Très tôt, j'ai été confrontée à des tensions entre acteur.rice.s que j'avais choisi.e.s d'inclure dans ma recherche. Tout au long de mon terrain, et jusqu'à aujourd'hui dans ma pratique d'écriture, j'ai dû jongler avec trois différentes positions : *pour*, *avec* et *contre*.

Mettre le stylo sur le papier, ou les doigts sur le clavier, est souvent un exercice à la fois source de joie et de souffrance. Nous nous réjouissons d'avoir le temps d'écrire, mais pouvons rapidement nous sentir frustrés par la nécessité de mûrir nos arguments, de peser nos mots, puis de rédiger et de réviser des phrases, des paragraphes et des chapitres dans le but de les rendre parfaits. Il y a là une longue histoire : notre écriture s'inscrit dans la discipline, dans la communauté et dans nos propres expériences. Nous écrivons pour, nous écrivons avec et nous écrivons contre.⁵ (McGranahan, 2020, p. 2)

⁵ "Putting pen to paper, or fingers to keyboard, is often an exercise in both joy and pain. We delight in having time to write but can be quickly frustrated by the realities of thinking through arguments, deliberating over words, and crafting and then editing sentences, paragraphs, and chapters in an effort to get them right. In this, there is a lot of history: our writing is situated in the discipline, in the community, and in our own experiences. We write for, we write with, and we write against.", traduit avec l'aide de Deepl.

Bien que ce travail ne soit qu'un mémoire de fin de master, j'ai rapidement ressenti un vif intérêt de la part de mes acteur.rice.s de terrain vis à vis de ma recherche ethnographique. Plusieurs d'entre eux m'ont clairement exprimé leur curiosité, voire leur attente, quant à l'analyse que je pourrais proposer des différents projets mis en place à Syracuse. À plusieurs reprises, j'ai senti qu'un certain espoir reposait sur ma démarche, comme si elle pouvait offrir un regard extérieur utile, une nouvelle mise en perspective sur les réalités locales parfois invisibilisées.

Cette attente, tantôt implicite, tantôt explicite, a nourri en moi un double sentiment : d'une part, une forme de pression à « bien faire » – à produire un travail à la hauteur de la confiance et du temps qu'ils m'ont accordés, et qui rende également justice à leur engagement quotidien sur le terrain. D'autre part, cela m'a profondément motivée en me confortant dans l'idée que mon travail faisait sens. Ce double sentiment m'a rappelé que la recherche anthropologique peut – et peut-être doit – être mise au service de quelque chose de plus vaste (Abu-Lughod, 2008 ; McGranahan, 2020) : rendre visible ce qui ne l'est pas, proposer des outils de lecture critique, contribuer – modestement – à une transformation sociale.

Nous écrivons pour partager des découvertes scientifiques, pour raconter des histoires qui comptent et pour faire connaître de nouvelles perspectives sur le monde humain susceptibles de le faire évoluer pour le mieux. En anthropologie, on considère qu'une compréhension plus complète et plus approfondie de la diversité de la vie humaine constitue, au minimum, un savoir utile. Au mieux, nous pensons que ce savoir peut être source de transformation.⁶ (McGranahan, 2020, p. 3)

⁶ We write to share scientific findings, to tell stories that matter, and to share new insights about the human world that might change it for the better. In anthropology there is an idea that, at a minimum, a fuller, deeper understanding of the breadth of human life is useful knowledge. At a maximum, we believe this knowledge can be transformative

Écrire *pour*, c'était donc reconnaître que l'écriture ethnographique ne se destine pas uniquement au monde académique, mais qu'elle peut entrer en résonance avec celles et ceux que j'ai rencontrés sur le terrain. Ainsi, une potentielle dimension appliquée est apparue en arrière-plan de ma recherche, l'idée étant que ce travail puisse servir les associations directement impliquées dans les deux projets étudiés.

En choisissant d'écrire *avec*, j'ai pu récolter des témoignages riches, mais cela impliquait parfois de naviguer dans un tissu relationnel tendu, voire conflictuel. En effet, j'ai mené des entretiens avec des personnes aux positionnements politiques et idéologiques profondément opposés, parfois même hostiles les unes envers les autres. Cette prise de position particulière – qui pouvait sembler contradictoire de l'extérieur – m'a placée dans une posture délicate, m'obligeant constamment à redéfinir ma propre position éthique et politique sur le terrain. Il m'est donc arrivé de taire certaines rencontres ou d'éviter des questions, par crainte de rompre des liens fragiles ou en construction. Dans un domaine où les lignes idéologiques peuvent être profondément marquées, proposer un récit composite sans trahir les sensibilités de chacun.e relève d'un véritable exercice d'équilibriste.

Suivant la pensée d'Abu-Lughod (2008), écrire *contre*, c'était ici remettre en question l'idée d'une « culture immigrée » ou d'une « culture de l'exploitation » ; déconstruire des catégories figées dans lesquelles rentreraient tou.te.s mes acteur.ice.s de terrain, alors homogénéisé.e.s. Le temps relativement long de l'ethnographie m'a permis d'appréhender l'essence des nuances et subtilités, des dynamiques de pouvoir et hiérarchie qui traversaient le cœur-même des lieux que j'ai côtoyés. Ainsi, les travailleurs saisonniers immigrés ne m'apparaissaient plus comme un groupe uni et indifférencié. Ils avaient, par exemple, chacun leur propre opinion sur le phénomène de l'exploitation dont ils sont victimes ; celle-ci étant parfois opposée à celle de leur voisin. Les travailleurs vivaient différemment cette situation et leurs choix, stratégies, luttes, ne se traduisaient pas de la même manière.

Enfin, écrire *contre*, c'est un choix éthique et politique qui traverse cette monographie. Dans cette idée, j'ai choisi d'utiliser certains mots de mon terrain plutôt que ceux utilisés par les institutions. C'est la raison pour laquelle le mot « Ostello » sera rarement utilisé en parlant du camp de travailleurs saisonniers immigrés construit à Cassibile, surtout dans les parties de ce travail relatant des échanges avec les travailleurs eux-mêmes. En effet, beaucoup parlaient de « campo » (« camp » en français) et n'utilisaient jamais le mot « Ostello ». En prenant la décision de favoriser le terme « campo » ou « camp », ma volonté est de me rapprocher de la vie quotidienne des travailleurs et de raconter de la même manière qu'ils me racontaient. Diminuer autant que possible la fabrication de l'altérité produite par le fossé entre un discours institutionnel et celui des travailleurs.

NAVIGUER DANS LA VIOLENCE, ENTRE SENSIBLE ET POLITIQUE

J'expérimente aujourd'hui dans mon corps ce que la pratique ethnographique a de transformatif. Si « les violences façonnent les subjectivités et les corps dans des contextes où la violence fait partie de la vie quotidienne » (Mazzochetti et Piccoli, 2016, p. 3), je ressors de cette première vraie expérience ethnographique différente de celle que j'étais avant. Je ne fus certainement pas la plus sujette aux violences sur mon terrain, et pourtant, ces mois partagés avec les associations locales et les travailleurs saisonniers immigrés ont lentement opéré des changements en moi. Violences de genre, violences institutionnelles, violences physiques. Violences verbales, violences du silence. Violences passées, violences présentes. J'ai été quotidiennement témoin – et parfois, mais heureusement rarement, victime – de nombreuses d'entre elles. Ma position délicate en tant qu'observatrice de passage, devant constamment négocier ma place et montrer une forme de « neutralité » aux yeux des autres pour assurer une légitimité scientifique, rendait complexe tout engagement clair, même quand mes tripes me hurlaient de prendre position. Quand réagir, quand se taire ? Comment dire sans risquer de perdre sa place ?

Parmi ces violences auxquelles j'ai été confrontée, celle émanant des récits d'exil m'a profondément marquée. J'avais beau avoir tenté de me préparer psychologiquement, m'être informée et avoir lu de la littérature sur le sujet, avoir connaissance des réalités vécues en Libye qui traversent dramatiquement un grand nombre de parcours d'exil, être face à une personne qui raconte en détails ce qu'elle a vécu dans sa chair, à quelques centimètres de moi, m'a bouleversée. Plus que bouleversant, cela a probablement laissé une trace traumatique. J'ai appris, à mes dépens, que je n'étais pas préparée à une telle violence racontée. J'ignore si l'on peut l'être un jour.

J'ai longtemps réfléchi à ce que je devais en faire, comment raconter ces « impossibilités à dire » (Mazzocchetti et Piccoli, 2016). Je ne le ferai pas dans ce travail, parce que je n'en suis pas capable.

J'expérimente aujourd'hui dans mon corps ce que la pratique ethnographique a de transformatif. Parce que mon cerveau a occulté certaines parties de témoignages, probablement afin de m'en protéger. Même si je voulais dire, je ne le pourrais pas.

Cette expérience m'a forcée à adapter ma méthodologie d'enquête, en évitant par la suite des questions susceptibles d'engendrer des discussions similaires. Ainsi, je n'ai plus jamais demandé d'éléments biographiques précédant l'arrivée en Italie ; je commençais les échanges par leur entrée sur le territoire européen.

Si j'ai conscience que l'écriture m'aide à traiter mentalement ce que j'ai vécu durant ces quatre mois, je garde en tête ce qu'en dit l'anthropologue Kristen Drybread dans *Writing about violence* (2020) : « Lorsque nous privilégions l'écriture en tant qu'exercice thérapeutique, nous risquons d'oublier que, du moins pour l'ethnographe, l'écriture doit mener à l'analyse, et pas seulement à la catharsis »⁷ (p. 130). Écrire ne peut donc se réduire à apaiser, et telle n'est d'ailleurs pas la vocation de ce présent travail. Pourtant, il me serait impossible d'écrire sans reconnaître la part de sensible qui traverse ce processus, sans

⁷ « When we privilege writing as a therapeutic exercise, we run the risk of forgetting that, at least for the ethnographer, writing should lead to analysis, not just catharsis », traduit avec l'aide de Deepl.

accepter que l'expérience de la violence sur mon terrain ait laissé des traces en moi, perceptibles dans ma manière de penser, de choisir mes mots, de dire ou taire, de relire mon carnet de terrain.

*Le politique sans le sensible risque d'être une abstraction.
Mais le sensible sans le politique a toutes les caractéristiques d'une évasion.*
(Laplantine, 2005, p. 153)

L'expérience du terrain s'est inscrite dans mon corps, mes émotions, ma mémoire. Elle a façonné et façonne ma pensée autant qu'elle en est le point de départ. S'il est important d'analyser et conscientiser l'incidence de son propre vécu sur les données et leurs interprétations (Mazzocchi, 2015), cette introspection ne doit pas occulter « l'Autre » (ibid. ; Olivier de Sardan, 2008), véritable sujet de l'ethnographie. C'est précisément ici que se joue, me semble-t-il, la transformation du ressenti en un outil de compréhension du monde.

Dans cette tension entre le vécu et l'analyse se dessine une posture d'écriture à la fois sensible et politique. Le sensible devient un lieu de passage vers le politique ; espace où l'émotion vécue se transforme en regard critique et mène à un engagement. Celui d'écrire sur la thématique migratoire, au cœur du débat public actuel. Celui d'aller marcher contre le fascisme, aux côtés de partis politiques et d'associations engagés, dans les rues de Syracuse.

CHAPITRE I.

Sicile, terre nourricière

1.1. PRÉMICES DE L'ETHNOGRAPHIE

1.1.1. ARRIVÉE SUR LE TERRAIN

Le 25 novembre 2024, je posais les pieds pour la première fois en Sicile. J'avais pris la décision de partir sur un coup de tête deux semaines avant. Depuis sept mois, je contactais des associations et ONG qui menaient des actions de recherche et de sauvetage en mer Méditerranée. Je rêvais de réaliser un terrain ethnographique à bord d'un de leur bateau. Pendant cette période, j'ouvrais quotidiennement ma boîte mail, espérant recevoir une nouvelle dans ce sens, mais les mois passaient et je ne récoltais que des refus et des silences. Alors, après une énième réponse négative venant d'une association dans laquelle je mettais beaucoup d'espoir, je pris la décision de partir pour Syracuse. Je n'avais aucun plan, aucun contact, aucune connaissance de l'italien. Je ne m'étais même jamais rendue en Sicile. Je choisis seulement un port qui me semblait central et stratégique pour ma thématique de recherche, en me disant que j'irais voir sur place ce qu'il se passait autour des débarquements de migrants. J'espérais comprendre pourquoi il était si compliqué d'avoir accès à ces bateaux et aux associations derrière.

J'ai ainsi logé quatre semaines de fin novembre à fin décembre dans le village de Cassibile, à une dizaine de kilomètres au sud de la ville de Syracuse. J'ai trouvé l'appartement grâce à Isabelle, une femme d'origine française qui détenait une maison de vacances dans la région. Elle avait vu un post que j'avais partagé sur un groupe Facebook d'expatriés en Sicile, dans lequel j'expliquais que je cherchais urgemment un logement pour quelques semaines. Elle m'a mise en

contact avec un couple d'amis qui détenait une agence immobilière dans le village de Cassibile. C'est ainsi que je rencontrai Lia et Salvatore.

Dès mon arrivée, ils m'ont prise sous leur aile. Lia m'a serrée dans ses bras à notre première rencontre. Elle voulait tout savoir de ma recherche et comment elle pouvait m'aider. Le fait que je sois venue sans contact sur place, sans université italienne de référence et seule en tant que jeune femme semblait l'inquiéter. Nous avons passé des heures à parler dans son agence qui se situait sur la route principale du village. Nous venions à peine de faire connaissance que Lia appelait déjà une amie qui travaillait à la police des frontières du port de Syracuse. Je rencontrais Marina le soir même.

Malgré cette rencontre avec une personne directement impliquée lors des débarquements de migrants, ces quatre premières semaines de terrain furent assez chaotiques et ne m'ouvrirent pas plus de portes quant à l'accès aux bateaux. Quelques jours après notre échange, Marina demanda au chef de la police des frontières si je pouvais réaliser mon terrain ethnographique dans leur établissement et accéder à la zone militaire dans laquelle accostaient les bateaux de sauvetage. La réponse qui me revint fut négative et m'interpella. Elle m'expliqua que l'office de l'immigration avait reçu de nouveaux ordres du ministre : « Plus personne n'est autorisé à aller là-bas ». Plus aucun journaliste, plus aucun regard extérieur.

Les semaines jusqu'à la période de Noël se suivirent dans cette même dynamique. Je testai diverses approches à différents endroits dans la ville, mais partout l'on me redirigeait vers le bureau de l'office de l'immigration, dont la réponse avait déjà été claire. Par ailleurs, j'essayai à plusieurs reprises d'approcher directement les bateaux à travers les grillages qui bordaient la zone militaire. Je me postais devant, attendais qu'un.e membre de l'équipage regarde dans ma direction et faisait des grands signes pour qu'il s'approche. C'est ainsi que je réussis à entrer en contact avec certaines personnes travaillant au sein de ces ONG. Elles acceptèrent de me faire visiter leur bateau et de répondre à toutes mes questions, mais leur bonne volonté et leur désir de m'aider ne suffirent pas

à me donner accès à la zone militaire. L'autorisation devait venir d'en haut, et cela semblait bien compliqué à obtenir.

Pour pouvoir pénétrer dans la zone, mon nom devait être inscrit sur une liste de personnes fournie soit par l'office de l'immigration, soit par les associations et ONG dont les bateaux accostent à cet endroit. Je savais ce qu'il en était des premiers ; mon seul espoir résidait donc dans les seconds. J'avais déjà passé sept mois en Belgique à tenter toutes les approches possibles et imaginables pour entrer en contact avec ces organisations. Je ne me faisais donc plus beaucoup d'illusions. Les délais de réponse étaient interminables, et la réalité du terrain faisait que je n'avais que quelques jours avant que le bateau reparte en mer. Sans surprise, ces démarches n'ont jamais abouti.

Je suis repartie en Belgique le 23 décembre en étant complètement perdue quant à la suite. J'ignorais si je devais continuer mon terrain à Syracuse ou plutôt me diriger vers Catane qui semblait offrir d'autres perspectives – j'y avais pris contact avec un centre lié au Service jésuites des réfugiés quelques jours avant de repartir. Cependant, si je n'avais été confrontée qu'à des portes fermées durant les semaines qui précédaient, je commençais enfin à trouver mes repères dans la ville syracusaine.

Après de nombreux échanges avec des proches, mes promotrice et co-promotrice, je décidai de repartir pour la même destination fin janvier. Mais cette fois-ci, j'allais opérer différemment : élargir mon sujet, lâcher prise et accepter ce qui venait à moi.

Les premières semaines de mon retour à Syracuse furent caractérisées par l'appropriation de mon nouvel environnement. J'avais opté pour un logement sur la *Viale Teocrito*, un peu cher, mais ma tendance à prendre des décisions en dernière minute ne m'avait pas laissé beaucoup d'autres options. La rue en question est un axe qui traverse horizontalement la ville en reliant les sites archéologiques à la mer. Sa position relativement centrale me permet d'accéder à une large portion de la ville à pied. J'aime marcher et, durant ces trois mois, cela sera mon principal moyen de déplacement. Quand j'en parle avec mes

interlocuteurs, cela suscite toujours la même stupéfaction. On m'explique qu'ici, on prend sa voiture pour parcourir moins de 200 mètres ; se déplacer à pied n'est pas dans leurs habitudes. Pour moi, c'est le moyen de déplacement le plus simple. Les bus sont imprévisibles – il n'existe pas d'horaire fixe aux arrêts intermédiaires, seule l'heure de départ de la ligne est indiquée – et la circulation routière me fait franchement peur.

Le code de la route est régulièrement un sujet de discussion quand je suis en voiture avec un.e interlocuteur.ice de terrain ou des ami.e.s. Les habitants eux-mêmes ont conscience que c'est un peu la jungle et en rigolent. Ils me disent que c'est une question d'habitude, qu'on s'y fait à force. Lors de mes derniers jours en Sicile début juillet, Cristina (la propriétaire de mon logement sur la *Viale Teocrito*) et un ami me diront que j'ai presque acquis la citoyenneté syracusaine, l'ultime étape étant de conduire en voiture dans la ville. On y remédiera quelques heures avant mon départ, faisant de moi une vraie habitante de Syracuse.

J'apprivoise la ville baroque en marchant. Marcher dans les rues à la découverte du quartier et des nouveaux espaces qui m'entourent, en esquisser mentalement le plan pour pouvoir au plus vite me détacher de mon téléphone, appréhender la langue qui se fond petit à petit jusqu'à ne faire qu'un avec mon environnement. Le lot d'informations qui me parvient m'épuise et, en même temps, me passionne. Je découvre une nouvelle langue, une nouvelle culture, de nouvelles personnes, de nouvelles habitudes. Je me construis une autre vie pour quelques mois loin de ma Belgique natale et au milieu de personnes qui m'accueillent à bras grands ouverts alors que je les rencontre pour la première fois.

1.2.2. LA FORCE DU RÉSEAU

Cette chaleur humaine dont les sicilienne.s et sicilien.s ont le secret me réchauffe le cœur. A chacune de mes venues sur le terrain – première, deuxième ou même troisième – je suis systématiquement accueillie comme si je faisais partie de là

depuis toujours. De la même manière que Lia et Salvatore m'avaient prise dans leurs bras dès notre première rencontre deux mois auparavant, Cristina me réserve le même accueil fin janvier. Pour ce deuxième séjour, j'ai choisi de venir en train depuis la Belgique. Voyager lentement, laisser défiler les paysages européens pendant trente heures, prendre le temps d'intégrer ce départ pour plusieurs mois. J'aime les voyages en train : ils me permettent de traiter les informations à mon rythme, presque comme un rite de passage. Je sais que j'en ai besoin pour partir, et cela s'avèrera encore plus nécessaire pour mon retour en Belgique trois mois plus tard.

Le fils de Cristina m'écrit la veille de mon arrivée pour me proposer de venir me chercher à la gare ferroviaire de Syracuse. J'accepte volontiers. Le lendemain, sa maman est au rendez-vous, m'attendant patiemment devant la gare alors que mon train – sans grande surprise – a du retard. Directement, elle me prend dans ses bras, se saisit de mes affaires et me propose de m'accompagner au supermarché pour faire les premières grosses courses. Je suis épuisée par le voyage et un peu gênée de me présenter dans cet état, mais j'essaie de dépasser ma réserve et accepte, car j'ai conscience que cela m'aidera considérablement.

Depuis la gare jusqu'à mon logement, le trajet dure une dizaine de minutes. Nous suivons la *Corso Gelone*, première portion de l'axe nord-sud de la ville. J'aime me balader dans cette rue animée jusqu'aux heures les plus tardives de la journée, rythmée par les commerces, bars et klaxons. C'est probablement celle que j'aurai le plus souvent arpentée, parce qu'elle relie mon appartement aux gares de bus et de train, regorge de magasins et conduit également à l'île d'Ortigia, le centre historique et touristique de la ville où vivent des amis français.

Alors que nous avançons en direction du logement, Cristina me demande en quoi consiste ma recherche. Je lui raconte mes premières semaines passées à Cassibile avant Noël, et lui explique que je dois désormais me détacher de l'idée des bateaux de sauvetage, à laquelle je m'étais accrochée durant les neuf derniers mois. Le contact est facile, la conversation s'anime rapidement, et je ressens à nouveau un véritable désir de m'aider. Parler avec elle me permet de

mettre des mots sur ce que je viens chercher, ou du moins sur ce que j'imagine venir chercher. Mon discours se construit au fil de l'échange et il s'affinera progressivement dans les semaines suivantes. Je dirai que je m'intéresse au processus d'intégration des personnes immigrées à Syracuse. Cette thématique, volontairement large, me permet de récolter des informations dans différents domaines, puis de filtrer par la suite afin de me concentrer sur un angle plus précis. En réalité, je n'ai aucune idée exacte de ce que je viens chercher, mais l'enjeu est de faire comme si je savais. J'ai déjà compris, au détour de conversations, que faire preuve de confiance en soi est essentiel dans la mentalité locale. Si je veux être prise au sérieux en Italie, deux critères sont indispensables : faire preuve d'assurance et être introduite dans le réseau. Si l'utilisation du réseau informel est une pratique courante pour accéder à des postes et personnes dans les régions du sud de l'Italie (Ponzo et Scoppa, 2008), en comprendre les filons et en jouer pleinement le jeu sera nécessaire pour me frayer une place dans la communauté syracusaine.

Très vite au cours de notre échange, Cristina commence à me citer différentes connaissances susceptibles de m'aider. Elle évoque une amie anthropologue et professeure à l'université de Catane qu'elle pourrait contacter. Deux jours plus tard, alors que nous nous croisons sur le palier de mon appartement, elle me parle d'une autre amie, Elisabetta*, qui travaille au *Siracusa International Institute for Criminal Justice and Human Rights* (SII). Elle m'explique que l'Institut a mené des projets d'insertion auprès des personnes immigrées afin de limiter le risque de criminalité. Le SII possède une bibliothèque accessible au public sur demande et elle pense que je pourrais y trouver des ressources intéressantes. Elle me promet de contacter son amie dans la journée pour savoir si je peux me mettre en lien avec elle. Quelques heures plus tard, je reçois la confirmation accompagnée des coordonnées de celle-ci.

Je rencontre Elisabetta trois jours plus tard et, à partir de là, tout s'accélère. En arrivant au SII, elle me fait faire une brève visite des lieux, m'introduit aux membres du personnel présents et me propose de m'installer dans une salle de réunion. Elle m'y laisse avec deux employés, puis disparaît. S'ensuivent près de

deux heures de présentation des projets menés par l'Institut sur la question migratoire, entrecoupées de suggestions et de brainstorming collectif autour de ma recherche. J'en ressors avec des dizaines de pistes et de contacts à explorer. Je suis surprise par le temps qu'ils m'accordent et, à nouveau, par cette hospitalité dont je suis l'objet et qui me dépasse complètement.

Après cette « réunion », je retourne dans le bureau d'Elisabetta. Nous poursuivons la conversation quelques minutes. Dans la ferveur de celle-ci, elle appelle son amie Daniela*, qui travaille avec un public majoritairement immigré au sein de l'*Azienda Sanitaria Provinciale di Siracusa* (ASP). Au téléphone, elle m'introduit comme *un'amica belga* (« une amie belge ») qui mène une recherche universitaire en anthropologie sur les personnes immigrées à Syracuse. L'interlocutrice au bout du fil accepte rapidement de me rencontrer. Je quitte l'Institut fascinée par l'après-midi qui s'est déroulé devant mes yeux : je suis revenue sur le sol sicilien depuis une semaine et demie à peine, et la machine semble s'être enclenchée avant même que j'aie le temps d'appuyer sur le bouton START.

Un schéma semblable se reproduira lors de ma rencontre avec Daniela la semaine suivante. Elle m'accueille avec une gentillesse incroyable, sollicite d'autres membres du personnel de l'ASP afin de discuter avec moi, et contacte en direct plusieurs personnes au téléphone, qui accepteront toutes de me rencontrer. Travaillant quotidiennement avec les institutions officielles et les associations actives sur le terrain, elle créera, sans même le savoir, un pont décisif dans ma recherche.

Notre rencontre se finit aux alentours de treize heures. À la recherche d'un endroit où m'installer pour travailler, je décide d'explorer le quartier de La Borgata Santa Lucia, où j'ai repéré l'existence d'une bibliothèque municipale. Je me doute qu'elle n'est pas ouverte à cette heure – comme souvent en Sicile, tout est fermé durant la pause méridienne, jusqu'aux environs de 15h30 – mais l'occasion est idéale pour flâner dans ce quartier à forte population immigrée. Je me laisse porter, déambulant au hasard des rues, m'imprimant de l'atmosphère du lieu.

Arrivée devant le bâtiment de la bibliothèque, j'essaie de repérer les horaires d'ouverture. Plusieurs portes sont alignées sur la façade et j'ignore laquelle est la bonne. Je dois sembler un peu perdue, car un homme assis sur le seuil de l'une d'entre elles m'interpelle en me demandant s'il peut m'aider. Il s'adresse à moi en italien, mais je décèle un accent français derrière ses mots. Je ne parle pas encore italien, mais je comprends que la rencontre est à saisir : il est d'origine africaine et semble connaître le quartier. Je lui réponds en anglais en m'excusant, puis lui demande s'il parle français. Il acquiesce, visiblement heureux de partager une langue commune. Jackpot.

Nous échangeons quelques minutes. Je lui explique la raison de ma présence à Syracuse et il me dit être content que je travaille sur cette thématique : « La vie est dure pour les personnes immigrées ici ». Selon lui, l'enjeu principal, c'est le travail. Il veut que je parle avec ses amis du quartier, puis, sorti de nulle part, me demande si j'aime le riz.

Baba est l'une de ces rencontres qui marquent profondément. Je ne le sais pas encore, mais je ne le reverrai plus jamais après ce jour. Il parle fort, fait des grands gestes, rit, me cherche. Il doit avoir la quarantaine, mais son âge est difficile à estimer : la vie ne l'a pas épargné. Lorsqu'il m'aborde depuis le seuil de cette porte, l'odeur, les cannettes de bières vides à ses pieds et son ami sous influence à sa droite ne jouent pas en sa faveur. J'hésite à lui faire confiance. Mon instinct me soufflerait de m'extirper de cette situation. Et pourtant, quelque chose me retient. Il me touche.

Nous parlons du centre CASA*, situé dans la rue parallèle. J'ai déjà repéré cet endroit en décembre, mais n'ai pas encore osé m'y rendre depuis mon retour à Syracuse. Pour lui, c'est une évidence : je dois y aller. C'est là que tout se passe. Il me propose qu'on s'y rende ensemble vers 16h. Il me reste deux heures devant moi et mon ventre crie famine. Nous convenons de nous retrouver au même endroit. Je longe le bâtiment et tourne à droite en direction de la place Santa Lucia.

Je slalome entre les enfants qui jouent au foot et m'installe sur le muret entourant des bacs de fleurs, dans la partie haute de la place, près de l'église. Je m'assois au soleil, savourant la chaleur sur mon visage. Il a beaucoup plu ces derniers jours et cela m'a pesé sur le moral. Je repense à Elisabetta, qui m'avait dit vouloir parler avec Sofia*, la responsable du centre CASA, pour lui demander si je pouvais y mener une partie de ma recherche. Ne voulant pas court-circuiter le réseau, j'écris à Elisabetta pour lui demander si elle a pu la contacter. Elle me répond rapidement qu'elle n'a pas encore réussi à la joindre, mais va réessayer.

Mon attention est alors attirée par de l'agitation inhabituelle pour cette heure de sieste où la ville ralentit. Sur la rue longeant le côté ouest de la place, un restaurant avec une terrasse couverte semble être les coulisses d'une altercation. Le ton monte, les gestes deviennent brusques, les protagonistes en viennent aux mains. Une voiture de police arrive rapidement, suivie d'une ambulance. L'arrestation de l'homme semblant avoir causé le trouble est brutale, des poubelles sont renversées. La tension redescend peu à peu, les véhicules repartent, et le calme revient sur la place.

Je n'ai toujours pas mangé et décide donc d'aller jeter un œil à la carte du restaurant à l'origine de la scène, mais rien ne me tente. Je me lance sur le trottoir pour repénétrer dans le labyrinthe des rues du quartier, lorsqu'une voix m'interpelle : « Tu ne me reconnais pas ? ». Mon regard balayait alors la place, désormais à ma droite. La voix vient de l'une des deux ombres en contre-jour assises sur un banc. « Il n'est pas encore seize heures ! »

Intérieurement, j'éclate de rire, moi qui me sentais indécemment voyeuse en observant la scène cinquante mètres plus loin. Baba, lui, était assis au premier rang, à une dizaine d'enjambées seulement du cœur de l'action. Sa silhouette semble être là depuis toujours, comme s'il faisait naturellement partie du décor. J'observais la scène depuis ses prémices et pourtant, je ne l'ai jamais vu arriver.

Je m'excuse de ne pas l'avoir reconnu et lui explique que je cherche un endroit où manger. Il me redemande si j'aime le riz. Je réponds oui, sans trop comprendre où il veut en venir. Il me propose d'aller manger chez un ami qui

tient un petit restaurant. J'hésite, encore tiraillée entre mon instinct qui me crie de me méfier et ma curiosité pour ce personnage difficile à cerner. Finalement, je décide de me laisser porter. Il se lève de son banc de spectateur, et je lui emboîte le pas.

Très vite, je comprends que j'entre dans son royaume : toutes les personnes que nous croisons semblent le connaître. Il salue tout le monde, échange quelques mots, rigole. Je le suis d'un lieu à l'autre, enchaînant des rencontres toutes plus inattendues les unes que les autres. Je me fais même demander en mariage par un de ses amis rencontré deux minutes plus tôt. L'après-midi se déroule sous un air presque théâtral. Et, au milieu de ce tourbillon, un message vocal d'Elisabetta me ramène les pieds sur terre :

Ciao Anne-Gaëlle, je viens de parler à Sofia. Elle travaille de chez elle aujourd'hui, elle ne va pas au CASA. Mais elle attend un petit email de ta part pour lui expliquer le projet et puis, bien sûr, elle est complètement dispo pour te rencontrer. Alors, à mon avis, si tu veux déjà te rendre au CASA, je ne sais pas... je ne connais pas cette personne que tu as rencontrée aujourd'hui. Donc ça, c'est à toi de décider. Mais Sofia, elle attend un petit email ou un coup de fil, comme tu préfères, pour avoir un contact direct et puis pour te rencontrer. Je t'envoie son numéro et son email ici sur WhatsApp. Ciao ciao !

La voie plus officielle me rassure. Je décide donc d'expliquer à Baba que ce n'est peut-être pas le bon moment pour aller au CASA, que je dois d'abord contacter Sofia. Il me répond que ce n'est pas important, qu'on y va quand même. J'insiste, un peu embêtée, mais il m'interrompt en me disant que ce n'est pas elle qui prend les décisions et, faisant des grands gestes comme pour désigner le quartier, me lance dans un ton mi-sérieux mi-amusé : « C'est moi qui décide ici ! » J'éclate de rire. Lui aussi. Et je me laisse porter. Cette journée ne répond plus à aucune logique. Autant la suivre jusqu'au bout.

Nous quittons la petite place sur laquelle nous étions depuis une petite vingtaine de minutes avec quelques-uns de ses amis et nous partons en direction du centre

interculturel. A nouveau, je n'ai aucune idée des rues que nous empruntons et il semble que nous tournons un peu en rond. Nous arrivons finalement à une intersection et nous arrêtons. Baba s'élance vers une femme quelques mètres devant et lui pose une question dans un italien qui m'échappe. Ils échangent brièvement, puis il se retourne soudain dans ma direction, revient sur ses pas, passe à côté de moi sans un mot et entre dans le bâtiment à l'angle.

Je ne comprends rien à ce qui se passe, ignore dans quel lieu il est entré, mais je sais que nous ne sommes pas au CASA – je suis déjà passée plusieurs fois devant le centre en repérage. En levant les yeux, je lis les écriteaux rouge et noir au-dessus de la porte d'entrée : « Camera del lavoro » (« Chambre du travail »). Je le suis dans sa lancée et pénètre à mon tour dans le bâtiment. Là, Baba se met à crier « Giulia ! Giulia ! ». Nous sommes dans un hall d'accueil qui sert également de salle d'attente. Baba crie, et moi, je voudrais disparaître.

Un homme s'approche pour nous inviter à nous asseoir. Je garde le silence, mais tente de lui adresser un regard désolé. Nous attendons quelques minutes, puis Baba recommence à crier « Giulia ! Je suis là ! ». Cette fois, une femme apparaît et se dirige vers nous. Elle l'invite à baisser d'un ton et lui demande ce qu'il fait là. Il lui explique alors que je m'intéresse au processus d'intégration des personnes immigrées à Syracuse, et qu'il faut que nous parlions ensemble, elle et moi. Elle le remercie, lui dit qu'il a bien fait de m'amener à elle, puis se tourne vers moi. Je lui souris timidement et m'excuse pour le dérangement. Elle me sourit à son tour, me serre la main et me dit qu'elle termine juste son rendez-vous. Dans son regard, je perçois immédiatement une forme de bienveillance.

Quelques minutes plus tard, elle revient vers nous et m'invite à la suivre. Baba se lève alors et me dit qu'il m'attendra dehors. Très vite dans notre discussion, je comprends qu'elle est une personne dont m'avait parlé Daniela plus tôt dans la journée. Alors, j'ouvre mon carnet de notes et lui montre son prénom et les informations que j'avais soigneusement notées à son sujet, en lui expliquant que Daniela m'avait justement proposé de nous mettre en contact.

Nous passons une bonne heure à discuter ensemble. Je saisis la chance que j'ai de l'avoir rencontrée, car je comprends qu'elle occupe une place centrale dans le tissu associatif de Syracuse autour de la question migratoire. Elle me parle d'un nouveau projet de « point-relais » dont le lancement officiel est prévu la semaine suivante, et auquel participeront toutes les associations travaillant sur le sujet. Elle souhaite m'y introduire auprès des personnes impliquées quotidiennement sur le terrain, m'assure que Sofia y sera également, et propose de nous présenter.

Giulia me présente également sa collègue Chiara, avec qui j'échange brièvement au sujet du nouveau projet en question et des services qu'il va dispenser. Il est 18 heures passées et Giulia doit s'en aller. Avant de filer, elle m'invite à revenir le mercredi suivant pour continuer notre discussion, et insiste une dernière fois pour que je vienne au lancement du *Punto territoriale** le vendredi d'après : « Tout le monde sera là », me dit-elle. En sortant, j'ai le sentiment d'avoir franchi une étape. Je ne le sais pas encore à ce moment-là, mais toutes les portes s'ouvriront à moi grâce à elle. Ça y est, j'ai définitivement intégré le réseau. Et Giulia m'a prise par la main.

Dehors, je retrouve Baba, en pleine conversation avec deux hommes un peu plus loin. Il pleuvine et la journée a été longue et intense en rebondissements. Je n'ai qu'une envie : rentrer chez moi. Je lui explique qu'il est temps pour moi d'y aller. Nous nous disons au revoir et nous donnons rendez-vous dans les jours suivants au même endroit. Mais, aussi énigmatiquement qu'il est apparu sur le banc de la place Santa Lucia, Baba disparaîtra. J'aurai beau revenir, plusieurs fois par semaine, dans ces mêmes rues où je l'ai rencontré, dans ce quartier qui semblait être son royaume, jamais je ne le reverrai.

Ce qui me frappe, rétrospectivement, c'est que cette percée dans le réseau local a été rendue possible par une double médiation : d'un côté, Baba, figure marginale du quartier, m'a menée par une voie complètement informelle jusqu'à Giulia ; de l'autre, Daniela, issue d'une institution publique de la ville, m'a permis d'obtenir un appui institutionnel qui a renforcé une certaine légitimité.

C'est précisément l'articulation de ces deux formes d'introduction – par le haut et par le bas – qui m'a permis de gagner la confiance des acteur.rice.s locaux.ales.

J'ai par la suite pleinement joué ce jeu du réseautage en n'hésitant pas à mentionner le nom de l'une ou l'autre connaissance, tantôt formelle, tantôt informelle, pour me créer une place dans le tissu associatif syracusain. Le résultat m'a marquée lors de la marche de la Libération du 25 avril. Je me suis surprise à saluer un nombre important de visages familiers, réalisant alors le chemin parcouru et le réseau que je m'étais petit à petit construit.

1.2.3. UNE THÉMATIQUE SE DESSINE

Je reviendrai le mercredi suivant pour retrouver Giulia, et cela deviendra un rendez-vous hebdomadaire jusqu'à la fin de mon terrain. Chaque mercredi après-midi, je la rejoins *Via Licata** dans les locaux de la *Camera del Lavoro*, l'une des implantations syracusaines du syndicat italien CGIL (Confederazione Generale Italiana del Lavoro). J'assiste à tous ses rendez-vous et, chaque semaine, nous passons des heures à échanger autour de nombreuses thématiques liées à la question migratoire à Syracuse, et plus largement en Italie.

Giulia ne travaille pas pour la CGIL, mais pour la *Fédération nationale de cercles culturels** (FNCC) fondée en 1957, et dont elle est la présidente au niveau local. Dans ce cadre, elle apporte bénévolement, chaque mercredi après-midi, une assistance juridique aux personnes immigrées. Les personnes concernées peuvent venir la rencontrer entre 16h00 et 18h30. Elle et sa collègue Chiara les accompagnent dans toutes sortes de démarches administratives, et tentent de résoudre les problèmes qu'elles rencontrent, bien souvent au-delà de l'aspect légal. Ainsi, les deux femmes sont parfois amenées à endosser un rôle proche de celui d'assistantes sociales.

Très rapidement sur mon terrain, je comprends que la question du travail est au cœur des problématiques migratoires locales. Me retrouver chaque semaine entre les murs d'un syndicat rend cette évidence encore plus tangible et m'incite à m'y intéresser davantage. Giulia insiste pour que je discute avec Luca, un

syndicaliste de la FLAI, la branche de la CGIL consacrée à l'agro-industrie. Il est en charge du suivi des travailleurs saisonniers dans la région de Syracuse, dont la grande majorité sont des personnes immigrées.

A la fin de la matinée de lancement du *punto territoriale* – lors duquel je rencontre les associations actives du secteur, suis introduite à Sofia, visite le centre CASA et recroise Daniela –, je me retrouve dans un même cercle de discussion que Luca et saisis l'occasion pour lui demander un rendez-vous afin de discuter de son travail. Nous convenons d'une rencontre le lundi suivant. Celle-ci sera décisive dans ma recherche.

Luca et moi parlons de la place de l'agriculture en Italie du sud, de l'exploitation des travailleurs saisonniers immigrés, du phénomène de *caporalato*, de lois italiennes, du village de Cassibile et du camp qui y a été construit quelques années auparavant pour héberger les saisonniers. Rapidement, un terrain d'entente se dessine entre nous : nous partageons l'idée que l'espace est politique. La discussion est fluide et je m'ose à lui demander de l'accompagner le jour suivant à Cassibile, où il se rend deux fois par semaine dans une antenne locale du syndicat. Il accepte.

Le lendemain, nous faisons la route ensemble. Nous discutons de son travail, de nos parcours, de nos idéaux. Il prend le temps de me montrer les abords de l'*Ostello*, ce centre d'accueil dont de plus en plus d'interlocuteur.rice.s me parlent. Le camp est encore fermé, la saison de récolte n'ayant pas encore commencé. Mais le simple fait de m'y rendre permet de donner chair à ce que j'ai entendu jusqu'à présent. Je réalise alors que je m'y étais déjà rendue en novembre, alors que je me baladais dans le village de Cassibile à la recherche d'un endroit pour m'entraîner à la course à pied. Je fouille la galerie de mon téléphone et retrouve une photo que j'avais prise du panneau à l'entrée du centre. A l'époque, je n'avais aucune idée que cet endroit deviendrait, quelques mois plus tard, le lieu central de ma recherche.

Nous poursuivons ensuite jusqu'au bureau local de la CGIL, situé sur la *Via Nazionale*, la route principale du village. Les façades me sont familières et je suis

contente de retrouver ces rues que j'ai parcourues en long et en large quelques mois auparavant lorsque j'y habitais. Nous passons le reste de l'après-midi ensemble à discuter entre ses rendez-vous auxquels j'assiste – bien que je n'y comprenne pas grand-chose. Il prendra le temps de m'expliquer de quoi il s'agit après chacun d'entre eux, et cela nourrira considérablement ma compréhension de la réalité locale.

Ce jour-là sera le premier d'une longue série puisque Luca et moi nous verrons plusieurs fois par semaine, dans ce cadre et en dehors. Au-delà de l'importance que prendra la thématique de son travail en devenant celle de ma recherche ethnographique, c'est aussi une relation d'amitié qui naîtra. Il deviendra un acteur majeur de mon terrain, notamment grâce à la richesse et à la précision des informations qu'il me transmettra.

*

Au fil des rencontres et échanges de ces premières semaines, je me suis laissée guider par les sujets qui animaient les personnes que je rencontrais. Sans m'en rendre compte, iels m'ont amenée sur une thématique que je n'aurais jamais imaginée auparavant : celle de l'exploitation des travailleurs saisonniers immigrés. J'ai ainsi décidé de centrer ma recherche sur deux projets mis en place à Syracuse : le *Punto Territoriale** et l'*Ostello di Cassibile* (« l'Auberge de Cassibile »).

Dans un premier temps, j'ai cherché à comprendre pourquoi et comment ces initiatives ont été pensées et conçues par les institutions qui les portent. Ces deux projets étant profondément imbriqués dans le tissu associatif local, le deuxième objectif a été de saisir comment les associations impliquées s'en emparent et interagissent avec eux.

Enfin, à partir de la fin mars, j'ai eu l'opportunité de passer plusieurs semaines au sein même de l'*Ostello* et d'y observer le quotidien des travailleurs saisonniers. Mon troisième et dernier objectif fut donc de comprendre comment ces projets sont perçus, vécus et mobilisés par les travailleurs eux-mêmes, en

explorant les dynamiques potentielles de collaboration, de pouvoir et de résistance qui peuvent en découler.

1.2. TRAVAILLEURS INDÉSIRABLES, MAIS INDISPENSABLES

La ville de Syracuse est le chef-lieu de la province portant le même nom. S'étendant sur plus de deux mille kilomètres carrés, ce territoire est bordé au nord et nord-ouest par la province de Catane, et au sud-ouest par celle de Raguse. Le flanc droit de la province embrasse la mer Ionienne de tout son long, tandis qu'à sa pointe sud, elle rencontre la mer Méditerranée. La variété de ses paysages lui confère une identité particulière, entre larges zones agricoles, plaines, zones montagneuses et réserves naturelles, alimentées de réseaux hydriques qui se jettent plus loin dans la mer.

En quittant Syracuse vers le sud, le paysage s'ouvre progressivement sur de larges étendues agricoles. Les champs s'étirent de part et d'autre des routes, parfois jusqu'à se perdre dans l'horizon. Plus au sud de la province, les serres apparaissent plus nombreuses, dessinant dans le paysage des surfaces blanches et basses, répétées les unes à côté des autres. On aperçoit parfois des hommes marcher le long des routes. Ces présences discrètes inscrivent déjà le travail saisonnier dans le paysage.

En se rapprochant de Cassibile, le village apparaît comme pris entre plusieurs lignes : l'autoroute, la mer plus loin, et la nationale qui le traverse de part en part. De chaque côté, les façades colorées et petits commerces s'étendent autour de cet axe central.

1.2.1. NAISSANCE D'UNE RÉPONSE INSTITUTIONNELLE

J'entends pour la première fois parler du camp de Cassibile dans le bureau de Daniela, soit une dizaine de jours seulement après ma seconde arrivée sur le terrain. Rencontrée grâce à Elisabetta, qui travaille au SII et m'a introduite à son amie, je la retrouve dans son bureau de l'ASP, situé *via Reno* dans le quartier de la gare ferroviaire. L'agence publique de santé se trouve dans un bâtiment discret, coincé entre un hôtel et différents restaurants. Son entrée donne directement sur une unique cage d'escaliers ; l'ensemble du service et des bureaux se situant à l'étage.

Carnet de terrain, mercredi 12/02/2025.

Ce matin, j'avais rendez-vous au 19 rue Reno. J'y suis allée à pied, en profitant des rayons du soleil sur mon visage. Qu'est-ce que ça fait du bien ! L'endroit se trouve à environ quinze minutes de marche et est assez discret. Quand je sonne, l'ouverture à distance ne fonctionne pas très bien : je n'arrive pas à ouvrir la porte. Un peu gênée, je rapplie sur la sonnette et, cette fois-ci, cela fonctionne.

Dans le hall d'entrée, il n'y a aucune indication claire. Un grand escalier se présente devant moi, alors, instinctivement, je monte. J'arrive sur un palier où une pancarte m'indique que je suis au bon endroit. Une liste de personnes (essentiellement des médecins) est affichée, avec le local dans lequel chacune se trouve. Je pousse la porte et débouche sur un couloir. Des chaises sont disposées par endroits le long des murs. Après quelques mètres, le couloir s'élargit et se transforme en un espace plus vaste, comme un carrefour central. Un couloir part perpendiculairement vers la droite, tandis qu'un autre continue dans l'axe de celui par lequel je viens d'arriver. Au-dessus de ce dernier se trouve une inscription en français, en anglais et en arabe, indiquant les services destinés aux étrangers. Je m'avance donc dans cette direction, à la recherche du nom de Daniela sur l'une des portes, mais j'arrive au bout du couloir sans l'avoir trouvé.

Il est l'heure du rendez-vous et je ne sais pas où aller. Je reviens en arrière et aperçois alors une femme qui semble elle aussi chercher quelqu'un. Je me dis que c'est peut-être pour moi. Je me dirige vers elle et son visage s'éclaire instantanément. À cet instant, nous comprenons que nous nous cherchions mutuellement, bien que nous ne nous soyons jamais rencontrées. Elle m'invite alors à la suivre dans le couloir perpendiculaire.

Nous entrons dans son bureau. Elle dégage les chaises placées en face d'elle et je prends place. Après les premiers échanges de politesse, elle me redemande comment elle peut m'aider. Je lui répète à peu près ce que je lui ai déjà expliqué au téléphone la veille, sans vraiment ajouter grand-chose. Elle m'explique alors que ce n'est pas la première fois qu'un.e étudiant.e s'intéresse à leur travail autour de l'accès aux soins pour les migrants et les réfugiés.

Daniela m'explique d'abord le fonctionnement de son service, créé en 2003 à la suite d'une loi de 1998 garantissant le droit à la santé et à l'assistance médicale pour toute personne présente sur le territoire italien. Elle me parle des centres d'accueil, des différents niveaux de prise en charge, des rapports que l'*Azienda Sanitaria Provinciale* entretient avec ces structures, mais aussi des collaborations mises en place avec la municipalité. Parmi ces dernières, elle évoque un « centre » construit à Cassibile pour les travailleurs saisonniers immigrés.

Cette évocation éveille immédiatement ma curiosité, d'autant plus que j'avais vécu quelques semaines à Cassibile lors de mon premier séjour. Pour la première fois, j'entends parler de l'importance de l'agriculture dans la région, et plus particulièrement de la récolte des pommes de terre. Daniela m'explique que la municipalité a mis en place ce centre afin d'encadrer les travailleurs employés dans les champs, et que l'ASP y assure un poste de soins avec la présence d'un.e médecin. Selon elle, la création du camp répond d'abord à une situation matérielle très difficile : des personnes dormaient dans les rues, dans les

campagnes, sous des bâches, dans des tentes ou dans des bâtiments abandonnés. Mais elle répond aussi à une conflictualité locale autour de l'usage de l'espace public.

Daniela m'explique que les habitants de Cassibile n'aiment pas ce phénomène d'arrivée massive de travailleurs saisonniers et que cela a déjà posé de nombreux problèmes, notamment parce que ces derniers occupaient l'espace public et utilisaient les fontaines du village pour se laver. Je comprends que la situation ne relève pas seulement d'un problème de conditions de vie des travailleurs saisonniers ou de travail irrégulier, mais aussi d'une question de cohabitation locale. Petit à petit, les autorités et associations auraient alors pensé un projet pour répondre simultanément aux conditions d'hébergement des travailleurs, à leur exploitation, au travail sans contrat, et aux tensions avec les habitant.e.s du village.

« Dans le passé, les personnes vivaient dans la petite ville de Cassibile et il y avait beaucoup de problèmes avec les habitants italiens de Cassibile. Ils utilisaient l'eau sur la place, ils prenaient une douche sur la place. En plus, la plupart des personnes qui venaient travailler étaient sans contrat de travail. [...] Donc la Prefettura et la mairie ont décidé de faire ce projet très important pour contraster le *caporalato*. »

Le *caporalato*, c'est un système d'intermédiation illégal qui crée une situation d'exploitation des travailleurs saisonniers immigrés. À cette étape de mon enquête ethnographique, je n'en sais pas beaucoup plus. Je n'ai pas encore rencontré Luca et ignore si toutes ces informations vont me servir pour la suite, mais la thématique du centre et de l'*encampement* (Agier, 2010) vient réveiller en moi un intérêt tout particulier. Je demande alors à Daniela si je pourrai accompagner le/la médecin qui sera désigné.e pour travailler au sein du camp lorsqu'il ouvrira – ce à quoi elle me répond que cela devrait être possible.

Si je ne sais pas où ces informations vont me mener, je comprends en revanche rapidement que le dispositif d'accueil mis en place ne peut être envisagé comme

une solution à un problème unique. Il m'est tantôt présenté comme une réponse sanitaire, tantôt comme une solution d'hébergement, tantôt comme une réponse au combat contre le *caporalato*. Dès son origine, le camp semble donc pris entre plusieurs objectifs : offrir un toit aux travailleurs, encadrer et contrôler l'arrivée saisonnière, lutter contre l'exploitation et le travail irrégulier, mais aussi rendre moins conflictuelle la cohabitation entre les travailleurs et les habitant.e.s du village.

Je sors du bureau de Daniela avec l'esprit qui fuse dans tous les sens, d'une rencontre riche en informations sur le processus d'accueil des personnes immigrées de la région et à l'échelle nationale, mais également de tout le pan spécifiquement dédié à la santé et ses enjeux. Le camp n'est alors qu'une projection floue dans ma tête, dont je peux dessiner les contours à ma guise. La seule information que je détiens est qu'il se trouve un peu à l'écart du village de Cassibile.

*

Le sujet du camp ne revient à moi qu'une douzaine de jours plus tard, lorsque nous prenons enfin le temps de discuter ensemble Luca et moi. Je le questionne sur ce projet de « centre » dont m'a parlé Daniela auparavant. Il me raconte alors également l'historique des tensions au sein du village de Cassibile. Selon lui, les comportements reprochés ne sont pas interprétés de la même manière lorsqu'ils sont attribués à des habitants locaux ou à des travailleurs saisonniers étrangers. Il me laisse entendre une dimension racialisée du regard porté sur les situations considérées problématiques :

« Il ne s'est jamais rien passé de vraiment grave. C'est plutôt une question de racisme, tu vois ? » Je ne veux pas que ce genre de personnes se promènent à Cassibile à 3 heures du matin. » Pourquoi ? Pourquoi est-ce que c'est bien qu'un italien se promène à Cassibile à 3 heures du matin avec une bouteille de bière à la main, mais qu'un gambien, ça ne va pas ? »

Carnet de terrain, mardi 25/02/2025.

Cet après-midi, Luca et moi sommes allés au centre qui ouvrira début avril lorsque la saison de récoltes commencera. Et c'est là que je me suis rendu compte que c'est en réalité celui face auquel je m'étais retrouvée quand j'étais partie courir en novembre ! Ce jour-là, j'explorais les environs de Cassibile pour la première fois et avais repéré en amont sur Google Maps un sentier qui semblait passer par là et me permettrait de faire une boucle à l'arrière du village, côté mer. Mais lorsque je suis arrivée face à cette structure entourée de grilles et de caméras, je ne me suis pas sentie très à l'aise. J'avais l'impression que je ne devais pas être là. J'avais quand même pris une photo du panneau sur la gauche de l'entrée. Le drapeau de l'Union Européenne m'avait interpellée et je me demandais pourquoi il se trouvait sur une pancarte perdue au milieu des champs, dans un village lui-même un peu isolé.

J'écris ces lignes en étant assise dans l'antenne locale du syndicat à Cassibile. C'est la première fois que je viens et je ne sais pas trop où me mettre, même si tout le monde m'accueille très gentiment. Je suis assise à côté de Luca qui m'a dégagé un peu de place à côté de lui.

Le haut plafond et les murs complètement blancs me donnent une drôle de sensation, comme si la pièce était mal proportionnée. C'est probablement à cause de l'encombrement qui réduit sa surface au sol. On doit se faufiler entre les deux bureaux disposés perpendiculairement l'un à l'autre, le canapé derrière moi, les petites tables d'appoint ci et là, l'imprimante qui est utilisée presque à chaque passage d'une nouvelle personne, et les armoires qui débordent de papiers en tous genres. Le décalage entre la surcharge visuelle au niveau du regard et les murs dénudés sur plusieurs mètres de hauteur me frappe.

Le camp se trouve sur la gauche quand on arrive depuis Syracuse. Le centre est en arrière-scène du village. D'un point de vue légal, Luca m'explique que c'est un quartier de Syracuse. Lui et son collègue me disent également que

Cassibile est célèbre pour être le lieu de signature de l'Armistice italien de la seconde guerre mondiale.

Quand nous sommes arrivés devant le centre tout à l'heure, une voiture de police était garée là, avec la porte côté conducteur ouverte. Une femme était debout et nous regardait, tandis que son collègue était assis dans la voiture côté passager. Nous sommes sortis de la voiture et Luca a commencé à m'expliquer que les champs sur la droite étaient des cultures de patates. Nous nous sommes alors avancés et sommes passés au niveau de la voiture de police. La femme nous a accostés en nous demandant ce que nous faisons là. Luca a donc expliqué qu'il travaille pour CGIL et que moi, je fais une recherche sur les conditions d'intégration des immigrés à Syracuse, raison pour laquelle il me montrait le centre. La policière eut l'air satisfaite de la réponse.

Quand on arrive à hauteur des barrières d'entrée, Luca m'explique les blocs et comment ils ont amélioré le centre en construisant des routes et une plaine de jeux pour les enfants. Ça a attiré des familles, mais il y a eu des tensions avec le camp d'irrégularisés, construit à l'extérieur et en amont du centre sur la gauche. À travers les grillages qui entourent le champ, je vois les restes du campement informel.

Le camp, officiellement appelé l'*Ostello di Cassibile* (« Auberge de Cassibile »), est construit au bout d'une allée se trouvant elle-même dans la continuité de la première route partant sur la gauche lorsqu'on entre dans le village par la *via Nazionale* depuis Syracuse.

Inauguré en 2021, le projet s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'exploitation à laquelle sont confrontés les travailleurs saisonniers immigrés. Si, sur le papier, la construction du camp voit plus particulièrement le jour dans le contexte de mise en application de la loi *anti-caporalato* et reçoit des financements dans cette perspective, dans les faits, je me rends vite compte que celui-ci répond avant tout à un besoin criant de logements. Il ne va pas sans dire que le manque

de logement pour les saisonniers est un facteur favorisant leur exploitation, mais certains échanges à la fin de mon terrain confirmeront mon intuition : « L'Ostello est une solution pour le logement, pas pour le *caporalato*. Le but initial d'*anti-caporalato* était un argument politique » me confie en juillet 2025 un membre de l'association SolidalHelp.

Le *campo* naît suite à de nombreuses années de discussions entre associations, syndicats, politiques et habitants, tou.te.s concerné.e.s par les tensions grandissantes autour du village de Cassibile. En 2018, un tournant apparaît lorsqu'une nouvelle direction politique centre-gauche arrive au pouvoir et apporte son soutien aux initiatives en discussion. Les enjeux sont importants pour les politiciens, car c'est un moment où la société civile se mobilise abondamment et élève la voix. La préfecture et la municipalité veulent éviter les manifestations et résoudre les problèmes par le dialogue. Une idée émerge alors : celle de mettre à disposition un grand champ avec de l'aide volontaire pour sécuriser le site et l'installation des tentes. Dans cette perspective, ils trouvent en 2019 un terrain appartenant à la municipalité, complètement abandonné, mais sur lequel un accès à l'eau est déjà présent. Quelques mois plus tard, les porteurs du projet déchantent en comprenant qu'il s'agit d'une ambition impossible à atteindre : ils détiennent 42 000€, et la mise en état du terrain abandonné s'élève aux environs de 250 000€.

Cette histoire de la naissance du camp, je la reçois de la part d'une actrice ayant été au cœur du projet. Elle s'appelle Paola, est originaire de Syracuse et doit avoir une soixantaine d'années. Elle n'est pas très grande, les cheveux courts et foncés, toujours souriante. Je la croise régulièrement aux événements associatifs, culturels et politiques de la ville. En 2019, elle devient assesseure au conseil communal de Syracuse, mais elle démissionnera de son poste en décembre 2021. Si elle n'arrive sur la scène politique qu'en 2019, elle était déjà pleinement active auparavant dans le milieu associatif syracusain, et plus particulièrement axé sur l'accueil des personnes d'origine étrangère grâce à son association *Associazione Locale B**. Créée en 2013, cette dernière a été fondée pour pallier le manque de prise en charge des mineurs étrangers non accompagnés (MENA) présents dans

la région. Dans cette idée, l'organisation s'occupe, par exemple, de former des tuteur.rice.s volontaires pour ces jeunes.

En ayant un pied dans l'associatif et dans le politique, Paola se retrouve au cœur des discussions autour de l'accueil des travailleurs saisonniers à Cassibile. Elle participe alors activement à la structuration des réponses publiques au problème, et notamment autour de la mise en place du camp et de la mobilisation de financements publics. Par le récit qu'elle me livre, je comprends que le projet du camp a pu voir le jour grâce à l'alignement et la rencontre de plusieurs éléments : une société civile qui était déjà bien organisée et impliquée sur le terrain, des institutions locales en recherche de solutions, ainsi que des opportunités administratives et financières qui se sont ouvertes à l'échelle régionale, nationale et européenne.

À la suite de cette déception liée à un manque cruel de budget, Paola me raconte que certains acteurs associatifs décident d'aller chercher des fonds auprès de la Région de Sicile. Là, par chance, ils tombent sur un officier qui semble sensibilisé à la question des travailleurs saisonniers immigrés. Le climat est à cette époque globalement tendu sur le sujet, y compris dans les médias. En effet, on y entend des histoires d'exploitation de travailleurs immigrés, mais surtout de personnes ayant été brûlées vives dans des tentes suite à des incendies de camps informels et semi-organisés. Leur interlocuteur à la Région les invite alors à monter un dossier avec un avant-projet de logement à envoyer au niveau national. Le timing semble intéressant car l'Italie est justement en discussion avec l'Union Européenne pour des fonds.

Au printemps 2020, la pandémie de Covid-19 rend la situation extrêmement tendue à l'échelle nationale. Le ministère de l'Intérieur contacte toutes les préfectures leur annonçant qu'il lance un projet d'accueil pour les travailleurs saisonniers immigrés⁸. À son tour, la préfecture appelle la municipalité pour lui

⁸ L'appel à projet du Ministère de l'Intérieur italien atteint également les municipalités de Rosolini, Pachino ou encore Lentini, tout aussi sujettes à la problématique d'accueil des travailleurs saisonniers immigrés. Certaines idées y émergèrent également – mais aucune d'entre elles n'aboutit : à Pachino, l'idée fut de rénover des bâtiments ; à Lentini, le projet était semblable à celui de Cassibile ; à Rosolini, aucun projet ne fut finalement présenté.

annoncer la nouvelle. Pendant les mois qui suivent, l'avant-projet conçu par les associations lors de l'année précédente est peaufiné, si bien qu'en octobre 2020, la municipalité demande 241 000€ afin de bâtir un camp composé de containers à Cassibile. Celui-ci ouvrira officiellement le 1^{er} mai 2021 avec une capacité d'accueil de 85 lits, essentiellement grâce au support de la Région qui assure la gestion du camp via les fonds SU.PRE.ME de l'Union Européenne.

Durant le premier trimestre de cette année 2021, Paola rencontre un grand nombre d'interlocuteurs et potentiels financeurs du projet en vue d'un agrandissement pour 2022. Le camp n'a pas encore ouvert ses portes⁹, mais les associations ont déjà conscience que le nombre de lits ne sera pas suffisant afin d'accueillir tous les travailleurs saisonniers immigrés. Un regroupement de la majorité des associations actives localement dans le secteur de l'immigration remuera ciel et terre afin de tenter de doubler les fonds pour augmenter l'accueil.

Évolution du camp, l'« *Ostello di Cassibile* »

2022 : Augmentation de la capacité d'accueil à 110 lits grâce à l'ajout de containers.

2024 : Augmentation de la capacité d'accueil à 220 lits grâce à l'ajout de containers, et construction de la *mensa* (un réfectoire).

2025 : Augmentation de la capacité d'accueil à 224 lits. Ce nombre est toujours insuffisant, mais l'espace commence à être saturé avec 6 à 7 personnes par container.

Ainsi, le camp voit le jour grâce à des financements institutionnels émanant de la Région de Sicile, du Ministère de l'Intérieur italien et des fonds européens FAMI et SU.PRE.ME. Bien que sa gestion quotidienne soit déléguée à une

⁹ Le camp ouvrira officiellement quelques semaines plus tard, au printemps 2021.

association depuis plusieurs années, la municipalité en reste l'acteur décisionnaire. Cela pose régulièrement problème, car la majorité des acteurs municipaux sont déconnectés du terrain et de la réalité quotidienne des travailleurs saisonniers immigrés. Il arrive que la municipalité organise des consultations avec les associations ou syndicats, mais cela est loin d'être une constance. Comme je pourrai l'observer moi-même au sein du camp, des décisions sont régulièrement imposées depuis le « haut », sans réelle prise de conscience des conséquences pour le « bas ».

*

Pour la troisième année consécutive, l'association PassWork a été désignée afin de s'occuper de la gestion du camp. Cela fait un mois et demi que je navigue dans le réseau associatif et institutionnel de Syracuse, et je commence tout doucement à en comprendre les filons. Du moins, j'ai pleinement conscience qu'il est inutile que je passe par les voies administratives pour entrer en contact avec l'association ou la municipalité afin d'avoir accès au camp à son ouverture ; je dois me faire introduire. Je détiens déjà l'aval de Daniela pour accompagner la médecin qui s'y rendra, mais cela reste conditionné par l'approbation de l'organisation en charge. Il faut donc à tout prix que j'entre en contact avec une personne influente au sein de celle-ci qui pourrait m'offrir son appui.

Nous sommes un mercredi mi-mars et je retrouve Giulia pour notre rendez-vous hebdomadaire à la Chambre du Travail vers 16h00. Entre les rendez-vous avec les personnes venues demander une assistance auprès de la FNCC, nous discutons ensemble du camp, de son histoire et de comment les choses se sont déroulées durant les quatre premières saisons de récolte depuis son inauguration. Si elle a pu accéder au camp durant les trois premières années, je comprends que ce n'est plus le cas suite à des tensions apparues entre elle et un.e membre de PassWork. Lorsque j'apprends ce conflit, je crains cette fois-ci ne pas pouvoir exploiter mon atout le plus précieux depuis plusieurs semaines, à savoir son répertoire.

Mon intérêt grandissant pour ce camp dont j'entends de plus en plus parler a pris toute la place dans mon esprit. Je me renseigne sur la thématique de l'agriculture et tous les enjeux qui y sont liés ; j'accompagne Luca deux fois par semaine à Cassibile pour avoir un pied au sein du syndicat et comprendre comment cela se passe de leur côté. J'ai de plus en plus envie de faire de ce projet le cœur de mon enquête ethnographique. L'occasion est trop belle pour passer à côté. Depuis notre rencontre il y a un mois, Giulia n'a pas cessé de tenter de m'aider malgré la barrière de la langue et nos échanges dans un anglais à en faire pâlir plus d'un. Le décryptage, parfois mutuellement nécessaire afin de se comprendre, rend son désir de m'aider encore plus touchant.

Je lui explique que j'aimerais grandement avoir accès au camp lorsqu'il ouvrira et pouvoir en faire le sujet de mon mémoire. Elle comprend instantanément l'importance que cela représente pour moi, et prend alors son téléphone afin de composer le numéro de Carlo*, le président de PassWork. Quelques minutes plus tard, je reçois l'accord de ce dernier pour visiter le centre à son ouverture. Je comprends cependant dans leur échange que mon manque de maîtrise de l'italien risque d'être un obstacle, car les employés de l'association ne parlent pas anglais. L'interlocuteur au téléphone m'invite alors à le recontacter la semaine suivante afin de me mettre en contact avec Matteo*, un médiateur culturel qui parle anglais – et je découvrirai à notre rencontre qu'il maîtrise parfaitement le français, ce qui me sera d'une grande aide au sein du camp.

Après avoir raccroché, nous sommes toutes les deux satisfaites de l'issue de l'appel. Moi, parce que j'ai enfin mon ticket d'entrée pour le camp ; Giulia, non seulement parce qu'elle a pu m'aider, mais également parce qu'elle trouve un intérêt dans mon accès à celui-ci. N'ayant plus la possibilité de s'y rendre elle-même, elle me confie alors une liste de questions à poser lorsque je m'y rendrai. Je sens alors notre relation prendre une nouvelle tournure : je ne suis plus qu'une étudiante belge un peu paumée qu'elle essaie d'aider, je deviens son alliée.

Les interrogations qu'elle m'expose à ce moment-là concernent avant tout des inquiétudes quant aux conditions d'accès au camp pour la saison de récoltes à

venir. Ainsi, elle m'explique que lors de la saison dernière, certaines restrictions avaient été mises en place, notamment concernant les horaires d'entrée et sortie. De plus, les travailleurs saisonniers immigrés devaient être en possession d'un contrat de travail valide pour être accepté dans le centre. Aux yeux de Giulia, cette dernière condition était complètement déconnectée de la réalité du terrain. Avec la FNCC, elle se battit donc auprès de la municipalité afin d'accorder un délai de cinq jours aux travailleurs pour présenter un contrat une fois arrivés sur place.

Passer par le canal de l'informel implique par moment que je sois patiente et suive le flot des imprévus, mais ce mode de fonctionnement a également ses avantages puisqu'il me permet d'accéder à des lieux qui me seraient probablement restés inaccessibles. Après quelques rebondissements, je passe finalement les grilles du camp pour la première fois le 27 mars.

Avant de vous emmener, cher.ère lecteur.rice, dans l'enceinte du camp, il est important de comprendre les causes de la présence importante de travailleurs saisonniers immigrés dans la région de Syracuse. C'est pourquoi un petit détour par l'histoire et l'évolution du secteur agricole italien me semble indispensable.

1.2.2. HISTOIRE DU TRAVAIL SAISONNIER EN ITALIE

En Sicile, et plus généralement dans le sud de l'Italie, le secteur agricole doit faire face à une crise de main-d'œuvre liée à un double phénomène démographique : d'une part, la population italienne est de plus en plus vieillissante dû à un faible taux de natalité ; d'autre part, les jeunes ont tendance à désertier les campagnes pour s'en aller vers les grandes villes (telles que Palerme et Catane) ou l'Italie continentale dans l'espoir de trouver de meilleures opportunités professionnelles. Le secteur agricole n'attire plus la jeunesse italienne aujourd'hui, car il est souvent synonyme de bas salaires, et donc d'une certaine forme de précarité.

J'entends parler pour la première fois de cette réalité un jeudi après-midi au bureau du syndicat CGIL de Cassibile. Cela fait déjà plusieurs semaines que j'y

retrouve Luca les mardis et jeudis. Nous passons des heures à parler des conditions de travail, du contexte et des problématiques liées à l'agriculture en Italie. Un jour, alors que je lui demande pourquoi les entreprises agricoles peinent à trouver des travailleurs d'origine italienne, il me répond : « Ils [les jeunes] savent qu'ils resteront pauvres à vie ».

Sa phrase résonne avec ce que le sociologue Fabio Berti¹⁰ (2023) appelle la « crise symbolique du métier de paysan »¹¹ (p. 20) ; crise qui dépasse largement la question des salaires. Cette perte d'attrait des jeunes à travailler dans les champs serait le fruit d'une dévalorisation du monde agricole dans l'imaginaire collectif italien. La vie à la campagne, éloignée des services et des infrastructures routières, est perçue comme un vestige du passé. Autrefois symbole de dignité et d'attachement à la terre, le travail agricole s'associerait désormais à la pauvreté et à la marginalité.

Dans son rapport *Immigrazione e sfruttamento del lavoro: Forme di caporalato in agricoltura in Toscana* (2023), Berti situe les racines de cette rupture dans les décennies suivant la Seconde Guerre mondiale, alors que l'Italie entre dans une période de modernisation accélérée. À cette époque, l'agriculture italienne est encore dominée par d'anciennes formes de production : le *latifondo*, prédominant dans le *Meridione* (Sud de l'Italie), et le métayage en Italie centrale. Le système agraire du *latifondo* qui était notamment présent en Sicile reposait sur une main-d'œuvre nombreuse, précaire et sans terre.

Avec cette modernisation accélérée et le développement des industries dans le nord du pays, les classes rurales revendiquent de meilleures conditions de vie et de travail. Elles aspirent à s'émanciper de la terre plutôt que de devenir *braccianti* (travailleurs « journaliers »), et leur regard se tourne alors vers la ville et l'industrie : « les travailleurs des champs rêvent désormais d'usine, du salaire

¹⁰ Fabio Berti est professeur de sociologie à l'Université de Sienne. Durant les vingt dernières années, il a conduit différentes recherches traitant entre autres des processus migratoires, de dynamiques d'intégration, d'inégalités sociales et de pauvreté alimentaire.

¹¹ « [L'indisponibilità da parte degli italiani a svolgere determinati lavori, cercando invece sbocchi occupazionali in altre zone o all'estero, ha a che fare con la] crisi simbolica del mestiere del contadino e della vita nelle aree rurali lontana da servizi e viabilità »

et des commodités promis par la modernité industrielle »¹² (p. 19). Le sociologue Berti parle ainsi d'une véritable *fuga dalla terra*, « fuite de la terre », nourrie par ce désir d'émancipation et la promesse de meilleures conditions de vie. Cette dynamique contribua, peu à peu, à l'abandon et au dépeuplement des campagnes.

Dans ce vide laissé par l'exode rural, la force de travail étrangère a progressivement pris la place des ouvriers agricoles italiens, récupérant à son tour le statut précaire des anciens *braccianti* (Leogrande, cité par Berti, 2023). Les régions historiquement marquées par le *latifondo* et le *caporalato* – phénomène que je développerai plus loin – sont aujourd'hui celles où se concentre l'exploitation des travailleurs saisonniers immigrés. Cette substitution progressive de travailleurs italiens par des migrants constitue, selon Alessandro Leogrande¹³, « la plus grande révolution anthropologique du Mezzogiorno rural »¹⁴ de la fin du vingtième siècle (ibid., p. 6).

*

En parallèle du manque d'intérêt croissant et de l'inversion de la pyramide des âges s'ajoute l'enjeu de fortes dynamiques économiques. Les logiques de rentabilité imposées par la chaîne agroalimentaire exercent une pression constante sur les entreprises agricoles (Anderlini, 2023). Celles-ci sont alors poussées, pour faire face à la compétitivité mondiale, à réduire le coût du travail en diminuant les salaires et en imposant des charges de travail toujours plus intenses, et ce, parfois au détriment des droits des travailleurs. Dans ce système sous haute tension économique, le coût du travail apparaît alors comme la

¹² « I lavoratori dei campi ormai sognano la fabbrica, il salario e le comodità che la modernità industriale promette »

¹³ Alessandro Leogrande (1977-2017) était un journaliste, écrivain et philosophe italien. Il est reconnu pour son travail de terrain sur les marges sociales et les nouvelles formes d'exploitation. Son ouvrage de référence *Uomini e caporali. Viaggio tra i nuovi schiavi nelle campagne del Sud* (2008) est une enquête qui a dévoilé la réalité du *caporalato* moderne et des conditions de « réduction en esclavage » dans les campagnes des Pouilles.

¹⁴ « [È stata questa forse] la più grande rivoluzione antropologica del Mezzogiorno rurale degli ultimi vent'anni. »

variable la plus ajustable (Canfora et Leccese, 2021) ; celle que l'on peut sacrifier sans remettre en cause le système de production.

Avec ces dynamiques multiples, le changement dans la composition du monde ouvrier agricole se cristallise. À mesure que les travailleurs italiens délaissent le secteur, les travailleurs immigrés en deviennent un pilier. Si bien qu'aujourd'hui, on estime que les ouvriers d'origine étrangère représentent environ un tiers¹⁵ de l'ensemble des personnes employées dans l'agriculture en Italie (Bonifazi, 2017 ; D'Onghia et de Martino, 2018).

La pandémie de COVID-19 a été un exemple révélateur de cette dépendance structurelle à l'égard des travailleurs immigrés. Au printemps 2020, les restrictions de déplacement et la fermeture des frontières ont entravé la mobilité des travailleurs saisonniers étrangers. Ces mesures ont provoqué des craintes importantes de pertes de production et d'insécurité alimentaire pour plusieurs pays de l'Union Européenne (Berti, 2023 ; Caruso et Corrado, 2021 ; Faleri, 2025). Face à cette situation, les travailleurs agricoles ont été déclarés « essentiels » et l'Italie a mis en place des mesures législatives d'urgence telles que le *Decreto Rilancio* (« décret de relance »). Ce dernier a permis une régularisation temporaire – avec l'obtention d'un permis de séjour sous certaines conditions – des travailleurs employés irrégulièrement dans différents domaines, dont celui de l'agriculture¹⁶ (Canfora et Leccese, 2021)¹⁷.

*

Bien que le *Decreto Rilancio* n'ait été qu'une mesure temporaire, il a marqué un tournant symbolique : celui de la reconnaissance, de manière explicite et pour la première fois, du rôle « essentiel » des travailleurs immigrés au sein de

¹⁵ Il est difficile de donner des chiffres exacts dû à la présence de travailleurs non régularisés dans ce secteur. Cependant, certaines estimations montent jusqu'à 43,5 % (Bonifazi, 2017). Le pourcentage augmente encore lorsqu'on parle uniquement du travail saisonnier.

¹⁶ Les autres domaines sont l'élevage, la pêche, le travail domestique et l'aide à la personne.

¹⁷ Il est à noter que cette législation a eu un impact limité dans le secteur agricole par rapport au travail domestique, par exemple. Il n'a pas atteint les personnes les plus vulnérables, notamment en raison des critères d'éligibilité, des coûts de la procédure, ainsi que de la lenteur bureaucratique. Sur les 220 000 demandes ayant été soumises à la date de clôture de la procédure électronique, seules 30 694 étaient relatives au domaine agricole, soit environ 15 % du nombre total de demandes (Cornice, 2022).

l'industrie agroalimentaire italienne. Reconnaître ainsi leur place essentielle dans la société est déterminant, car cela contribue à les sortir de l'invisibilité.

Si j'ai pu récolter des avis politiques très divers sur la présence des travailleurs saisonniers immigrés dans la région de Syracuse, cette notion de nécessité semblait cependant être un consensus. La tension constante entre « indésirable » et « indispensable » traverse le cœur des politiques d'accueil, et c'est à partir de cette ambiguïté que s'ancrent un grand nombre de mes questionnements.

Un soir, alors que je mangeais au restaurant avec Lia et Salvatore, notre discussion déboucha justement sur cette tension majeure. Nous étions à table et attendions nos commandes lorsque Salvo me demanda quel était mon avis sur la situation de l'immigration en Sicile. Je me rendis compte qu'on ne m'avait jamais posé la question frontalement jusqu'à ce jour. La discussion oscilla alors entre débats à l'échelle locale et à l'échelle nationale. Salvatore, en face de moi, se mit à m'écrire un roman sur WhatsApp concernant la présence des travailleurs saisonniers immigrés dans la région, tandis que je discutais avec Lia sur ma gauche du fait que l'histoire de la Sicile était faite de migrations, en partie dû à sa position géographique au centre de la Méditerranée. Elle m'expliqua alors que, dans le passé, l'histoire migratoire de la Sicile, c'était « la guerre et la violence ». Puis, après quelques secondes de pause, elle ajouta : « Aujourd'hui, c'est le silence ».

Les messages que m'envoie Salvatore en parallèle condensent alors déjà un grand nombre de thématiques qui vont traverser ma recherche : la reconnaissance de la nécessité économique des travailleurs saisonniers immigrés, le sujet de leur vulnérabilité – à la base même de la situation d'exploitation à laquelle ils sont confrontés et dont il est compliqué de sortir, tant l'entière du système du *caporalato* et de l'économie agricole italienne est construit autour –, les politiques d'intégration ou encore, à nouveau, les tensions suscitées par leur présence dans l'espace du village. Il m'écrit :

« Les migrants constituent une ressource fondamentale pour l'agriculture sicilienne. Dans de nombreuses régions de l'île, la main-d'œuvre étrangère est indispensable pour la récolte de produits tels que les agrumes, les tomates, les olives, le raisin, etc. Souvent, les agriculteurs locaux ont du mal à trouver des travailleurs prêts à effectuer des travaux agricoles saisonniers, caractérisés par des conditions difficiles et des salaires pas toujours élevés. Cependant, il existe aussi des problèmes. Dans certains cas, les migrants travaillent dans des conditions d'exploitation, avec des salaires bas et sans protection adéquate. S'ils sont intégrés dans un cadre de régularité et de droits garantis, les migrants ne se contentent pas de combler un vide dans le secteur agricole, mais contribuent également à l'économie locale, au maintien des productions typiques et à la durabilité du secteur. »

Son message fait écho à ce que Luca, Giulia ou encore Daniela m'avaient déjà exprimé. La présence des travailleurs immigrés est nécessaire, mais elle reste fragile et souvent rendue problématique dès lors qu'elle devient visible dans l'espace public. Salvatore poursuit d'ailleurs son message en ramenant directement cette tension au cas de Cassibile :

« Avant la création du centre d'accueil, les travailleurs migrants saisonniers, en situation régulière ou irrégulière, vivaient dans des conditions précaires au sein de bidonvilles à Cassibile. Cette situation a suscité de nombreuses protestations de la part de la communauté locale et des institutions, ce qui a finalement conduit à la décision de construire une structure dédiée à l'accueil de ces travailleurs. Cependant, le centre actuel fait lui aussi l'objet de contestations de la part de certaines personnes. »

Je comprends à travers les récits que mes interlocuteur.rice.s me livrent les dynamiques complexes qui s'entrechoquent à Cassibile. L'accueil de ces travailleurs saisonniers immigrés met en lumière des problématiques politiques,

sociales et économiques, mais, par les polémiques autour des fontaines et de l'impact sur le tourisme, il relève surtout en toile de fond une lutte pour l'espace. À qui appartient l'espace public ? Sous quelles conditions est-il autorisé de l'habiter ? Où situer une présence dont l'économie a besoin, mais que certains habitants et acteurs politiques veulent maintenir à distance ? Où la rendre visible ou, au contraire, invisible ? C'est ici que le camp peut également être abordé comme une manière d'organiser spatialement cette présence saisonnière. Le point suivant interroge donc cette mise à la marge.

1.3. À LA MARGE

Comme nous en discussions un peu plus haut avec Lia, Cassibile n'est pas un village isolé dans toute l'histoire migratoire. La présence contemporaine de travailleurs immigrés dans les campagnes syracusaines résonne avec la longue histoire migratoire de la Sicile et de l'espace méditerranéen. Aujourd'hui, la localité est caractérisée par un nombre important d'habitants d'origine étrangère, notamment maghrébins, soudanais et sénégalais. Ces derniers se sont complètement inscrits dans le paysage, faisant du village de Cassibile un espace multiculturel assumé. On entend parler différentes langues dans les rues et certains commerces affichent des devantures traduites en plusieurs langues.

Par ailleurs, la région de Syracuse, et plus particulièrement le village de Cassibile, occupe une place importante dans les circulations saisonnières italiennes. Les travailleurs y arrivent au printemps pour la récolte de pommes de terre, avant de repartir vers d'autres régions agricoles pour les récoltes estivales. Ainsi, le village se situe au croisement de migrations anciennes installées et de mobilités saisonnières temporaires et actuelles. Cette superposition particulière rend la situation locale complexe. D'une part, le village est déjà stigmatisé du fait de son pourcentage important de population d'origine étrangère ; d'autre part, les travailleurs saisonniers immigrés qu'il

accueil suscitent régulièrement de vives réactions et tensions. Selon Nino*, acteur politique local de droite, il faut distinguer « deux phénomènes séparés » : « les personnes intégrées et les saisonniers. Pour les personnes intégrées, il y a des familles, des enfants, l'école... Le problème, ce sont les saisonniers ».

Les relations tendues entre habitants de la région de Cassibile et travailleurs saisonniers immigrés apparaissent dans une économie locale elle-même traversée par des logiques contradictoires. D'un côté, l'agriculture dépend fortement de cette main-d'œuvre saisonnière ; de l'autre, la région s'est progressivement tournée vers le tourisme balnéaire. La présence visible des travailleurs saisonniers immigrés dans l'espace public est perçue par certains habitants comme un obstacle à l'attractivité touristique du territoire, surtout pour les propriétaires des chambres d'hôtes et locations saisonnières.

Paola souligne à ce sujet que ce n'est pas tant la présence des travailleurs qui a changé, mais le regard porté sur eux par un village en mutation : « Ces dernières années, Cassibile est devenue de plus en plus une localité touristique et elle est devenue de moins en moins tolérante par rapport aux camps informels ». Elle note que jusque vers 2010, la population tolérait cette situation saisonnière, mais que l'apparition de structures touristiques privées a créé un conflit d'usage : « En réalité, j'ai entendu une foule de gens de Cassibile qui, jusque-là, n'avaient pas une position fortement contraire, mais ensuite ils ont créé des B&B. Les touristes arrivaient, se plaignaient de ces personnes, de trouver ce camp ». Cette tension liée à l'économie touristique a alors rejoint une « perception nationale d'invasion » alimentée par certains discours politiques.

Dans ce contexte naît le comité *No Villagio* porté par des acteurs politiques locaux de droite, dont justement Nino. Je le rencontre grâce à Lia et Salvo qui le connaissent personnellement et organisent le rendez-vous dans leur agence immobilière, un soir de semaine. Mon interlocuteur a la soixantaine passée et est membre du parti *Fratelli d'Italia* de Giorgia Meloni.

« Ils ont créé... ou plutôt, cela a créé des problèmes pour la communauté. Les travailleurs saisonniers arrivaient – et arrivent

encore aujourd'hui – en grand nombre, tous concentrés à Cassibile. Cassibile est une petite ville d'environ 6.000 habitants, peut-être 6.500. Certaines années, les personnes extracommunautaires étaient 1.500, presque 2.000, sans logement ni point de référence. Elles vivaient sous les arbres, sans services essentiels, surtout sur le plan hygiénique et sanitaire. Rapporté à la population de Cassibile, cela a été vécu comme une forme d'invasion ingérable du territoire, générant des désagréments importants. »

Selon lui, les dispositifs provisoires mis en place avant la construction de l'Ostello n'ont jamais réellement résolu le problème, parce qu'ils ne répondaient ni aux besoins des travailleurs, ni aux tensions internes liées à la cohabitation forcée.

« À partir de ce problème lié aux saisonniers est née la nécessité de trouver une solution. Plusieurs tentatives ont été mises en place, mais toujours autour d'un accueil concentré exclusivement à Cassibile. [...] Au début, on mettait en place des camps de tentes, comme pour les personnes sinistrées après un tremblement de terre. Il y avait toujours des campements abusifs, mais il y avait aussi le dispositif officiel mis en place par l'administration. À un moment, les tentes étaient au terrain de sport. C'étaient les tentes bleues de la Protection civile, si je me souviens bien. Mais personne n'y allait. Personne n'allait dans ces camps de tentes. C'était un échec, pratiquement un gaspillage d'argent, et le problème restait. »

Lia, assise derrière moi, intervint alors dans la discussion : « Mais ils n'y allaient pas parce qu'il faisait trop chaud [sous les tentes], et on peut le comprendre. Ils ne pouvaient pas rester là », ce à quoi Nino répondit : « Pas seulement. Il y avait aussi des appartenances ethniques différentes, des cultures différentes, des religions différentes. Ils ne pouvaient pas tous rester ensemble ».

Quelques minutes après, Nino m'évoqua un « grand bidonville¹⁸ » auto-installé il y a quatre ou cinq ans à l'entrée du village, où auraient vécu ces 1.500 à 2.000 personnes.

« À l'intérieur, il y avait des phénomènes délinquants : trafic de drogue, armes, etc. Cela préoccupait évidemment beaucoup la ville et les habitants. Nous avons protesté par une série d'initiatives, jusqu'à l'épisode de l'homme nu¹⁹. Ils déféquaient dans les environs... bref, c'était le chaos. Il y a aussi eu d'autres petits épisodes, mais à la fin les habitants se sont révoltés, ont protesté et sont descendus dans la rue. À partir de là, disons que les autorités ont pris des engagements sérieux, parce que le préfet a mis la pression sur l'administration. Ils ont évacué le bidonville. Ensuite, il y a eu davantage de contrôle du territoire par les forces de l'ordre, qui ont, d'une certaine manière, encadré la situation. »

C'est à partir de ces événements que mon interlocuteur me présente l'opposition au projet du centre, non pas comme un refus catégorique de l'hébergement, mais plutôt comme une contestation du modèle de concentration à Cassibile.

« Après cette affaire [l'homme nu dans la rue], il y a eu en préfecture un protocole d'entente entre le préfet et tous les maires des communes de la province pour un accueil diffus sur le territoire. Autrement dit, chaque commune devait prendre en charge une partie de ces personnes extracommunautaires. Ce protocole n'a ensuite pas été respecté. La commune de Syracuse a commencé la construction du centre, et toutes les autres communes se sont retirées. Elles disaient « puisqu'ils le font à Syracuse, qu'ils les prennent tous ». C'est pour cette raison que nous nous sommes ensuite révoltés. C'est pourquoi nous disions « Non au centre ! » [...] Nous étions contre le modèle de gestion,

¹⁸ « *baraccopoli* »

¹⁹ Un travailleur saisonnier immigré se serait baladé nu sur la route principale du village.

c'est-à-dire contre la concentration de tout à Cassibile. Pour nous, c'est une erreur. [...] Ils n'ont pas respecté le protocole d'entente parce que la commune de Syracuse, qui est le chef-lieu de la province – c'est ce que nous pensons et nous avons aussi des preuves documentées – y a vu une question de business. Autour de ce phénomène se développent des activités lucratives. Il faut considérer que jusqu'à présent, le centre a coûté trois millions d'euros. Et ensuite 150.000 euros chaque année pour le gérer, pendant deux ou trois mois. »

Tout en restant critique envers le modèle de gestion de l'Ostello, Nino reconnaît néanmoins que la situation s'est partiellement transformée depuis l'ouverture du centre :

« La proportion entre les personnes qui vivent dans le centre et celles qui vivent dehors s'est un peu inversée. Avant, il y avait davantage de personnes sous les arbres que dans le centre. Maintenant, c'est un peu l'inverse : le centre est arrivé à environ 200 places. Je ne sais pas si c'est 80/20 ou 70/30, mais en tout cas, la proportion s'est inversée. C'est aussi parce que la coopérative [le *punto territoriale*], d'une certaine manière, va les chercher et les incite à aller là-bas. Mais cela ne justifie pas le modèle de gestion. »

Cette dernière remarque introduit un décalage important avec les chiffres précédemment avancés dans son discours. Alors que Nino m'évoquait dans un premier temps 1500 à 2000 travailleurs saisonniers arrivant à Cassibile, il me parle ensuite d'un nombre plus réduit, autour de 250 à 300 logeant dans le village et ses environs. Cette fluctuation est intéressante, car elle peut être un indicateur de la manière dont la présence saisonnière est localement perçue, amplifiée et rendue problématique.

*

C'est ainsi que le *campo di Cassibile* émerge en 2021 comme une réponse institutionnelle à un ensemble de tensions sociales, économiques et politiques qui traversent la région de Syracuse et le village de Cassibile. Officiellement inscrit dans la lutte contre le *caporalato*, le dispositif répond aussi à d'autres enjeux : l'hébergement des travailleurs saisonniers immigrés, la gestion de leur présence dans l'espace public, ainsi que la conflictualité locale.

1.3.1. L'ENCAMPEMENT

Dans l'extrait de carnet de terrain datant du 25 février 2025 et relatant la première fois où je me suis rendue aux abords du camp avec Luca, je mentionne que des policiers étaient présents devant l'entrée du centre alors que celui-ci n'était pas encore ouvert. Les hautes grilles entourant le dispositif, surplombées de caméras, ainsi que la présence policière avant même que la saison n'ait commencé, m'inspirèrent directement le sentiment d'une structure sous contrôle important, un peu à l'image d'une prison. Avant l'arrivée des travailleurs saisonniers immigrés, le camp me donne l'impression d'être déjà pensé comme un espace à surveiller, sécuriser, contrôler.

Cette impression peut être mise en relation avec ce que Michel Agier (2010) nomme l'« encampement » :

« Il [le terme d'encampement] réfère de manière générique à un contexte international qui inclut les usages, la diversité et les transformations de plusieurs figures de camps assignés aux étrangers de différents statuts, qu'on peut élargir à tous les indésirables objets d'une altérité radicale qui se traduit par le rejet. Le statut contemporain et négatif d'« étranger » se cristallise dans ces multiples formes de mise à l'écart, lieux des indésirables. » (p. 68)

Pour Agier, l'encampement ne désigne pas seulement une forme architecturale ou administrative ; il s'agit d'un concept permettant de penser ensemble une

pluralité de lieux et situations, dans lesquels les populations étrangères ou marginalisées sont assignées à des espaces spécifiques, souvent en marge.

Malgré le statut régularisé et une résidence quelque part en Italie, une forme d'exil se perpétue dans la mobilité caractéristique de leur emploi saisonnier. Les travailleurs ne passent plus de camps de fortune en dispositifs d'aide humanitaire, comme cela a pu être le cas dans leur parcours migratoire jusqu'à l'obtention de leurs papiers italiens. Ici, ils passent de camps informels en camps formels, en fonction des régions et des initiatives italiennes, initiées ou non pour les accueillir. Le camp de Cassibile ne supprime pas l'habitat précaire ; il le remplace par une forme plus visible, réglementée et contrôlée. Il constitue, en ce sens, un espace de l'entre-deux (Agier, 2010).

Cette substitution ne m'apparaît pas comme une disparition de la précarité, mais plutôt comme une reconfiguration de celle-ci, financée notamment par des fonds européens officiellement dédiés à la protection et à la lutte contre l'exploitation. Certes, le camp vient améliorer une situation qui semblait être dramatique, avec des travailleurs vivant dans des conditions complètement indécentes, mais – comme nous pouvons le comprendre dès le préambule – il le fait au prix de la liberté de mouvement et de protestation de ceux-ci. Au-delà d'un certain seuil de tension, les travailleurs insatisfaits risquaient l'expulsion. Et lorsque l'atmosphère dans le camp se tendait, les grilles d'entrée se refermaient, tandis que les contrôles pour y entrer ou en sortir s'intensifiaient.

1.3.2. LE RISQUE DE GHETTOÏSATION

L'implantation du camp s'inscrit dans un territoire déjà marqué par la marginalité. Le village en arrière-scène duquel il a été construit constitue une zone périphérique de Syracuse, une « suburban area » comme me l'évoque Luca lorsqu'il parle des risques d'une telle implantation :

« En fait, l'un des principaux problèmes, l'un des principaux risques, c'est que l'on finisse par créer une sorte de ghetto... une sorte de zone périphérique au sein d'une zone qui est déjà

périphérique, car Cassibile n'est pas une commune. C'est un quartier de Syracuse, même s'il est assez éloigné de la ville. Et il a ses propres problèmes, évidemment, puisqu'il s'agit d'une zone périphérique. »

Ces mots mettent en lumière un double mouvement de marginalisation. Le camp est situé à distance du centre urbain, mais il est aussi implanté dans un espace lui-même déjà périphérique, à la fois administrativement rattaché à Syracuse et socialement tenu à l'écart de la ville. C'est également ce qu'identifie Riccardo*, la personne en charge d'approuver les projets urbanistiques pour la ville de Syracuse, lorsqu'il évoque l'emplacement du *campo*. Lorsque je lui demande ce qu'il pense du fait que celui-ci se trouve en dehors de la ville et entretienne peu de liens avec le reste du territoire, il me répond :

« Cela peut certainement être un problème, car on crée un ghetto. [...] Si je construis un grand immeuble réservé uniquement aux ressortissants de pays tiers, j'aurai créé un ghetto. Si, au contraire, je crée un environnement mixte, je favorise l'intégration. »

Le terme de « ghetto » doit être utilisé avec prudence, dans le sens où il ne renvoie pas ici à une réalité équivalente aux ghettos juifs ou aux quartiers de certaines grandes villes américaines. Mais il permet de désigner un processus de concentration spatiale et sociale d'un groupe minorisé dans un espace séparé, marqué par la stigmatisation, le manque de services et la limitation des possibilités de mobilité. Dans cette perspective, la ghettoïsation désigne surtout le risque que cet espace devienne un lieu d'assignation, où l'on regroupe des personnes sans réellement leur permettre d'accéder aux ressources ordinaires de la ville, aux services, aux relations sociales, ou encore aux possibilités d'intégration. Le sociologue et anthropologue Loïc Wacquant propose à ce sujet une définition basée sur « les quatre éléments constitutifs du ghetto », à savoir le *stigma*, la *contrainte*, le *confinement spatial* et l'*emboîtement institutionnel* (2005, p. 10) :

« Le ghetto est un dispositif socio-organisationnel qui déploie l'espace de sorte à conjuguer deux desseins antinomiques : 1) maximiser les profits matériels extraits d'un groupe considéré comme souillé et souillant et 2) minimiser tout contact intime avec ses membres de sorte à écarter la menace de corrosion et de contagion symboliques dont ils sont censés être porteurs. »

Sans transposer mécaniquement son analyse des ghettos juifs au *campo*, on peut cependant saisir ce qui se joue dans son implantation périphérique : la possibilité de tirer profit de la présence des travailleurs saisonniers immigrés, tout en les maintenant à distance du tissu social et touristique de la ville. On retrouve, à nouveau ici, la tension entre « indispensables » économiquement, mais « indésirables » socialement.

Par ailleurs, l'intervention de Riccardo ci-dessus déplace la question du logement vers celle du projet urbain. Ce dernier insiste également sur le fait qu'un plan d'aménagement ne peut pas être uniquement pensé comme une réponse technique à un besoin d'hébergement : « Quand un architecte conçoit ce plan d'urbanisme, il doit penser à tout ça. C'est-à-dire que ce n'est pas seulement un plan de logements, c'est un plan de développement culturel et social. » L'emplacement, la forme, la composition d'un lieu d'accueil produisent des effets sociaux. Ils peuvent favoriser la rencontre, la circulation, l'inscription dans un tissu local ou, au contraire, renforcer la séparation, un entre-soi contraint, la relégation. Mon interlocuteur nuance toutefois son propos en mentionnant le caractère temporaire des lieux :

« Je pense que, de toute façon, comme il s'agit d'un logement pour des séjours de courte durée, pour de courtes périodes, il faut surtout garantir la qualité plutôt que l'intégration. Si l'une se fait au détriment de l'autre... Bon, l'intégration, il faut qu'il y en ait, mais je veux dire, quel est le but ? C'est de leur permettre de bien vivre, de ne pas les faire vivre sous la coupe des autres, sous des tentes. »

Sa remarque permet de saisir l'ambivalence du *campo* : d'un côté, l'amélioration matérielle que représente le dispositif par rapport aux campements informels ; de l'autre, les limites de cette amélioration lorsqu'il s'agit de créer du lien avec le territoire, essentiellement dû au choix de son implantation.

*

Le camp semble ainsi produire une forme de distance fonctionnelle stratégique. Il se situe à proximité des champs, ce qui facilite la disponibilité de la main-d'œuvre agricole, tout en restant suffisamment éloigné des espaces urbains, résidentiels et touristiques pour ne pas perturber le paysage. Plutôt qu'un véritable espace d'intégration, le *campo* apparaît alors comme un dispositif de gestion temporaire d'une présence saisonnière à la fois nécessaire au fonctionnement de l'économie régionale et difficilement acceptée dans l'espace social du village. Un sas qui n'aboutit jamais réellement à l'intégration, mais plutôt à l'extension d'une marginalité rendue gérable par les autorités.

CHAPITRE II.

La vie encampée

2.1. HABITER LE TEMPORAIRE

2.1.1. SERVICES, GESTION ET PRÉSENCE INSTITUTIONNELLE

Nous sommes le 27 mars 2025, quelques jours après l'ouverture du camp. J'arrive en même temps que certains travailleurs. Nous avons pris le même bus depuis Syracuse et sommes descendus au même arrêt à Cassibile. Cela me fait quelque chose de me dire que je vais enfin pouvoir entrer dans ce centre qui occupe mes pensées depuis plusieurs semaines. C'est aussi un peu étrange de marcher aux côtés de travailleurs que je vais probablement côtoyer dans les jours à venir, sans encore leur adresser la parole. J'entends déjà que certains parlent français entre eux.

Nous arrivons à hauteur des grilles d'entrée, toujours fermées. Il est un peu avant quinze heures et je suis légèrement en avance sur l'horaire qui m'a été indiqué. Je me retrouve au milieu des travailleurs qui attendent, eux aussi, de pouvoir pénétrer dans l'enceinte du camp. L'homme chargé de la sécurité à l'entrée m'interpelle à travers la grille et me demande, en italien, ce que je fais là. Il est clair que je dénote un peu au milieu du groupe. Je m'approche et lui réponds en anglais que j'ai rendez-vous avec Nadia, la responsable. Malgré plusieurs tentatives, quelques mots d'italien bafouillés et de grands gestes un peu désespérés, mon interlocuteur ne me comprend pas. Entre-temps, son collègue, intrigué par la scène, nous rejoint pour tenter de comprendre ce qui se passe. Il ne parle pas anglais non plus. Je finis donc par écrire ma phrase dans le traducteur de mon téléphone et leur tends l'écran. Ils échangent quelques mots en italien, puis le second homme s'éloigne. Je retourne attendre au milieu du

groupe de travailleurs, devant cette grille fermée et ces caméras pointées sur nous.

Quelques minutes plus tard, le collègue revient et me fait signe que je peux entrer. La grille s'ouvre, je la franchis, puis elle se referme derrière moi. Il me conduit vers un container situé face au parking. Sur ma gauche, des travailleurs circulent déjà entre les modules. Un petit groupe est rassemblé à l'entrée du container administratif, au pied des quelques marches qui mènent à son seuil. Je traverse le groupe en saluant quelques personnes en anglais, puis entre dans le container.

À l'intérieur, deux femmes sont assises derrière l'ordinateur : Nadia et Antonia. Nadia se lève, me souhaite la bienvenue et m'invite à déposer mes affaires le long de la paroi du fond avant de m'asseoir. Ni elle ni Antonia ne parlent anglais. Nous devons donc attendre Matteo pour pouvoir échanger plus facilement.

Pendant que j'attends, les travailleurs défilent dans le container pour s'enregistrer, remettre leurs papiers, signer le contrat qui leur permet de séjourner au camp et payer les frais de la première semaine, soit 30€. Après une dizaine de minutes, Matteo arrive à son tour. Jusque-là, je me sentais un peu impressionnée et ne savais pas vraiment où me mettre. Apercevoir un visage que je connais déjà me soulage.

Matteo est médiateur culturel et employé par la municipalité à la demande de PassWork, comme les autres médiateur.rice.s présent.e.s au camp. Il approche la quarantaine, adore voyager et parle de nombreuses langues, y compris certaines peu courantes en Europe. C'est le cas, par exemple, du bambara, langue parlée au Mali, pays dans lequel il a vécu environ trois ans entre fin 2010 et 2014. Lorsqu'un travailleur d'origine malienne se présente au bureau administratif, Matteo est toujours heureux de lui dire qu'il parle la langue ; quelques mots s'échangent alors en bambara, dans une complicité immédiate. Je vois que cela les rend mutuellement heureux. Carlo avait déjà parlé de Matteo à Giulia lorsqu'elle l'avait appelé à côté de moi, parce qu'il maîtrisait l'anglais. Je découvrirai en réalité qu'il parle parfaitement français puisqu'il a vécu à Paris.

C'est une personne très sociable, plutôt extravertie. Nous deviendrons vite amis. La petitesse de Syracuse fait qu'il est également le cousin de Chiara, qui travaille à la FNCC avec Giulia. Quelques semaines plus tard, je serai même invitée dans leur famille pour passer les fêtes de Pâques. Matteo deviendra aussi mon guide attitré chaque fois que quelqu'un viendra me rendre visite en Sicile. Il aime faire découvrir l'histoire de sa ville natale, dont il est profondément fier. Se balader avec lui dans les rues de Syracuse, c'est recevoir de nombreuses anecdotes à la minute sur tout ce que l'on croise : pancartes, balcons, façades, bâtiments, plages, morceaux de rochers. Il semble connaître tous les secrets dont Syracuse regorge, y compris ceux cachés dans ses sous-sols.

*

Entre-temps, les grilles d'entrée du camp ont été ouvertes et tous les travailleurs qui attendaient ont pu entrer. Un grand nombre d'hommes se trouvent maintenant devant le container administratif. Les 220 places du camp se remplissent à une vitesse impressionnante et il n'y a déjà presque plus de lits disponibles. Je comprends que certains lits ont été réservés, sans savoir exactement selon quels critères. La semaine suivante, une liste d'attente sera affichée sur le mur du container administratif, avec déjà plusieurs dizaines de noms inscrits.

Malgré le flux important de travailleurs qui entrent dans le bureau, Nadia m'accorde près d'une heure. Elle m'explique la gestion du camp au cours des dernières années – cela fait trois ans qu'elle s'en occupe –, les financements, les conditions d'accès au dispositif, ainsi que les aspects positifs de l'Ostello selon elle. Elle me précise que le camp est ouvert avec du personnel de quinze à dix-neuf heures, et que je peux venir quand je le souhaite dans cette tranche horaire sans demander d'autorisation préalable. Je lui explique avoir été en contact avec l'ASP et avoir reçu l'accord de Daniela pour accompagner la médecin lors de ses permanences. Je lui demande si cela lui convient également, ce à quoi elle répond positivement.

Je ressors de cette discussion vraiment satisfaite. Je sens que je suis la bienvenue, et cela me fait plaisir après les semaines précédentes, marquées par de nombreux rebondissements et par la crainte de ne jamais pouvoir accéder au camp. Le contact passe bien avec Nadia et les deux médiateurs présents, Matteo et Hassan. La responsable semble entretenir une bonne relation avec plusieurs travailleurs, dont certains qui reviennent à l'Ostello depuis plusieurs années. Ils rigolent ensemble, se taquinent, échangent quelques mots au passage.

*

L'association en charge du camp est désignée par un marché public lancé par la municipalité. Depuis trois ans, c'est l'association PassWork qui en assure la gestion quotidienne²⁰.

L'association est présente sur place du lundi au vendredi, de quinze à dix-neuf heures. Les services dispensés au sein du camp varient selon les années. Lors de la saison de récolte de 2025, durant laquelle j'étais présente, les travailleurs disposent d'un accès à l'électricité, à de l'eau non potable et à de l'eau chaude pour les douches. Un espace réfectoire et cuisine, appelé la mensa, est également mis à leur disposition, même si, comme je le montrerai plus loin, il est peu utilisé en tant que tel. Les premières années, un service de catering financé par le programme SU.PRE.ME. était assuré, mais celui-ci a ensuite été supprimé. Les travailleurs devaient prendre ce qui leur était fourni, ce qui produisait, selon certains interlocuteurs, beaucoup de gaspillage.

Des médiateur.rice.s culturel.le.s sont également présent.e.s du lundi au vendredi. Iels sont généralement deux par après-midi, selon des horaires variables d'une semaine à l'autre. Un groupe WhatsApp leur permet d'indiquer leurs disponibilités. En théorie, cinq médiateur.rice.s tournent sur la saison : trois hommes et deux femmes. Dans les faits, l'un des trois hommes travaille en

²⁰ En pleine saison de récolte 2025, une autre association remporte le marché. La municipalité envisage alors un changement en cours de saison et l'annonce à l'équipe de PassWork juste après mon départ, ce qui provoque apparemment une situation un peu chaotique. Un compromis sera finalement trouvé : PassWork terminera la saison afin d'assurer une transition plus fluide, mais avec un budget réduit.

parallèle pour l'OIM et n'est donc pas présent de manière continue ; certaines semaines, il est au camp, d'autres non, car il est envoyé dans d'autres régions de Sicile ou même en Italie continentale. Dans la pratique, l'équipe se compose donc plutôt de quatre médiateur.rice.s : Lina*, Amina*, Hassan* et Matteo. Au début de la saison, iels étaient six – quatre hommes et deux femmes –, mais l'un des hommes a été licencié. Je ne l'ai croisé qu'une seule fois. Une dizaine de jours plus tard, Matteo et Lina, avec qui je me lie également d'amitié, m'expliqueront qu'il se serait disputé avec Nadia parce qu'il poussait les travailleurs à protester et se révolter contre les conditions d'accueil, notamment autour de la question du paiement hebdomadaire de 30€ (voir 2.3. *Accueil sous conditions*).

Matteo et Lina se connaissent bien, car ils travaillent tous les deux dans des centres d'accueil à Canicattini Bagni, une commune située un peu plus enfoncée dans les terres, à une trentaine de minutes en voiture de Syracuse. C'est également dans cette petite ville que se trouve le siège de l'association PassWork.

Deux après-midis fixes par semaine, le mardi et le jeudi, Alba, une médecin envoyée par l'ASP, assure également une présence au camp. Je ne pourrai finalement pas l'accompagner lors de ses consultations, puisqu'elle refusera que j'y assiste par souci de confidentialité et de protection des patients. Malgré cela, nous discutons de temps en temps. Elle dégage immédiatement une grande gentillesse et de la bienveillance.

Enfin, une présence est assurée vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept à l'entrée du camp. Trois opérateurs hommes se relaient, chacun effectuant huit heures par jour. Ils sont toujours postés derrière la grille, souvent assis sur une chaise, à attendre. Aucun d'eux ne parle une autre langue que l'italien, si bien que nos échanges resteront généralement limités. Leur rôle consiste à gérer les entrées et les sorties, mais aussi à effectuer des contrôles plus appuyés lorsque la responsable ou la municipalité le demande, notamment lorsque la situation se tend.

Sans que cela constitue un service à proprement parler, les autorités locales manifestent également leur présence sur place. Des voitures de police et de gendarmerie circulent régulièrement dans le camp.

*

Il me reste encore une bonne heure et demie avant le départ du personnel. Je me lève donc avec Matteo et nous sortons du container pour aller à la rencontre de quelques travailleurs rassemblés devant le bureau administratif. Il commence à parler italien avec plusieurs d'entre eux et je me retrouve alors un peu seule. Je pense qu'il est évident que je suis perdue, sans trop savoir quoi faire de moi-même.

Un ballon de football circule entre certains travailleurs. Je me dis que ce serait peut-être un bon moyen d'entrer en contact avec eux, même si je ne joue absolument pas au foot et ai plutôt tendance, d'ordinaire, à fuir la balle. Après quelques minutes, le ballon leur échappe ; par chance, il vient dans ma direction. Je m'élance et frappe dedans pour le leur renvoyer. Nous nous mettons à rire ensemble. Ils m'incluent dans l'échange quelques instants, puis la balle s'arrête et certains viennent à ma rencontre. Ils commencent à me parler en italien. Je leur réponds en anglais que je ne maîtrise pas la langue. Cela les intrigue, et ils me demandent alors ce que je fais là. Bingo. Le but est marqué.

Le premier travailleur avec qui j'échange vraiment s'appelle Abdoulaye. Il a vingt-neuf ans et vient de Gambie. Sa silhouette est grande et mince. Il est très souvent habillé avec un pull jaune dans le camp. Il est arrivé en Italie depuis la Libye, par Tripoli, le 22 novembre 2014. Il avait alors dix-huit ans. Il m'explique qu'il a perdu ses deux parents et en souffre encore aujourd'hui. S'il continue à se battre, c'est notamment pour sa sœur, âgée de dix-huit ans et qui étudie la comptabilité.

Abdoulaye me parle aussi de ses papiers. Le délai entre l'octroi du permis de séjour et son échéance est parfois si court qu'il n'a pas l'occasion de sortir du

pays et de voyager. Il espère que, cette fois-ci, les démarches seront plus rapides et qu'il pourra enfin retourner voir ses proches en Gambie dans l'année²¹.

Le reste de l'année, il habite à Palerme, en colocation avec une fille qui s'appelle Anna. Comme c'est ainsi que l'on m'appelle souvent en Sicile, cela crée immédiatement un lien entre nous. Au début, nous échangeons à moitié en français et à moitié en anglais. Il parle un peu français, mais il est plus à l'aise en anglais, langue officielle de Gambie. Il maîtrise également italien. Il m'explique avoir appris le français en chemin, au fil de son parcours migratoire, parce qu'il a traversé des pays francophones et qu'il n'avait donc pas le choix pour passer certains contrôles. Par la suite, je ne lui parlerai plus qu'en anglais.

Depuis 2021, Abdoulaye fait partie de l'association ARCI Porco Rosso à Palerme, où il intervient parfois dans des activités de médiation culturelle, surtout autour des questions d'addiction. Pendant que nous parlons ensemble, d'autres travailleurs se rapprochent et se joignent à la discussion. Certains montrent de l'intérêt pour mon travail, d'autres moins. Plusieurs me disent qu'eux aussi sont allés à l'université. Nous échangeons quelques bribes de vie, sans entrer dans des détails trop personnels pour cette première rencontre. De temps en temps, je vois un médiateur ou Nadia sortir la tête du container administratif pour s'assurer que tout se passe bien.

Le deuxième travailleur avec qui je noue rapidement des liens est Moussa. Lui aussi est très grand, mais il est d'origine nigérienne. Quelques semaines plus tard, il m'expliquera qu'il a trente-neuf ans, même si ses papiers indiquent quarante-quatre. Son frère s'est arrangé pour lui ajouter cinq ans afin qu'il soit considéré comme majeur.

Moussa est arrivé en Italie le 3 août 2011. Depuis, il enchaîne des contrats précaires de deux ou trois mois, toujours dans le domaine agricole. Il me dit qu'il est souvent malade et qu'il a des problèmes d'articulation. Il venait déjà travailler dans la région de Cassibile entre 2015 et 2018, puis y est revenu en 2024.

²¹ Il m'enverra un message fin 2025 pour me dire qu'il s'y trouve !

C'est la deuxième année qu'il séjourne à l'Ostello. Lors de la saison de récolte des pommes de terre précédente, il y a travaillé soixante-six jours.

Selon lui, l'intégration en Italie est très compliquée, parce que les personnes qui arrivent sur le territoire ne reçoivent pas les informations nécessaires pour trouver du travail. Son propre parcours administratif est marqué par l'enchaînement de plusieurs permis de séjour : d'abord trois mois, puis deux fois six mois, ensuite deux permis d'un an pour raisons humanitaires, deux permis d'un an pour *cas specialis*, puis un permis d'un an pour séjour de travail, avant d'obtenir finalement un permis de dix ans, également lié au travail. Il pourrait demander la citoyenneté italienne, mais me dit ne pas le vouloir, parce qu'il devrait alors payer des taxes.

Sa mère, son frère et sa sœur vivent encore au Niger. Il me mentionne qu'ils sont cinq hommes originaires de son pays dans le camp. Comme d'autres travailleurs, Moussa voudrait passer le permis poids lourd. Il m'explique que les italiens ne veulent pas de ce travail, et qu'il pourrait donc facilement trouver un emploi dans ce secteur. Il étudie le code grâce à une application sur son téléphone. Alors, il le déverrouille et me fait une démonstration des petits tests à choix multiples pour réviser la théorie.

La fenêtre de l'arrière de son container fait face au bureau administratif. Ainsi, presque à chaque fois que j'arriverai au camp – s'il est déjà rentré des champs –, il me verra depuis sa chambre, sortira de son container et viendra me dire bonjour.

*

Ces premières rencontres me permettent d'entrer progressivement dans le quotidien du *campo*. Au départ, je ne connais ni les lieux, ni les règles implicites qui les organisent, ni les personnes qui les habitent. Je découvre en même temps les visages, les allées, les containers, les zones où l'on peut rester et celles où l'on hésite encore à s'aventurer. L'espace du camp se révèle alors petit à petit à moi comme un lieu déjà habité, traversé par des circulations, des habitudes et des appropriations discrètes, que je tente progressivement d'approprier.

2.1.2. AGENCEMENT, USAGES ET RÉAPPROPRIATIONS

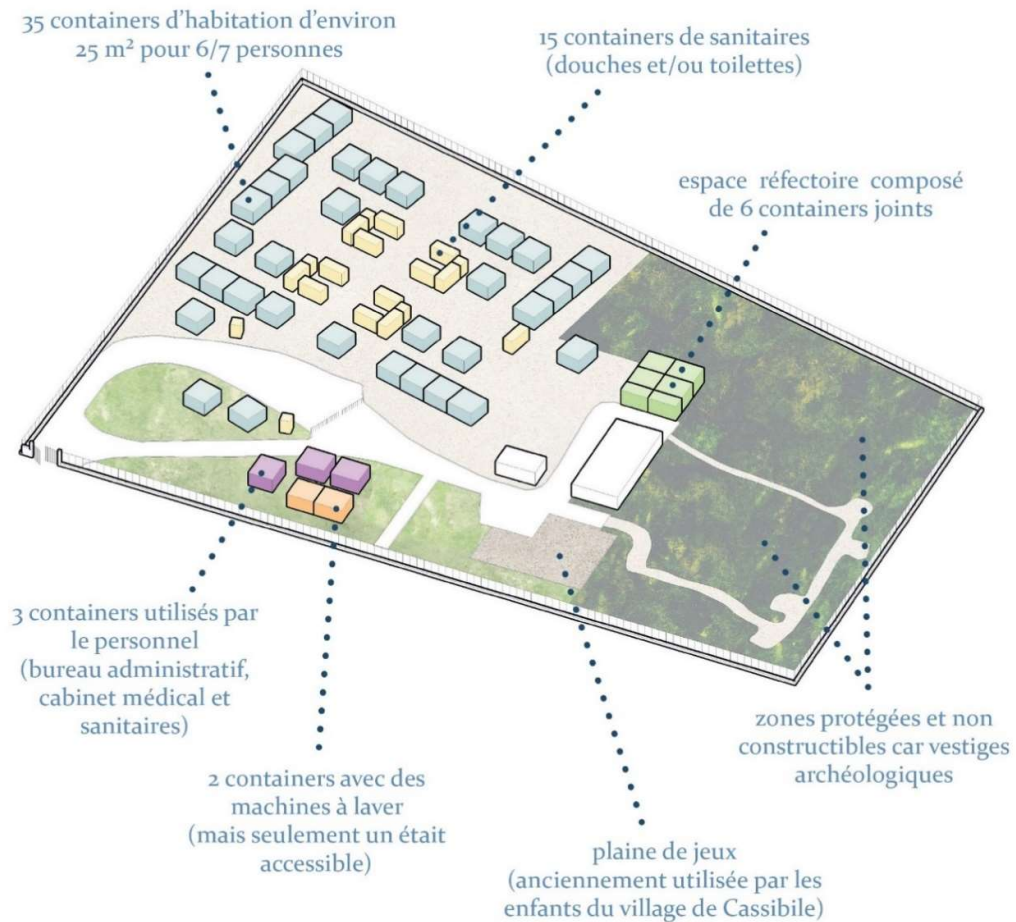
Avant d'être concentrée dans le *campo*, la vie quotidienne des travailleurs saisonniers immigrés apparaît aussi, par moments, dans l'espace public de Cassibile. Ils traversent le village, s'arrêtent à la fontaine pour remplir des bidons d'eau, fréquentent certains commerces, marchent souvent en petits groupes de deux ou trois personnes, puis repartent. Leur présence est visible avant même de pénétrer dans l'enceinte du camp, mais je l'ai rarement vue donner lieu à des interactions prolongées avec les habitants.

J'ai pu observer cette vie quotidienne hors de l'enceinte du camp une à deux après-midis par semaine depuis l'antenne locale de la CGIL, située sur le chemin entre le *campo* et le centre du village. Les travailleurs passaient donc régulièrement devant le bâtiment. Entre deux rendez-vous, je restais souvent adossée à la façade ou assise sur le muret longeant le trottoir. Tout le monde fume et boit du café ; moi non. Pourtant, j'accompagnais systématiquement les employés dans leurs pauses cigarette et café, parce que ces moments me donnaient accès à d'autres scènes de vie et d'interaction dans le village, notamment avec les travailleurs saisonniers.

Depuis le seuil du petit bâtiment syndical, je regardais la rue et les passants. J'ai fini par prendre goût à cette pratique, si fréquente ici, alors même qu'elle m'avait souvent mise mal à l'aise au début, lorsque je me sentais scrutée en traversant les rues de Cassibile. Il faut dire que, dans un village où tout le monde semble se connaître, une présence étrangère hors saison touristique ne passe pas inaperçue.

La vie du camp déborde donc dans le village, mais de manière limitée. C'est surtout à l'intérieur de son enceinte que se déploient ses formes les plus denses d'occupation.

À première vue, le site du camp a quelque chose d'hostile. Il a été installé sur l'emplacement d'un ancien épurateur d'eaux usées, espace préalablement abandonné, clôturé et déjà raccordé au réseau hydrique.



Parfois désigné sous le terme de *foresteria*²², le camp relève d'une architecture modulaire. Contrairement à des habitations en dur, il est composé de containers récupérés au port d'Augusta, où ils servaient initialement de *hotspot* d'urgence pour les débarquements. Lors de l'inauguration du camp en 2021, on comptait dix-sept modules de logement. Aujourd'hui, le site s'est densifié. Il comprend

²² Terme utilisé pour désigner la typologie des camps de travailleurs réalisés à l'aide de containers.

trente-quatre containers dédiés à l'habitation, dix-sept blocs sanitaires – dont un réservé au staff et un autre fermé à clé dès le début de la saison –, deux buanderies, dont une également fermée, six containers juxtaposés formant la *mensa* – espace de réfectoire, de cuisine et, théoriquement, de loisirs –, ainsi que deux containers occupés par l'équipe de gestion, l'un servant de cabinet médical, l'autre de bureau administratif.

La couleur des arêtes métalliques des modules permet de distinguer leurs fonctions. Les containers bleus correspondent aux sanitaires ; les oranges, aux habitations ; les gris, ajoutés plus tard au fil des phases de densification, varient de fonction. Certains sont dédiés aux habitations, un double bloc est destiné aux sanitaires et le dernier ensemble accueille la *mensa*.

La partie occupée par le staff donne une impression d'espace lisse, rangé, peu investi par l'humain. Tout y est blanc et gris, avec parfois une petite touche de noir : de la structure des containers aux casiers, du revêtement du sol au drap recouvrant le matelas qui traîne dans un coin du bureau administratif. Mais dès que l'on franchit la zone du parking pour entrer dans celle des résidents, l'atmosphère change et le camp devient habité. Des bancs et des chaises ont été disposés devant les containers. Des vêtements pendent un peu partout pour sécher. Des chaussures sont laissées dehors, près de la marche qui mène à l'entrée de l'habitation. Des objets du quotidien s'accumulent çà et là, parfois glissés sous les modules lorsqu'il pleut. À l'arrière du terrain, des cordes à linge ont été tendues parallèlement entre des piquets métalliques. La majorité des voitures des travailleurs sont garées sur le parking, mais quelques-unes se trouvent entre les allées et à proximité des étendoirs.

Peu à peu, l'espace du camp se transforme au rythme des moments de la journée. Vélos, bidons d'eau, stations de cuisine improvisées, poubelles qui se remplissent devant les unités d'habitation : une esquisse de vie ordinaire se dessine timidement au milieu de la *foresteria* métallique. Dès que les résidents occupent les allées, sortent les chaises, étendent le linge ou cuisinent dehors, le camp devient plus qu'une simple infrastructure : il évolue en un lieu dans lequel on tente, tant bien que mal, de se faire une place au quotidien.

Le sol est recouvert de graviers irréguliers, mais la végétation réapparaît par endroit depuis le dessous des containers, comme si elle cherchait à se frayer un chemin vers la lumière. Deux arbres, plantés dans l'allée la plus à gauche lorsque l'on regarde la zone d'habitation depuis le parking, viennent également apporter une petite touche verte et vivante. Mais lorsqu'il pleut, que les travailleurs se sont retirés à l'intérieur des modules et que les affaires ont été mises à l'abri, le site retrouve alors son austérité première. Entre le parking goudronné, les blocs bétonnés hérités de l'ancienne station d'épuration, le gravier et les parois métalliques des containers, le camp redevient un espace brut et froid, presque minéral.

*

La répartition de l'espace au sein du camp répond à une logique relativement fonctionnelle : les containers sont disposés selon une symétrie axiale de part et d'autre de l'allée principale. Exceptés quelques-uns implantés à l'écart, les modules dédiés aux sanitaires occupent la partie centrale du plan, tandis que ceux destinés au logement les entourent. La *mensa* fait cavalier seul, un peu détachée sur la droite, surplombant la zone archéologique protégée, et donc non constructible.

Les trente-quatre containers d'habitation, d'environ 20 à 25 m² chacun, accueillent généralement six à sept personnes, réparties si possible par nationalité, ethnie ou langue. Posés sur des blocs de béton, ils sont légèrement surélevés par rapport au sol et accessibles par une ou deux marches. Chaque module comprend une porte d'entrée et, le plus souvent, deux fenêtres munies de persiennes extérieures que les résidents peuvent ajuster depuis l'intérieur. L'agencement intérieur y est assez sommaire : des lits superposés dans de nombreux containers afin de libérer un peu d'espace au sol, un casier individuel (de type salle de sport) par travailleur, une petite table, et quelques bancs ou chaises. Les couleurs dominantes sont, à nouveau, le gris et le blanc. L'espace proposé répond donc à l'offre minimale d'un dortoir.

Bien que les travailleurs ne s'y établissent pas pour une longue durée, on peut apercevoir une transformation des espaces par les usages. Le banc prévu à l'intérieur est déplacé dehors, le long de la paroi de l'habitation, parfois aussi accompagné de chaises en plastique. Les portes demeurent souvent ouvertes et l'entrée du container se transforme alors en une zone intermédiaire, ni tout à fait dedans ni tout à fait dehors. Les résidents y entreposent denrées alimentaires et ustensiles de cuisine. L'espace intérieur, trop restreint pour contenir à la fois les corps, les objets et les gestes du quotidien, se prolonge alors vers l'extérieur. Les odeurs des plats émanent des allées, et parfois même de l'intérieur des unités d'habitation.

Carnet de terrain, 11/04/2025.

Nous faisons un tour des containers avec Amina et Hassan. Amina me fait la remarque qu'ils [les travailleurs] cuisinent dans les containers et pas dans le réfectoire. Elle me dit qu'ils font comme leurs habitudes dans leur pays d'origine et « ne s'adaptent pas », qu'« ils n'essaient même pas de s'adapter à la manière de faire en Italie » (cuisiner dans le réfectoire/cuisine).

La *mensa*, espace de réfectoire et cuisine du camp, est formée par l'équivalent de six containers juxtaposés. À l'extérieur, les barreaux verticaux placés sur les fenêtres lui donnent un caractère particulier, presque carcéral, qui contraste avec la fonction théoriquement collective et conviviale du lieu. À l'intérieur, l'espace est relativement vaste et flexible : seuls deux fins poteaux viennent supporter la structure du toit, suivant une ligne qui sépare la pièce en deux travées de même largeur. Quelques tables et chaises sont disposées dans la partie gauche, et, derrières elles, dans le coin du fond, une petite pièce secondaire sert à la fois de lieu de stockage et d'arrière-cuisine. On y trouve deux frigos, une table à moitié disparue sous diverses affaires, quelques matelas empilés et une fenêtre donnant sur l'extérieur.

Sur le papier, la *mensa* est pensée comme un espace de cuisine, de repas, de sociabilité. Mais en pratique, il est difficile d'y cuisiner. Le long du mur du fond, à droite de la petite pièce, une série de meubles de cuisine avec rangements sont alignés, surmontés de plusieurs ensembles de plaques électriques. Pourtant, une grande partie de celles-ci ne fonctionne pas ; moins d'une dizaine sont réellement utilisables pour plus de 220 résidents. Il en résulte une sorte de Tetris permanent entre casseroles, poêles et temps d'attente. J'en fais moi-même l'expérience en préparant à manger avec certains travailleurs. Mieux vaut ne pas trop s'éloigner lorsqu'on laisse quelque chose sur le feu, sous peine de retrouver sa casserole remplacée par une autre.

Peu de travailleurs utilisent réellement les taques de cuisine électriques et ces meubles de rangement. Abdoulaye m'explique qu'il a un petit espace sur une étagère dans une armoire et qu'il y dispose quelques denrées (épices, sucre, pâte d'arachides), mais que plusieurs de ses affaires ont déjà disparu. C'est pourquoi peu de travailleurs les utilisent. Par ailleurs, seul un évier à simple bac muni d'un petit égouttoir a le mérite d'être présent. Il disparaît souvent sous les piles de vaisselle sale ou en train de sécher. L'espace censé répondre à un besoin collectif apparaît non seulement rapidement saturé, mais surtout mal adapté pour sa fonction de base.

En réalité, la *mensa* est peu fréquentée pour sa fonction première de cuisine, mais elle accueille d'autres usages. Elle devient d'abord le lieu de repos pour ceux qui n'ont pas de lit dans les containers²³. Même si les couchages ne sont installés qu'en fin de journée, on peut voir le reste du temps les sacs entassés le long des parois et les matelas déposés dans la petite pièce du fond. Elle devient aussi, certains jours, un lieu de prière lorsque la pluie pointe le bout de son nez. Chaussures retirées et laissées à l'entrée, alternance entre silences et voix qui s'élèvent, corps alignés qui s'inclinent sur le même rythme. L'atmosphère du lieu est complètement transformée l'espace de quelques minutes.

²³ Cela n'est cependant pas conforme aux règles de sécurité. Ce fut en tout cas l'argument présenté par la municipalité lors de l'expulsion le 24 avril des travailleurs qui y dormaient.

Lieu de l'attente parfois. En dehors des heures de repas où quelques courageux s'affairent autour des tables dans un joyeux bruit et de bonnes odeurs, le temps y semble souvent suspendu. Des travailleurs restent assis longtemps, par terre contre les parois ou sur les chaises disponibles, souvent absorbés par l'écran de leur téléphone branché aux prises murales. D'autres ferment les yeux, adossés au mur, dans une posture où il est difficile de savoir s'ils dorment, prient ou cherchent simplement à s'échapper un instant du quotidien. La *mensa* est sans doute un lieu indéfinissable, mais elle condense en ses murs les décalages entre les usages prévus du camp, les résistances et les formes de vie qui s'y inventent, malgré tout.

*

À l'extérieur de la *mensa*, entre celle-ci et le plus grand des deux blocs bétonnés de l'ancienne station d'épuration, les travailleurs ont étendu une grande bâche bleu vif sur le sol, qu'ils ont calée avec des pierres sur son pourtour. Quelques tapis sont disposés par-dessus. La zone ainsi créée est utilisée plusieurs fois par jour pour la prière. Un travailleur chante l'appel, et quelques dizaines de résidents le rejoignent. Depuis l'avant du container administratif, je les observe souvent en silence.

L'aménagement est sobre, et reste en place jour et nuit, même lorsqu'il pleut, comme la seule installation stable en tout temps au sein du camp. Ici encore, il ne s'agit pas d'un espace pensé comme tel par le dispositif initial, mais d'un lieu produit par l'usage et la nécessité de ménager un endroit pour la prière. L'emplacement choisi entrave complètement un des deux chemins vers la zone archéologique.

*

Les modules sanitaires répondent à une logique de standardisation semblable à celle des habitations. Répartis entre douches et toilettes, ils font environ la moitié de la taille des containers d'habitation et sont majoritairement disposés en quatre ensembles, chacun suivant un plan en forme de U de part et d'autre de l'allée centrale. À l'intérieur, les douches sont agencées les unes à côté des

autres, séparées par de fines parois, avec un simple rideau en plastique pour garantir un minimum d'intimité. Quelques blocs en sont cependant dépourvus. Les toilettes, quant à elles, dégagent souvent une odeur extrêmement forte, perceptible bien avant d'en atteindre l'entrée. Lorsque je retourne au camp à la fin du mois de juin, Moussa et Amadou m'expliquent que quelqu'un était censé venir nettoyer les sanitaires pendant la saison, mais en pratique, selon eux, les passages sont restés sans effet. Les seuls blocs ayant effectivement été nettoyés n'étaient plus accessibles depuis plusieurs semaines.

Amadou a 59 ans. Il est sénégalais, très grand, souvent vêtu d'un sweat à capuche vert électrique qu'il remonte sur sa tête. Il a l'âge de mon père et sept enfants, restés au Sénégal avec son épouse. L'un de ses fils, né en 1995, a presque mon âge ; il m'en parle avec une fierté évidente et espère pouvoir le faire venir en Italie d'ici la fin de l'année. Après plusieurs années passées en Italie, Amadou était reparti vivre six ans au Sénégal. Mais la crise du COVID, en fragilisant fortement l'économie locale et le secteur touristique, l'a poussé à revenir travailler en Italie. Au *campo*, il prend rapidement une place particulière dans mon quotidien. Il veille souvent sur moi, me demande si je vais bien, s'assure que je ne reste pas seule lorsque l'ambiance devient tendue. Nous parlons de ma recherche, de son parcours, du travail, mais aussi de sujets plus ordinaires.

Deux containers sont également prévus comme espace de buanderie, mais un seul est accessible ; l'autre est resté fermé pendant toute la saison. Celui ouvert contient dix machines à laver, payantes. Sur la période où je suis présente au camp, elles sont très peu utilisées, voire pas du tout. Les travailleurs lavent le plus souvent leurs vêtements à la main, dans les grands éviers fixés sur les parois extérieurs des blocs sanitaires.

*

Les trois containers restants sont réservés au personnel : l'un fait office de bureau administratif, un autre de cabinet médical, et le dernier de sanitaires pour le staff. Le bureau administratif occupe une place centrale dans la vie institutionnelle du camp, puisque c'est là que l'équipe passe l'essentiel de son

temps. On y gère les arrivées, les départs, les contrats et une multitude de demandes ou problèmes pratiques. À l'intérieur, deux bureaux sont disposés conjointement en L. Celui face à la porte d'entrée est le poste habituel d'Antonia, souvent à moitié cachée derrière son ordinateur. Les médiateur.rice.s culturel.le.s s'installent derrière le second bureau, placé perpendiculairement au premier. Lorsqu'un travailleur rentre dans ce module, il est donc enclavé entre la paroi du container sur sa gauche, et les deux tables en face et à sa droite. Une imprimante est accessible directement sur la droite, après la porte d'entrée. Les résidents l'utilisent régulièrement pour photocopier leurs papiers et contrats. Sur la gauche, deux chaises sont disposées à l'image d'une salle d'attente exigüe aux premières loges de la discussion du guichet.

*

La présence d'une plaine de jeux apparaît, dans cet ensemble à première vue austère, un peu étonnante – d'autant plus que la population du *campo* est uniquement composée d'hommes majeurs ; ni femme ni enfant ne sont présents. Et pourtant, la plaine est le témoin d'une tentative d'ouverture du dispositif vers l'extérieur. À l'origine, elle fut construite et aménagée afin d'accueillir les enfants du village, dans l'idée de faire rentrer la vie locale dans l'enceinte du camp et de favoriser la rencontre entre la population de Cassibile et les travailleurs saisonniers. Cette tentative fonctionna quelques temps, avant de s'interrompre à la suite de tensions avec un campement informel qui s'était établi aux abords de l'Ostello²⁴.

Au moment de mon terrain, soit durant la saison de récolte de 2025, la plaine de jeux n'était plus un lieu de rencontre avec le village, mais un espace tout de même réinvesti par les travailleurs eux-mêmes. Ils s'asseyaient parfois sur les balançoires des modules pour enfants, ou utilisaient cet espace pour la présence d'arbres qui amenait un peu d'ombre, si nécessaire lorsque la température

²⁴ Je ne sais cependant pas si les personnes qui vivaient dans le campement informel étaient exclus de l'Ostello car non régularisés, pour faute de contrat déclaré ou simplement parce qu'il n'y avait plus de place à l'intérieur du camp formel.

dépassait les trente degrés dans un environnement par ailleurs majoritairement minéral.

*

Le parking occupe une place un peu particulière dans l'agencement du camp. Il constitue un espace de stationnement, mais également une zone de passage entre deux univers distincts. Une barrière (avec un petit portique au milieu) y organise une séparation visible : d'un côté se trouvent les véhicules du staff et des autorités qui viennent régulièrement vérifier que tout se passe bien dans le camp ; de l'autre, ceux des travailleurs. Cette barrière semble d'autant plus intrigante qu'elle s'étend sur quelques mètres seulement. On peut aisément circuler de part et d'autre. En réalité, sa portée dépasse largement sa matérialité. Elle dessine une ligne de partage entre un univers administratif, axé sur la logistique et la pratique, et un espace vécu, réagencé, réapproprié, où les besoins quotidiens s'expriment de manière beaucoup moins « ordonnée ».

Dès mon arrivée, Nadia me demande de ne pas aller au-delà de cette barrière sans être accompagnée par un.e membre de l'équipe de gestion du *campo*. La séparation se prolonge donc dans les usages, dans les circulations autorisées ou non, dans la manière dont chacun.e semble savoir où iel peut aller, où iel s'arrête, et à quel moment iel franchit – ou non – certaines limites. Le parking semble ainsi symboliser un seuil, non seulement entre deux espaces, mais entre deux ordres du camp.

2.1.3. LES FRONTIÈRES INVISIBLES

À l'intérieur du *campo*, toutes les frontières ne sont pas matérialisées par des grillages ou des barrières. Certaines se lisent davantage dans les pratiques que dans l'espace lui-même ; elles ne sont presque jamais nommées, mais s'imposent dans les usages quotidiens. En ce sens, le camp n'est pas seulement structuré par un agencement matériel, mais il l'est aussi par une hiérarchie tacite des espaces et des présences.

Je n'ai, en réalité, jamais entendu quelqu'un parler explicitement d'une séparation interne entre différentes zones du camp, si ce n'est à propos de la zone des containers dans laquelle il m'avait été demandé, pour des raisons de sécurité, de ne pas circuler seule. Mais au fil des semaines, il m'est apparu que cette séparation entre différents espaces faisait bel et bien partie d'un ordre préétabli et ordinaire du camp, comme une évidence silencieuse que ni les travailleurs ni l'équipe de gestion n'avaient besoin de formuler pour qu'elle existe. Me vient alors cette même question qui m'occupe depuis des années : cette hiérarchie spatiale est-elle consciemment produite et entretenue, ou bien est-elle l'effet plus diffus de l'agencement du site même, intégré au point de devenir presque imperceptible pour celles et ceux qui l'habitent et le gèrent au quotidien ?

Il me semble possible de distinguer plusieurs degrés d'accessibilité au sein du camp, à l'image d'une échelle spatiale de l'intimité. Dans cette idée, la plaine de jeux occupe une première place liminaire : elle était un des premiers espaces relativement accessibles pour moi, tout en faisant déjà partie du monde des résidents. Située à la lisière entre le parking et la zone archéologique, elle marque un premier décalage avec l'espace de l'équipe administrative. Les travailleurs pouvaient s'y asseoir, s'y reposer, discuter, observer, mais sans être pleinement dans les zones les plus investies de la vie des résidents, ni dans celle de l'équipe. Son implantation à l'écart lui donnait un caractère un peu particulier. Quelques travailleurs s'y rendaient, mais c'était souvent les mêmes, tandis que les membres de l'équipe administrative n'y allaient quasiment jamais. C'était souvent l'endroit où je menais mes discussions avec les travailleurs, parce que cela me permettait d'être à l'écart du container administratif, et donc de récolter des témoignages, tout en étant encore dans la ligne de mire des membres du personnel. Je voyais régulièrement ces derniers m'observer depuis le seuil du bureau, et parfois ils me posaient des questions sur les discussions que j'avais eues quand j'en revenais.

Au-delà, s'étendaient en arc la zone archéologique, la *mensa* et la zone des containers, dont la hiérarchie d'intimité respective semblait plus difficile à

départager. La zone archéologique m'est apparue peu occupée par les travailleurs, mais elle avait toutefois une caractéristique importante : sa visibilité était fortement entravée depuis les modules administratifs par les anciens bâtiments de la station d'épuration. Elle se situait donc à l'abri du regard du staff. La *mensa* et les allées entre les modules d'habitation ne m'étaient pas explicitement interdites, mais elles ne m'étaient pas non plus spontanément accessibles. Cela dépendait essentiellement des personnes présentes avec moi, et sans doute aussi du degré de confiance qu'on m'accordait et qui a évolué au fil des semaines. L'intérieur des containers d'habitation m'est resté inaccessible du point de vue du staff jusqu'à la fin, et cela me convenait tout à fait. Il s'agissait clairement d'un espace hautement intime, et il ne m'est pas venu à l'idée de le franchir. À l'inverse, lors des derniers jours, certains travailleurs m'ont proposé d'entrer à l'intérieur pour partager un repas avec eux, ce que j'ai décliné.

C'est seulement deux semaines avant la fin de mon terrain que j'ai osé me rendre seule dans la *mensa*, sans demander l'accord préalable de la responsable. Jusqu'alors, ne pouvant me promener librement entre les containers, j'avais rangé l'espace réfectoire dans ce même ensemble – le grand ensemble au-delà de la frontière invisible que créait le parking (et la plaine de jeux qui était à sa limite). Le franchissement de cette limite a été pour moi hautement symbolique, puisqu'il a marqué le moment où je me suis détachée du reste de l'équipe.

Lorsque je suis entrée dans la *mensa*, les regards posés sur moi ont changé. Ils étaient parfois interloqués, parfois amusés, parfois méfiants. J'ai nettement senti que ma relation aux résidents s'est transformée à partir du moment où j'ai pénétré dans cet espace. Certains venaient vers moi, d'autres étaient étonnés dans un premier temps mais me prenaient finalement peu en compte. Quelques-uns semblaient au contraire gênés par ma présence. Je ne saurai jamais si ma présence dans la pièce en était réellement la cause, mais il arrivait que certains travailleurs quittent la *mensa* à ce moment-là. J'y entrais souvent avec timidité, en essayant d'être la plus respectueuse possible. J'avais conscience que, là, je ne me trouvais plus dans un espace sur lequel l'équipe de gestion

imposait ses règles, mais dans un lieu où je devenais soumise à celles de ceux qui l'occupaient.

Cette évolution a été à la fois magnifique et frustrante. Magnifique, parce que des travailleurs qui n'étaient jamais venus à moi ont alors commencé à me regarder autrement et à me distinguer de l'équipe gestionnaire du camp. Frustrante, car cette ouverture est arrivée tard – trop tard. Il ne restait qu'une dizaine de jours avant la fin de mon terrain, les tensions autour des contrats augmentaient et étaient quotidiennement palpables, et mon accès ne m'était plus accordé de manière aussi régulière. De plus, je savais que lors de la semaine suivante – qui serait la dernière pour moi –, les médiateurs culturels étaient en congé, ce qui compliquerait encore plus mon accès au *campo*. Malgré cela, quelque chose s'est clairement débloqué lors de ces quelques jours. Les liens se sont démultipliés. Je n'étais plus dans une posture d'observation, mais j'essayais de prendre un peu plus part chaque jour à leur quotidien. J'ai commencé à cuisiner et manger avec eux (même lorsque je n'avais pas réellement faim). Souvent, je capturais des regards manifestement surpris et amusés de me voir derrière les fourneaux ou en train de laver la vaisselle en entrant dans la *mensa*. Certains prenaient des photos de nous lorsque nous mangions autour de la table, comme si la scène sortait de l'ordinaire.

Passer au-delà de ces frontières invisibles m'a donc permis d'accéder à des moments de confiance et de vie quotidienne qui m'étaient jusque-là restés inaccessibles. Mais ce franchissement a aussi produit un décalage avec les membres du personnel. Si elleux étaient davantage dans une logistique de gestion effective du camp, j'étais dans une logique de rencontre. Là où je cherchais à suspendre un instant les rapports institutionnels pour partager un moment (extra-)ordinaire, leur présence restait plus attachée à des fonctions de contrôle, d'organisation ou encore de résolution de problèmes.

Ces frontières ne séparent pas seulement des espaces ; elles distinguent aussi des manières d'être dans le camp, des régimes de présence, d'habiter, de rapports aux travailleurs.









2.2. LES CORPS PRODUCTIFS

2.2.1. SALAIRES, CONTRATS ET ZONES GRISES

Le camp de Cassibile est un lieu où des personnes vivent temporairement, mais il est avant tout organisé autour du travail. Ses résidents partent tôt le matin, généralement entre 4h00 ou 5h00 selon la distance qui les sépare des champs, et rentrent souvent aux alentours de 15h00 ou 16h00.

Ils n'ont pas de jour fixe de repos dans la semaine. Ils peuvent travailler sept jours sur sept, mais ne vont pas aux champs les jours de pluie. Moussa m'explique, par exemple, qu'il est payé environ 60 € par journée et qu'il travaille six jours par semaine lorsqu'il n'y a pas d'intempérie. Cela lui fait 360 € par semaine, auxquels il doit déduire 30 € pour payer le *campo*, ainsi que 5 € par jour pour le transport dispensé par le *capo*, soit à nouveau 30 € par semaine. Il lui reste donc 300 € hebdomadaires.

Bakary*, d'origine malienne mais venant de Côte d'Ivoire, vit en Italie depuis 2010. De son côté, il m'explique que pour la saison actuelle de récolte de pommes de terre, il est théoriquement payé 55 € par jour, soit déjà en dessous du seuil minimum légal. Son horaire de base est de 6h30 à 11h00, puis de 11h30 à 14h00, ce qui correspond à une journée de sept heures, alors même que le seuil des 60 € – déjà non respecté – est calculé pour 6h30 de travail. Il me mentionne également que les heures supplémentaires sont souvent payées en « noir » et directement en liquide.

Par ailleurs, les travailleurs doivent passer par l'intermédiaire – que Bakary nomme « le noir » – dès qu'ils ont une demande à formuler, car sinon, celui-ci s'énervé : « il [le *capo*] a de l'intérêt ». Le 17 avril, Bakary me confie qu'ils n'ont toujours pas été payés depuis le début de leur travail, soit depuis environ deux semaines. Les travailleurs ont donc discuté entre eux et prévoient d'aller réclamer leur salaire le lendemain. Lorsque je quitterai le terrain le 24 avril, la situation n'aura toujours pas évolué.

Bakary me raconte également d'autres situations récentes auxquelles il a été confronté. Dans l'une d'elles, le patron payait 3 € de l'heure, mais le *caporale* ne versait que 2,85 €, gardant les 15 centimes restants pour lui par heure prestée. Dans une autre, le travail de récolte des tomates était payé à la cassette. Théoriquement, le prix était de 5,50 € par cassette, mais le *capo* gardait entre 0,50 et 1 € par unité. Selon la journaliste Mathilde Auvillain (2015) qui a réalisé une enquête sur la récolte de tomates en Italie, une cassette pèserait environ 300 kilos, et un travailleur « robuste et entraîné » pourrait en remplir au maximum six à sept sur une journée de dix heures, soit environ deux tonnes de tomates. Si l'on considère que Bakary remplissait sept cassettes et était payé 5 € par cassette, cela signifie qu'il percevait 35 € pour une journée de dix heures²⁵. Nous sommes donc très loin des seuils minimaux fixés par les conventions collectives²⁶.

*

En Italie, il n'existe pas de salaire minimum légal fixé à l'échelle nationale. Les rémunérations sont généralement déterminées par des conventions collectives à l'échelle régionale ou provinciale. Ces différents niveaux peuvent par ailleurs revêtir des conditions salariales qui se superposent, négociées par diverses organismes (fédérations, syndicats, etc.). Dans le domaine de l'agriculture, les rémunérations salariales les plus exigeantes sont définies au niveau provincial, suivant la qualification et l'expérience du travailleur. Ce dernier est alors classé sur une échelle allant du niveau 1 au niveau 6. Dans le cadre de la récolte de patates dans la région de Syracuse, le niveau généralement requis est le sixième, soit le dernier. Cela signifie en d'autres termes qu'il n'est pas demandé aux travailleurs d'avoir de l'expérience.

En théorie, les conventions collectives de la province de Syracuse fixent, pour le sixième niveau en 2025, un seuil minimal de 60,17 € par jour pour 6h30 effectives

²⁵ Par ailleurs, un prix de départ de 5,50 € par cassette semble élevé. Cela correspondrait davantage au prix des tomates cerises. En 2021, la cassette de tomates cerise tournait autour de 5,50-6 €, tandis que celle de tomates longues ou classiques tournait autour de 3,50 à 4 € (Caruso et Corrado, 2021).

²⁶ À cela, il faut encore retirer les 5 € versés chaque jour au *capo* pour le transport. Il lui restait donc 30 € pour la journée.

de travail (Confagricoltura, 2025). Toute heure prestée au-delà de l'horaire ordinaire de 39 heures par semaine (6 jours de 6h30) est considérée comme du travail supplémentaire et doit normalement être payée avec une majoration (environ 25% en semaine). Si ce cadre légal existe, la réalité du terrain révèle des pratiques bien différentes.

Globalement, concernant la saison actuelle de récolte des pommes de terre, certains travailleurs me disent être payés à l'heure, d'autres à la journée ; certains m'évoquent les deux modalités dans un même témoignage. Cette confusion présente dans les discours est en réalité représentative de ce qui se joue dans la pratique. Sur le terrain, le salaire est régulièrement négocié de manière informelle. Même lorsqu'un salaire journalier figure dans le contrat, la rémunération finale est souvent recalculée sur base d'un nombre d'heures (ou à la cassette dans le cas de certains types de récolte comme la tomate). Parfois, une partie du salaire (un nombre d'heures réduit) est déclarée à l'heure sur la fiche de paie, tandis que le reste est versé en liquide.

Les heures supplémentaires constituent elles aussi une zone « grise ». Elles peuvent être non déclarées et payées en liquide, mais aussi faire l'objet de manipulations permettant au *caporale* d'en tirer profit. Moussa m'explique ainsi que le *capo* n'a pas voulu lui faire de contrat cette année, car l'année précédente il s'était révolté à la suite d'un conflit. Chaque jour, les travailleurs avaient presté une heure supplémentaire normalement payée 10 €, contre 7 € pour une heure de base. En fin de saison, comme ils avaient dû travailler moins d'heures certains jours, le *capo* a voulu compenser ces journées incomplètes avec les heures supplémentaires déjà prestées, mais en les recalculant au tarif normal de 7 €. Les travailleurs s'en sont aperçus sur leur fiche de paie et se sont révoltés. Ils sont allés se plaindre directement auprès du patron, c'est-à-dire le chef de l'exploitation agricole, qui n'avait, selon Moussa, aucun problème à payer les heures supplémentaires au tarif prévu de 10 €. Le *capo*, en revanche, n'a pas apprécié, car il comptait se mettre les 3 € de différence par heure dans la poche.

Il ressort de cette révolte que plusieurs travailleurs n'ont pas décroché de contrat auprès du même employeur pour la saison 2025. Dans le cas de Moussa,

cela l'a fortement mis en difficulté puisqu'il n'en a pas trouvé d'autre avant fin avril. Pendant plus de trois semaines, il a donc quotidiennement été menacé d'expulsion du camp de Cassibile, car il ne respectait pas les conditions requises pour y séjourner - à savoir la détention d'un contrat de travail déclaré.

*

Ces différentes pratiques relèvent donc d'une véritable opacité contractuelle. Même lorsque les travailleurs sont régularisés et disposent d'un contrat déclaré, les phénomènes de « travail gris » et de travail « au noir » restent fréquents. C'est précisément dans ce contexte qu'interviennent les syndicats et certaines associations qui se battent pour les droits des travailleurs. Des organisations comme la FLAI-CGIL luttent activement contre ces abus, en pratiquant par exemple le *sindacato di strada* (« syndicat de rue ») qui leur permet d'atteindre directement les travailleurs.

Lors de la récolte de printemps 2025, Luca arrêtait régulièrement les travailleurs saisonniers dans les rues du village de Cassibile, mais est aussi venu à leur contact au sein du camp à trois ou quatre reprises. Il m'explique cependant qu'il s'y est rendu moins fréquemment que les années précédentes, car il estime que ce sont généralement les mêmes travailleurs qui reviennent d'année en année ; ils savent donc qu'ils peuvent se rendre à l'antenne locale située sur la *Via Nazionale* en cas de besoin. Lors des saisons précédentes, il se rendait environ une fois par semaine au *campo* pour rencontrer les travailleurs. Ces visites constituent souvent un premier contact : il s'y présente, explique brièvement son rôle en tant que syndicat, écoute les problèmes auxquels les travailleurs sont confrontés, puis leur propose d'essayer de les résoudre ensemble.

Luca m'explique que lorsque le travailleur est en situation irrégulière, l'accès aux mécanismes de signalement des conditions de travail et des violations de ses droits est extrêmement difficile et complexe. Quand le travailleur est régularisé, il devient plus facile d'engager des démarches légales. Mais même dans ce cas, il reste difficile de faire parler les travailleurs, car le chantage exercé par le *caporale* demeure omniprésent. Beaucoup n'osent donc pas se lancer dans des

démarches de plainte, tant le risque de ne plus avoir de travail par la suite est élevé.

2.2.2. LE CAPO, LE CHEF D'ÉQUIPE

Carnet de terrain, 11/04/2025.

Je parle avec Seydou sur la plaine de jeux. Il commence à faire vraiment chaud depuis quelques jours et le soleil tape. Nous nous sommes donc installés sur une table à l'ombre. Nous discutons à voix basse, pour éviter que des oreilles curieuses entendent. Quelques autres travailleurs sont également dans la plaine de jeux, assis aux tables ou allongés sur les bancs en train de faire la sieste.

Amina et Hassan arrivent en s'excusant de nous déranger, puis demandent directement à Seydou s'il a un contrat et s'il l'a enregistré. Il acquiesce sur la détention d'un contrat, mais dit qu'il ne l'a pas encore enregistré au container. Les deux médiateurs insistent pour qu'il aille le faire rapidement, puis me proposent de les accompagner faire un tour des containers quand j'aurai fini de parler avec Seydou. J'accepte, mais ils restent quand même plantés debout devant nous et cherchent la conversation. J'ai l'étrange sentiment qu'ils sont venus pour me surveiller et voir de quoi on parlait. Malheureusement pour eux, nous avons arrêté notre discussion à l'instant où nous les avons vus s'approcher.

Quelques minutes avant qu'ils débarquent, Seydou a reçu un appel sur son téléphone. Mon regard a naturellement été attiré par l'écran qui s'est allumé sur la table à côté de moi. « Capo ». J'ai directement compris de qui il s'agissait. Après un court échange dans un dialecte que je ne saisis pas, il raccroche. Je comprends que je dois sauter sur l'occasion pour aborder le sujet avec lui. Il est directement concerné par le caporalato – je viens d'en être témoin. Cela devient tangible pour moi. Mais comment l'aborder ?

Je décide d'avancer à tâtons sans aller à la confrontation. Je commence alors par lui demander si tout va bien, ce à quoi il me répond qu'il y a eu des problèmes avec certains travailleurs de son équipe. Je comprends que certains sont partis et qu'il y a donc de la place pour des nouveaux. Seydou semble intéressé de proposer à certains de ses amis, mais je comprends par ailleurs que certains contrats déclarés se font attendre. Je lui demande alors si la personne qui l'a appelé est son chef d'équipe et quel est son rôle. Il commence alors à m'expliquer que la situation est compliquée. Nous parlons à bas volume. Je sens qu'il s'ouvre petit à petit et que nous allons enfin pouvoir entrer dans le vif du sujet... lorsque nous apercevons Amina et Hassan.

Leur approche est maladroite avec la question du contrat envers Seydou. Il est clair qu'ils viennent pour autre chose et que cette question n'est qu'un prétexte. Alors qu'ils essaient de nous tenir la conversation, je me rends compte du décalage énorme entre eux et les travailleurs. Très rapidement, ils critiquent ouvertement les caporali, mais en parlent comme d'un phénomène lointain avant la construction du camp, comme si ce n'était plus d'actualité depuis qu'il a été construit. Je crois halluciner de la temporalité de la scène.

Ça me fait penser à la discussion que j'ai eue hier après-midi avec Moussa, lorsqu'il me disait que les médiateurs culturels ne servaient à rien. Plus les jours passent, plus je suis effectivement surprise de leur (in-)activité. Ils passent la grande majorité de leur temps assis dans le container administratif et attendent qu'il se passe quelque chose ou qu'on vienne à eux. C'est extrêmement rare qu'ils sortent du bureau et aillent parler aux travailleurs, excepté lorsqu'ils font le tour des containers pour demander les paiements. Je sens que cela crée certaines incompréhensions entre l'équipe et moi, car nous sommes dans des dynamiques très différentes. Je passe quasiment tout mon temps à l'extérieur du container administratif, ou au minimum au seuil sur les marches, observant les mouvements et montrant par la même occasion que je suis là.

Pendant que j'essayais d'avoir des informations auprès de Seydou, il me montra de la tête l'homme qu'il venait d'avoir au téléphone, le *capo*. Ce dernier résidait dans le camp et je le voyais presque tous les jours, mais ne lui avais jamais parlé. Il n'était pas venu à moi et il ne me semblait pas l'avoir vu trainer autour du container administratif ni à l'intérieur. Je n'ai jamais su son « vrai » nom ; je ne l'ai pas demandé non plus. J'ai juste mis un visage sur un phénomène qui semblait en même temps extrêmement proche, et jusqu'alors, assez lointain.

Cette scène extraite de mon carnet de terrain, qui aurait pu être assez « banale » par les dynamiques quotidiennes qui la traversaient, a pourtant marqué un tournant dans ma compréhension du *campo*. Jusque-là, le *caporalato* apparaissait dans les discours théoriques et institutionnels comme un phénomène extérieur à l'Ostello, appartenant à un « avant » du camp, ou à un « dehors » que la structure avait précisément pour mission de maintenir à l'écart. Or, le *caporalato* était loin d'être absent une fois la grille passée ; il continuait d'exister à l'intérieur même d'un espace censé protéger les travailleurs de ses logiques.

Cette scène – et beaucoup d'autres semblables d'ailleurs – a par ailleurs mis en évidence le décalage énorme entre certains membres de l'équipe de l'Ostello et ses résidents. Cela m'a d'autant plus frappée qu'il s'agissait régulièrement de médiateurs culturels. Qu'ils aient ici agi par vigilance ou simplement par maladresse en venant à notre rencontre, le résultat fut le même : l'échange s'est refermé. Même après plusieurs semaines quasi quotidiennement à leurs côtés, j'ai mesuré à quel point la circulation de la parole demeurerait fragile, surveillée, souvent entravée. Entendre que les médiateurs « ne servaient à rien » m'avait semblé, dans un premier temps, un peu rude. Mais par la suite, j'ai réabordé cette parole par ce qu'elle disait possiblement de manière sous-jacente : une distance profonde entre la logistique de gestion du camp, le discours institutionnel, et l'expérience vécue des travailleurs.

*

Une méthode pour tenter d'identifier les *caporali* aurait pu être d'observer les voitures qui entraient et sortaient du camp, et plus particulièrement les personnes qui les conduisaient. Seulement, les convois partaient très tôt vers les champs, revenaient généralement avant l'arrivée de l'équipe de PassWork – et donc avant ma propre entrée dans le camp, puisque je ne pouvais y pénétrer qu'en leur présence – et débarquaient les travailleurs à l'extérieur du camp. Tous ces éléments rendaient l'observation difficile. À cela s'ajoutaient les changements de conducteurs, qui amenaient une confusion sur les propriétaires des véhicules.

De temps à autre, certains travailleurs allaient s'asseoir sur les sièges avant d'une camionnette garée sur le parking du camp, moteur éteint, fenêtres abaissées. Ils y restaient parfois pendant des heures. Il s'agissait souvent des mêmes deux ou trois personnes, sans que celles-ci soient nécessairement celles que j'avais vues au volant lorsque les voitures revenaient des champs vers quinze ou seize heures. Par moments, d'autres travailleurs s'approchaient et leur parlaient à travers la fenêtre baissée. La scène m'intriguait. J'ai donc tenté, assez naïvement, d'aller leur parler pour comprendre pourquoi ils restaient ainsi assis dans une voiture à l'arrêt. Je me suis approchée, ai essayé d'engager la conversation par la fenêtre ouverte, mais l'échange n'a pas pris. Ils répondaient peu, semblaient fermés à la discussion, et j'ai eu l'impression qu'ils me regardaient avec méfiance, comme s'ils se demandaient ce que je leur voulais. Un profond malaise m'a traversée. Je suis repartie en faisant comme si de rien n'était, et je n'ai plus jamais tenté d'entrer en dialogue avec eux.

Par ailleurs, la camionnette était toujours garée dans le même sens. Depuis les sièges avant, elle faisait face à la large zone administrative et à la plaine de jeux, tout en offrant une vue dégagée sur les containers situés sur sa gauche. La position était donc relativement stratégique : les personnes assises à l'intérieur pouvaient observer une grande partie des circulations dans le camp ainsi que les entrées et sorties des travailleurs.

Je ne peux évidemment pas affirmer avec certitude qu'il s'agissait de *caporali*. Mais la récurrence de cette scène, la position stratégique de la voiture et la

fermeture de l'échange m'amènent tout de même à me poser sérieusement la question.

*

Même parmi les travailleurs, la perception du phénomène variait. Alors qu'il venait de m'expliquer en détails comment fonctionnait l'intermédiation via le *caporale*, Moussa me dit très clairement que, selon lui, il n'y en avait pas au sein du camp et qu'il était très compliqué de les contacter car ceux-ci voulaient « rester secret ». Rien, à première vue, ne distingue les *caporali* des autres hommes présents dans le camp. Ils se manifestent plutôt à travers leurs effets concrets, à savoir une place disponible dans une équipe, l'obtention d'un contrat déclaré, la résolution d'un conflit ou encore un paiement qui tombe enfin. Ces effets, l'association en charge de la gestion du camp et moi-même en étions témoins au quotidien. Pourtant, personne ne semblait vraiment se demander qui en était à l'origine²⁷.

Par ailleurs, à cette difficulté d'identification s'ajoutait une seconde forme de flou : celle du vocabulaire employé pour les nommer.

Carnet de terrain, 14/04/2025.

Moussa m'a expliqué qu'ils appelaient le caporale « chef d'équipe » et non « capo », car « capo », c'était « interdit ».

Lorsque Moussa me le dit clairement, c'est loin d'être la première fois que j'entends l'appellation « chef d'équipe ». En l'utilisant, le changement de lexique produit un effet de normalisation aux yeux du reste de la société. Il fait glisser une figure illégale et stigmatisée vers une fonction finalement ordinaire du monde du travail, permettant de maintenir la pratique tout en atténuant sa

²⁷ De mon côté, la compréhension de ce système est arrivée bien trop tardivement sur mon terrain – et, sur certains aspects, même après mon terrain – que pour que je puisse approfondir la question.

charge symbolique et pénale. Le *caporalato* se reformule dans des termes plus neutres, plus facilement intégrables à la vie du camp. C'est probablement aussi une des raisons pour lesquelles il est si difficile à saisir, parce qu'il ne s'impose pas toujours comme une rupture manifeste avec l'ordre institutionnellement établi, mais plutôt comme une composante pratique et presque banale de son fonctionnement quotidien.

Carnet de terrain, jeudi 10/04/2025.

Il me dit que passer par le caporale ou par un centre d'aide à l'emploi, c'est la même chose. À part que le caporale, lui, leur trouve du travail.

Cette remarque permet de comprendre pourquoi le *caporale* ne peut être réduit à une simple figure criminelle. Le *caporalato* doit aussi être compris comme un système fonctionnel d'intermédiation et d'organisation du travail agricole. Il s'impose là où les institutions et les services publics de placement ne parviennent pas toujours à garantir une mise en relation effective entre travailleurs et employeurs. Le *caporale* ne se contente pas de recruter ; il devient une véritable « agence de services » (Berti, 2023), en organisant les équipes, en assurant le transport vers les champs et en facilitant parfois l'obtention des contrats et des paiements. Il devient ainsi une figure difficilement contournable du marché du travail agricole saisonnier.

Cette efficacité repose sur une vulnérabilité qui n'est pas seulement individuelle, mais structurelle. Le cadre législatif italien, en liant fortement le droit au séjour à la détention d'un contrat de travail, place les travailleurs immigrés dans une position de dépendance particulièrement forte. Perdre son emploi, ne pas obtenir de contrat déclaré ou contester ses conditions de travail peut alors fragiliser bien plus qu'une situation professionnelle : cela peut mettre en danger le droit de rester sur le territoire. Comme l'écrivent Berti (2023) et Cornice (2022), et comme me l'explique également Luca, cette dépendance engendre une forme de « vulnérabilité structurelle », où la conscience de l'exploitation ne

mène pas nécessairement à la contestation. Plusieurs travailleurs m'expliquent savoir qu'ils sont exploités, mais les rapports de force, la dépendance au contrat et la fragilité administrative rendent toute révolte difficilement envisageable.

Le *caporalato* prospère précisément dans cet interstice. Le phénomène ne repose plus seulement sur la pauvreté rurale, comme ce fut historiquement le cas, mais sur l'articulation entre précarité administrative, mobilité saisonnière, dépendance au contrat de travail et absence d'alternatives institutionnelles. C'est peut-être là que réside son efficacité : dans sa capacité à se réinventer, à traverser les décennies, à changer de forme et à se glisser dans les failles du système italien.

Cette fabrique institutionnelle de la précarité ne s'exprime toutefois pas seulement dans les rapports de travail. Elle se lit aussi dans les mouvements de ceux qui les vivent. La circulation au sein du pays, au rythme des saisons agricoles, constitue une dimension centrale de la condition du travailleur saisonnier immigré. La mobilité devient une condition de son existence : il faut se déplacer pour travailler, et travailler pour pouvoir rester.

2.2.3. CIRCULER POUR SURVIVRE

Amadou est arrivé en Italie en 1998. Il me raconte qu'il a d'abord travaillé douze ans dans une usine d'acier et aluminium du côté de Bergame, au nord du pays. Après la fermeture de l'entreprise, il a dû trouver des petits boulots pour subvenir à ses besoins. C'est à ce moment-là qu'il est entré dans le circuit du travail saisonnier et enchaîne depuis généralement trois saisons de récolte dans trois régions différentes par an : olives à Trapani en automne, agrumes en Calabre en hiver, pommes de terre à Syracuse au printemps. L'été, entre les mois de juin et septembre, il retourne à Gênes, la ville où il réside avec le grand frère de son épouse restée au pays. Là, Amadou travaille dans le domaine de

l'hôtellerie-restauration, également connu pour son haut taux d'exploitation des travailleurs immigrés²⁸.

L'un des grands phénomènes adjacents au travail agricole est celui des migrations saisonnières. Les travailleurs saisonniers immigrés se déplacent de région en région en Italie suivant généralement des routes « circulaires » à travers le pays selon la saisonnalité des cultures : olives à Trapani en automne, agrumes en Calabre en hiver, pommes de terre à Cassibile (et alentours) au printemps, tomates, courgettes et aubergines en été à Foggia, dans les Pouilles. On assiste alors à un phénomène semblable à celui d'une « transhumance humaine » (Caruso et Corrado, 2021).

Ce type de mobilité est synonyme de précarité et d'instabilité, et les marges de manœuvre restent limitées pour les travailleurs. Luca m'explique à ce sujet que les immigrés sont souvent confrontés à une situation complexe d'un point de vue fiscal lorsqu'ils souhaitent cumuler leur travail saisonnier agricole avec une autre activité professionnelle déclarée. Nombre d'entre eux envisagent par exemple de lancer une activité en tant que vendeur ambulant pendant les saisons touristiques. Or, lorsqu'ils travaillent dans le domaine agricole, ils peuvent aspirer à un *unemployment check* pour les mois durant lesquels ils ne sont pas employés. Ce système de chômage – aide financière extrêmement précieuse pour les travailleurs immigrés – consiste en un montant versé annuellement par l'INPS (*Istituto Nazionale della Previdenza Sociale*, « Institut national de la sécurité sociale ») et répond à des critères stricts.

Pour pouvoir travailler comme vendeur ambulant ou indépendant de manière générale, un travailleur doit se doter d'un code fiscal et se déclarer *self-employed*. Ce changement de statut rend alors impossible l'accès à l'*unemployment check*, puisque le travailleur est désormais considéré comme étant actif à son propre compte. Cette contrainte décourage donc les travailleurs saisonniers immigrés à se lancer, de manière légale, dans des activités indépendantes secondaires,

²⁸ Selon Luca (24/02/2025), l'agriculture et l'horeca sont les deux secteurs majeurs au sein desquels l'exploitation des travailleurs immigrés est la plus présente. Il estime qu'environ 75% des restaurants à Syracuse exploitent leurs employés en cuisine.

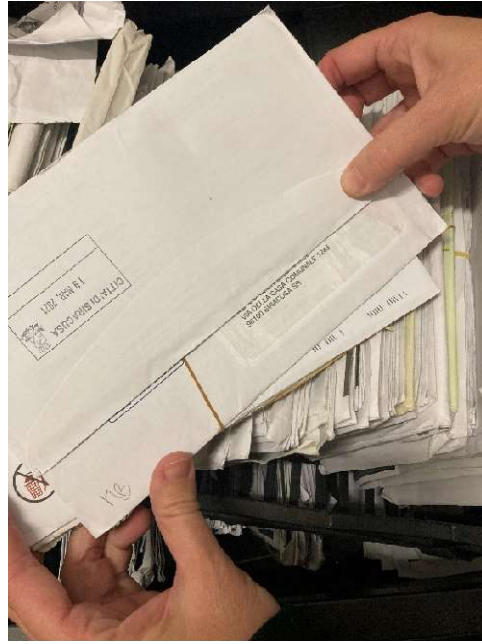
accentuant leur dépendance au travail agricole précaire et au secteur informel. À nouveau, le système contraint les travailleurs à accepter des situations d'exploitation.

Bien qu'ils soient relativement « nomades », la majorité des travailleurs saisonniers immigrés ont un domicile quelque part en Italie pour lequel ils paient un loyer tout au long de l'année. Cette situation découle du fait que la détention d'une adresse de résidence est une prérogative au maintien du titre de séjour. Cela peut constituer un véritable obstacle pour certains, dû notamment à de nombreux cas de discrimination raciale dans la recherche de logement.

Face à ce problème, certaines associations autorisées présentent des solutions alternatives. C'est le cas de Giulia qui, depuis des années avec la FNCC, propose de créer une adresse fictive aux personnes immigrées sans domicile. Ce service, légal à ma grande surprise, est en réalité un processus qui prend place dans plus de deux cent villes italiennes suivant la loi n°1228 de 1954. Celui-ci consiste en la création d'un registre fictif pour les citoyens sans-abris et implique, en pratique, l'attribution d'un numéro sur la « *via della casa comunale* », rue qui n'existe pas physiquement, mais bien légalement. Le dispositif de résidence fictive permet de maintenir le droit de séjour de la personne et de faciliter son intégration sociale, car la résidence personnelle est une condition préalable indispensable à l'exercice de certains droits civils.

*

Ces mobilités répétées disent ainsi quelque chose de la précarité particulière dans laquelle demeurent les travailleurs saisonniers immigrés. Leur vie s'organise continuellement dans le provisoire, au rythme des récoltes, des départs, des retours. Elles posent donc aussi très concrètement la question du logement dans ces déplacements. Où dormir lorsque le travail est temporaire, les ressources limitées et les lieux d'emploi éloignés des centres urbains ?



Photos de l'armoire dédiée au courrier des résidents de la *Via della casa comunale* à Syracuse.

2.2.4. CONDITIONS DE VIE ET DE SANTÉ

Carnet de terrain, mardi 15/04/2025.

Abdoulaye me parle de Campobello, où il allait quelques années auparavant pour la récolte des olives. Là-bas, il me décrit un immense ghetto fait de 2000 à 3000 tentes et de bâches. Il m'explique qu'il n'était pas possible d'avoir accès à une cuisine, à de l'eau, ou à des conditions minimales pour manger correctement. Les travailleurs partaient donc parfois au travail en ayant faim.

Les conditions de vie des travailleurs saisonniers sont extrêmement précaires lorsqu'ils sont en déplacement. Les dispositifs d'accueil varient d'une région à l'autre, mais, globalement, ils prennent la forme de camps de fortune que les

travailleurs construisent eux-mêmes. Il n'existe donc pas réellement de dispositif d'accueil structuré et organisé de manière durable par les pouvoirs locaux à travers le territoire italien, à quelques exceptions près. Plusieurs travailleurs me parlent d'incendies de camp au cours desquels ils ont tout perdu, alors que les secours tardaient à arriver. Dans la région de Syracuse, avant la construction de l'Ostello, les travailleurs vivaient sous des bâches tendues entre les arbres en bordure des champs, ou installaient leurs campements dans des ruines situées à 2-3 kilomètres de Cassibile, en flanc de colline. De nombreux travailleurs vivent dans des camps informels ou dans des bâtiments abandonnés, souvent surpeuplés et dépourvus de services essentiels. Ils manquent souvent d'accès à l'eau et l'électricité²⁹.

Les solutions proposées par les autorités locales ou régionales en matière de logement pour les travailleurs saisonniers sont tout d'abord rares, mais surtout régulièrement situées à l'écart des centres urbains. Le manque d'accès aux villes et aux services renforce l'isolement des travailleurs et accroît leur dépendance vis-à-vis des employeurs et des intermédiaires, notamment pour le transport vers les champs (Amato et al., 2022 ; Caruso et Corrado, 2021 ; Cornice, 2022). Les politiques d'accueil fondées sur l'urgence et sur la concentration des personnes dans des espaces à part contribue à renforcer la ségrégation et l'exclusion sociale (voir 1.3. *A la marge*).

Ces conditions de vie et de travail ont des conséquences directes sur la santé des travailleurs saisonniers. L'insalubrité des lieux de vie, le manque d'accès régulier à de l'eau potable, les difficultés de maintenir une hygiène suffisante et la pénibilité du travail agricole en lui-même contribuent à une morbidité accrue (Caruso et Corrado, 2021). Dans la littérature, plusieurs auteurs soulignent la fréquence de troubles ostéo-musculaires, d'infections et de maladies chroniques ; tous liés à la précarité des conditions de vie et de travail.

²⁹ Selon certains auteurs, ces conditions de vie seraient, dans une certaine mesure, maintenues parce qu'elles rendent les travailleurs plus dociles et plus disponibles (Anderlini, 2023 ; D'Onghia et de Martino, 2018).

Sur le terrain, la médecin du *campo* envoyée par l'ASP, Alba*, m'explique qu'elle traite majoritairement des allergies, des maladies chroniques et des maux physiques tels que des maux de dos. Elle me décrit l'assistance médicale présente au camp par « Nous comblons un vide »³⁰. Sa phrase met en lumière la nécessité concrète d'une présence médicale sur place et du fait que cette prise en charge intervient là où le système ordinaire de santé ne parvient pas à répondre de manière adaptée aux travailleurs saisonniers. Cela pourrait déjà s'expliquer, pour commencer, par la méfiance qu'ils me témoignent à se rendre dans les institutions de manière générale.

Ce que me disent les travailleurs recourent les dires d'Alba. Ils m'évoquent également des problèmes d'articulations, de douleurs au dos, aux mains, aux pieds, de fatigue physique et mentale. À cela s'ajoute leur exposition à des conditions climatiques parfois extrêmes, notamment la chaleur du Sud de l'Italie en haute saison. Un nombre important de travailleurs au *campo* étaient de confession musulmane et faisaient le ramadan pendant la période de récolte. Ils pratiquaient donc le jeûne, combiné à la dureté physique du travail et à la chaleur.

Quand ils reviennent des champs, la fatigue se lit sur leur visage. Ils marchent plus doucement, me sourient et me font signe de loin pour me saluer et se dirigent généralement vers les douches avant d'aller faire une sieste. Ils ne reviennent vers moi qu'après s'être reposé. L'éprouvement des corps est si intense dans les récoltes saisonnières que le développement de douleurs physiques et de maladies chroniques est plus que fréquent, presque inévitable.

Face à cette accumulation de fatigue et de douleurs, les travailleurs cherchent parfois des formes de soulagement. Certains m'expliquent s'en remettre à Dieu et en la confiance que tout arrive suivant son plan, d'autres se tournent de temps à autre vers la consommation de substances ; parfois les deux. À plusieurs reprises, un parfum de marijuana est arrivé à moi lorsque je pénétrais dans le réfectoire du camp. Je percevais alors une forme de panique dans la petite pièce

³⁰ « We are covering a gap »

du fond d'où émanait l'odeur. Les travailleurs savent que la consommation est illégale. Giulia m'explique à ce sujet qu'une personne détentrice d'un permis de séjour peut risquer de le perdre si elle est prise en flagrant délit de consommation de drogue. Les enjeux peuvent donc être importants pour eux.

Les travailleurs m'expliquent qu'ils ne reçoivent pas toujours de gants de la part de l'employeur, alors qu'ils ramassent les patates à même le sol. Le terrain est particulièrement rocailleux dans la région ; les risques de blessure sont donc élevés. Généralement, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui doivent se les fournir. Par ailleurs, ils ne portent généralement pas les protections adéquates pour être exposés aux substances chimiques utilisées dans les champs, tels que les pesticides et herbicides ³¹.

Même si les travailleurs ne m'en ont pas directement parlé, la littérature souligne également la fréquence d'accidents graves, voire mortels, dans le domaine agricole. Ceux-ci peuvent être liés au renversement de machines, aux conditions de travail elles-mêmes, mais également aux accidents de la route dans le transport vers les champs, à bord de véhicules surpeuplés (Berti, 2023 ; Frisone, 2024). Le manque de sécurité ne concerne donc pas uniquement le moment de récolte en tant que tel, mais entoure le travail au sens plus large.

*

À travers nos discussions du quotidien sur leurs conditions de vie et de travail au long des semaines, il m'est progressivement apparu qu'ils percevaient ces atteintes répétées à leur condition humaine comme les manifestations d'un système plus large de dépossession et de contraintes. L'usure des corps, la fatigue chronique, la peur constante de perdre son travail ou ses papiers, mais surtout l'impossibilité de refuser les conditions de ce système, tracent les contours d'un univers que certains me nomment mot à mot « esclavage moderne ».

³¹ Au-delà des produits phytosanitaires courants, certaines enquêtes ont révélé l'usage de substances cancérogènes importées illégalement depuis la Chine, et préparées en Italie dans des laboratoires clandestins liés à des réseaux criminels (Omizzolo, 2019).

« *L'Europe nous trahit, fait de nous des esclaves* »

Un jour, Moussa me dit que 75% des Africains réfugiés en Europe ont des problèmes mentaux. Lorsque je lui demande alors comment, lui, fait pour tenir le coup il me répond que les seules solutions sont de consommer peu et de s'entraider entre amis. Puis il ajoute : « Si je veux réussir, si je veux être riche, je vais en Afrique. Ici, l'Europe nous trahit, fait de nous des esclaves. C'est un nouveau modèle d'esclavage. Un esclavage moderne ».

Dès le début de notre conversation, il m'expliquait qu'à ses yeux, l'Union Européenne ne « disait pas la vérité ». Il me dit avoir « mal aux yeux » quand il regarde le drapeau européen, qu'il voudrait protester, le brûler. Selon lui, l'Europe détruit en Afrique pour ensuite faire venir des travailleurs sur son sol. Il a quitté son pays pour entrer dans « une autre galère, une prison ». Dans son discours s'entremêlent souffrance psychique, épuisement physique, précarité administrative. Toutes ces dimensions semblent être connectées et relever d'un même système d'assujettissement.

Cette notion d'*esclavage moderne* revient à de nombreuses reprises sur mon terrain dans la bouche des travailleurs que je rencontre. Elle apparaît également de manière récurrente dans la littérature consacrée aux travailleurs saisonniers immigrés (Anderlini, 2023 ; Auvillain, 2015 ; Berti, 2023 ; Devetter, 2024 ; Frisone, 2024 ; Magnan et Math, 2024 ; Marcucci de Vincenti et Salinari, 2019). Selon l'Alliance 8.7 (2026), l'esclavage moderne est :

« Un terme générique qui recouvre le travail forcé, le mariage forcé et la traite des êtres humains. Le point commun est qu'une personne est exploitée et qu'elle ne peut pas refuser ou partir en raison de menaces, de violence, de coercition, de tromperie, de manipulation et/ou d'abus de pouvoir. »

D'autres auteurs mobilisent des termes proches comme « travail servile » (*lavoro servile*) ou « para-esclavagiste » (*para-schiavistici*) (Caruso et Corrado, 2021). Selon eux, le travail saisonnier auquel sont soumis de nombreux travailleurs saisonniers immigrés relève de cet ordre, dans la mesure où il

s'inscrit dans une « organisation totalisante », au sein de laquelle l'individu est réduit à un état de besoin tel qu'il se voit contraint d'accepter des conditions de vie et de travail inhumaines, sans réelle possibilité de négociation.

Dans le cadre de son enquête sur la face cachée de la tomate italienne, Mathilde Auvillain a recueilli le témoignage d'un travailleur saisonnier : « Aujourd'hui, l'esclavage ce ne sont plus les chaînes que l'on mettait aux pieds de nos ancêtres. Mais ces chaînes ont été remplacées par le permis de séjour, les papiers. C'est une forme d'esclavage moderne. Tout le monde le sait, les autorités italiennes le savent, mais elles ne font rien » (2015, p. 12). Les anciennes chaînes physiques de l'esclave auraient ainsi été remplacées par des chaînes administratives, à travers la dépendance au permis de séjour, mais également à travers la dépendance absolue entre détention d'un permis de séjour, accès à un emploi, et employeur. Ces multiples formes de dépendance transforment le travailleur saisonnier en un simple « corps productif », avec peu – voire pas – d'accès effectif à ses droits.

2.3. ACCUEIL SOUS CONDITIONS

2.3.1. L'ENJEU DU CONTRAT DÉCLARÉ

Si avoir un contrat de travail déclaré demeure une des conditions pour pouvoir dormir à l'Ostello pendant la saison de récolte, les termes varient chaque année. Nadia m'explique que lors des deux premières années d'ouverture du camp, les travailleurs devaient être en possession d'un contrat avant d'arriver. Lors de la troisième année, en 2023, ils disposaient d'une semaine à dix jours pour le présenter. En 2024, la municipalité imposa à nouveau un contrat préalable à l'arrivée au centre, mais un délai de cinq jours fut finalement obtenu – notamment grâce à la FNCC. Pour cette année, je sens que tout le monde avance à tâtons. Un délai est possible, mais les conditions ne sont pas claires, tout comme la question de savoir qui paiera les nuitées des travailleurs.

En théorie, les travailleurs sont avertis qu'ils risquent l'expulsion du camp s'ils ne sont pas en possession d'un contrat. En pratique, la difficulté d'obtenir un contrat déclaré dans les champs pour un travailleur immigré dépend essentiellement du réseau qu'il a pu se construire durant les saisons précédentes. Les rares personnes détenant déjà une promesse d'embauche avant d'arriver à Cassibile l'ont généralement obtenue grâce à un caporale. Pour les autres, il faut faire jouer ses connaissances et se faire introduire auprès d'un intermédiaire qui acceptera, ou non, d'offrir un contrat déclaré pour la saison. C'est aussi ici que se comprend la difficulté à revendiquer quoi que ce soit auprès de l'employeur. Si le travailleur s'y risque, il a conscience qu'il pourra être rayé des listes pour les années suivantes.

Par ailleurs, une particularité du travail agricole réside dans le fait qu'il dépend directement de la météo, facteur sur lequel le travailleur saisonnier n'a aucune emprise. Lorsque j'arrive en Sicile début février, il pleut régulièrement et, en en discutant avec certains locaux, je me confronte à une réalité complètement

autre que la mienne. Alors que je râle sur le fait d'avoir fui la pluie belge pour en trouver tout autant en Sicile, eux s'en réjouissent. Depuis plusieurs années, la région de Sicile doit faire face à une des plus importantes crises hydriques de son histoire. L'année 2024 est marquée par de longs mois de sécheresse ayant eu un impact dramatique sur l'agriculture et l'accès de la population à l'eau potable. Les pluies du premier quadrimestre de 2025 sont ainsi accueillies avec beaucoup de joie. Mais si elles sont synonymes d'une nature qui renaît de ses cendres, elles apportent avec elles le chômage technique pour les travailleurs saisonniers. En effet, ces derniers ne se rendent généralement pas aux champs les jours pluvieux, ni les jours suivants.

Lors des premières semaines d'ouverture du camp, la météo est souvent marquée par la pluie et les orages. Cela a pour conséquence un retard du démarrage de la saison de récolte et, avec lui, des contrats qui se font attendre. Une dissonance apparaît alors rapidement entre les conditions imposées sous pression par l'institution et la réalité du terrain qui doit être gérée par PassWork. L'association semble devenir un intermédiaire tiraillé entre les ordres qu'elle reçoit d'en haut et les difficultés concrètes d'application de ceux-ci. Respecter les termes, c'est-à-dire procéder à l'expulsion en l'absence d'un contrat déclaré après sept jours, signifierait mettre à la porte du camp la grande majorité – voire la quasi-totalité – des travailleurs saisonniers, alors même que ceux-ci sont indispensables à l'agriculture locale. De plus, les différents acteurs ont malgré tout conscience qu'en expulsant les travailleurs du camp, ceux-ci se retrouvent exposés à des situations de grande précarité, sans conditions de vie décentes et, de facto, à des risques encore plus importants de non-respect des droits humains et d'exploitation.

Si un contrat légal déclaré est une condition *sine qua non* au séjour, il va sans dire que le travailleur non régularisé ne peut espérer dormir au sein de l'Ostello de Cassibile. Cette exigence de statut régularisé exclut de nombreux travailleurs, contribuant à produire une hiérarchie entre les personnes immigrées, entre le « bon migrant » régularisé à « sauver » de l'exploitation, et celui qu'on peut délaissier. Pourtant, il est évident que les travailleurs saisonniers immigrés non

régularisés sont tout autant sujets à l'exploitation que les régularisés – voire davantage, puisqu'il est encore plus compliqué pour eux d'obtenir des alternatives pour gagner de l'argent et subvenir à leurs besoins.

En arrivant à l'Ostello, le travailleur est amené à signer un contrat de séjour dans lequel il s'engage à payer 30 € par semaine à l'*ufficio*, le container du camp destiné aux affaires administratives. Lorsque je demande à l'opératrice de PassWork présente quotidiennement à ce poste sur quel compte bancaire arrive cet argent – celui de la municipalité ou celui de l'association – elle n'est pas en mesure de me répondre. Je n'obtiendrai finalement jamais la réponse.

2.3.2. HOSPITALITÉ EN TENSION

Par ailleurs, la question de savoir qui devait payer les 30 € hebdomadaires n'était pas réglée avant le début de la saison. Dès les premières semaines, une confusion importante apparaît entre EBAT, PassWork, la municipalité et les travailleurs. Les travailleurs doivent-ils payer uniquement la première semaine, comme c'était le cas l'année précédente, ou toutes les semaines passées au camp ? Est-ce à eux de payer, ou aux entreprises agricoles ? Rien ne semble vraiment clair.

Luca cherche alors à comprendre ce qui a changé par rapport à l'année précédente. Selon lui, ce sont théoriquement les entreprises qui doivent payer les 30 €. Il m'explique que les entreprises agricoles sont censées s'assurer que les travailleurs disposent d'un endroit où vivre. Si ce n'est pas le cas, elles doivent leur en fournir un. Cette clause ne concernerait pas seulement les entreprises ayant un accord avec EBAT au sujet des travailleurs saisonniers immigrés, mais toute entreprise agricole de la région.

Quelques jours plus tard, Luca recevra une information qui viendra complexifier la situation : la commune aurait décidé seule, sans consulter personne, que les travailleurs paieraient eux-mêmes les 30 € hebdomadaires. La raison avancée serait que la municipalité n'aurait pas reçu la totalité de ce qu'elle devait recevoir de la part d'EBAT l'année d'avant. Le responsable de Luca contacte alors la personne chargée d'effectuer ce paiement au sein d'EBAT. Celle-ci affirmera à la

CGIL que c'est faux, et que la somme a bien été payée dans sa totalité. Luca en vient alors à penser que la municipalité ne comprend pas réellement le fonctionnement des paiements au sein de l'Ostello.

Les discussions sont donc animées pendant plusieurs semaines entre PassWork, la CGIL, EBAT et la municipalité. Chacun semble se renvoyer la balle. Une réunion de crise est finalement organisée avec des représentant.e.s de chaque partie. Je demande à y assister, mais cela me sera refusé. Luca et Nadia me rapporteront tous les deux de leur côté le lendemain que la réunion s'est résumée à des cris pendant deux heures.

Cette confusion a des répercussions directes sur l'ambiance au sein du camp. Nadia se retrouve prise entre les pressions de la municipalité, qui réclame les paiements, et la réalité du terrain. D'un côté, les travailleurs ne comprennent pas pourquoi ce serait à eux de payer, alors qu'il est inscrit dans les clauses régionales que l'employeur doit assurer un logement. De l'autre, beaucoup peinent à décrocher un contrat, et donc à avoir concrètement l'argent nécessaire pour payer leur séjour au camp.

La situation dure ainsi pendant des semaines. Les informations qui circulent ne sont pas claires et tout le monde semble un peu perdu.

Au milieu de cette situation, Antonia tient un fichier sur l'ordinateur de l'ufficio, indiquant quel travailleur a payé quelle(s) semaine(s). Nadia demande ensuite aux médiateur.rice.s de passer dans les containers pour réclamer l'argent. Et cette scène se répète quotidiennement. À mes yeux, il est évident que cette dynamique renforce le décalage entre les travailleurs et les médiateur.rice.s, car leurs interactions se résument de plus en plus souvent à réclamer les contrats déclarés et les paiements.

À chaque fois que je me rends à l'Ostello, je remarque que les tensions s'intensifient. L'ambiance devient lourde. La police est présente tous les jours et fait régulièrement des tours dans le camp. Avec la situation liée aux paiements, Luca me rapporte même que la police voudrait expulser de l'Ostello tous ceux qui ne paient pas. La veille, j'avais justement demandé à Antonia combien de

personnes étaient en ordre. Elle m'avait répondu qu'environ dix travailleurs sur deux cent vingt avaient payé. Et puis, de temps à autres, la municipalité déclare vouloir expulser toutes les personnes n'ayant pas de contrat déclaré.

Dans ce contexte, de nombreux travailleurs me disent qu'ils ne veulent plus revenir à l'Ostello les années suivantes. La scène d'expulsion du 24 avril, racontée en préambule de ce mémoire, se déroule exactement au cœur de ces tensions.

*

La question du contrat déclaré apparaît ainsi comme l'un des principaux seuils d'accès au camp. Comme me l'explique Nino, certaines personnes continuent à dormir sous les arbres ou dans des campements informels, précisément parce qu'elles ne remplissent pas les conditions nécessaires pour entrer au camp :

« Il y a toujours des personnes qui dorment sous les arbres ou qui sont installées de manière abusive. Pourquoi n'y [au camp] vont-elles pas ? Parce que pour aller là-bas, il faut avoir un contrat de travail, il faut être en situation régulière. Certaines, même lorsqu'elles sont régulières, n'ont pas de contrat de travail, parce qu'elles travaillent à la journée ou avec des contrats très courts. On n'arrive même pas à faire un contrat, parce qu'elles sont parfois prises pour un ou deux jours. Le problème concerne une partie des migrants qui ne sont pas en situation régulière ; une autre partie est régulière, mais n'a pas de contrat. Certains n'ont pas de titre de séjour ; d'autres sont engagés seulement pour deux ou trois jours, donc personne ne fait de contrat pour une période aussi courte. »

L'accueil proposé par l'Ostello reste donc profondément conditionnel. Il protège une partie des travailleurs, mais laisse en même temps à distance ceux qui se trouvent précisément dans les situations les plus précaires : sans contrat, sans titre de séjour, ou employés dans des formes de travail trop courtes et trop informelles pour entrer dans les critères du dispositif.

2.4. LA DOUCE PRISON FACILITE LA CAPTURE

2.4.1. LA DOUCE PRISON

Je me souviens de la première fois que j'ai lu l'expression « douce prison ». Je m'étais isolée en ermitage dans la nature pour écrire un travail intitulé « Habiter l'exil : rapports de pouvoir et luttes pour l'espace dans les camps de réfugiés et déplacés ». Dans ce cadre, une de mes lectures était l'ouvrage collectif *Un monde de camps*, dirigé par Michel Agier (2014). Un chapitre de ce livre racontait la vie dans un camp de travailleurs au Qatar et, sous une photo de barbelés qui surplombaient le mur de son enceinte, on pouvait lire en légende : « Is the camp a soft jail? » (Bruslé, 2014). Soft jail, *douce prison*. Ces deux mots – dans leur version anglaise à l'origine –, qui semblent bien trop antinomiques que pour co-exister l'un à côté de l'autre, ont résonné en moi et ne m'ont plus jamais vraiment quittée. Ils sont devenus un passage obligé et systématique dans mes réflexions sur les dispositifs d'encampement. Lorsque je vis pour la première fois le *campo* de Cassibile, entouré de grillages et surmonté de caméras, mon cerveau ne pouvait y faire exception. Au long des semaines en son sein, cela devint une évidence.

Douceur, tout d'abord, à la manière dont l'amélioration matérielle vis-à-vis de la situation passée – campements informels sans accès aux nécessités de base – fonctionne comme un principe de légitimation. L'Ostello de Cassibile répond à un besoin réel et ancien : celui de l'hébergement des travailleurs saisonniers immigrés dans une zone où les solutions de logement sont rares et souvent traversées par de fortes logiques de discrimination. En ce sens, il serait illogique de nier ce que la structure apporte concrètement. Cependant, l'amélioration des conditions de survie ne doit, à mon sens, pas être confondue avec une transformation des dynamiques soci(ét)ales qui produisent la vulnérabilité des travailleurs. Le camp protège, certes, mais il protège à minima. La prise en charge est souvent limitée aux besoins les plus élémentaires des travailleurs. Le dispositif encadre les corps, les loge, les maintient en état de travailler. La

logique qui s'y déploie relève ainsi d'une forme de « gouvernement humanitaire », semblable au phénomène décrit par Agier dans son livre *Gérer les indésirables : des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire* (2008). Il s'agit moins d'émanciper que de contrôler, moins de garantir une réelle intégration locale que d'assurer un seuil minimal de protection afin que le travail agricole, indispensable à l'économie régionale, soit garanti.

La présence de médiateurs culturels et de services de santé au sein du camp renforce son apparence protectrice. De l'extérieur, cette configuration produit une image rassurante d'un dispositif maîtrisé, civilisé, qui ne laissera aucune « conséquence indésirable » se propager au-delà de ses grilles. Le fait qu'il ait pu voir le jour grâce à des programmes tels que FAMI ou Su.Pr.Eme, et valorisé dans certains discours institutionnels comme un vrai « modèle »³² contribue encore à cette légitimation. L'Ostello peut être lu comme la preuve que les institutions ont pris la mesure du problème du *caporalato* et qu'elles y répondent de manière concrète. Mais cette reconnaissance tendrait à occulter ce que la structure produit en retour : un espace de regroupement, de tri et de contrôle des travailleurs saisonniers, spatialement séparé du reste du tissu social et associatif syracusain.

Derrière sa façade protectrice, l'Ostello fonctionne également comme une institution de « séclusion » (Perrotta et Sacchetto, 2013). Il ne s'agit évidemment pas d'une prison au sens strict : il n'y a ni barreau sur les unités d'habitation, ni enfermement juridique. Mais sa configuration spatiale et administrative contribue à une forme de captivité « de fait ». Le camp est implanté sur le site

³² « Je ne voudrais pas paraître trop flatteuse, mais il est certain que la Sicile orientale, les provinces de Syracuse et de Raguse, constituent en quelque sorte le fleuron de toutes ces initiatives, tant en ce qui concerne les situations d'exploitation au travail que parce que les administrations municipales et les préfectures ont toujours été à la pointe sur ces questions. Et je ne pense pas faire de tort à qui que ce soit en disant qu'ici, on a certainement une longueur d'avance par rapport à d'autres réalités. Il est vrai que, en particulier, la province de Syracuse a en quelque sorte fait figure de modèle en matière de bonnes pratiques : l'auberge de Cassibile a été considérée, au niveau de la Commission européenne, comme une initiative... et nous en sommes heureux car nous avons également contribué, d'une certaine manière, aux côtés de l'excellente gestion de la municipalité de Syracuse, à l'essor de ce lieu qui représente aujourd'hui véritablement un modèle » (membre du département de la Famille et des Politiques Sociales de la Région Sicile, 20/02/2025).

d'un ancien épurateur, dans un espace périphérique, clôturé, à l'abris des regards. Formellement, rien n'empêche les travailleurs de sortir, mais en pratique, cette liberté est vidée de sa substance par une absence de moyens de transports autonomes. La majorité du temps, les travailleurs sortent du *campo* et rejoignent la route principale du village à pied seulement pour se fournir en denrées alimentaires et en eau potable à la fontaine la plus proche. Ils entretiennent par ailleurs très peu de vie sociale en dehors du camp, puisque le caractère temporaire de leur venue dans la région ne leur permet pas d'établir un vrai réseau local. De plus, l'historique important de conflits entre les habitants de Cassibile et les travailleurs saisonniers immigrés indique clairement que leur présence au sein du village est indésirée par de nombreux locaux, ce qui ne les incite pas à s'y attarder.

Le choix d'implantation de cette structure d'accueil inscrit d'emblée les travailleurs dans un lieu à part, aux abords d'un village de banlieue de Syracuse déjà stigmatisé, à distance des espaces ordinaires de la vie locale et, surtout, des touristes et de la ville. À certains égards, l'architecture du *campo* rappelle ces « emplacements fonctionnels » décrits par Foucault dans *Surveiller et punir* (1993[1975]) : des espaces à rôle prédéfini, pensés pour distribuer, ordonner et *in fine* discipliner des corps en fonction d'une finalité productive. Les règles sont strictes et les forces de révolte sont limitées au camp, tout en étant vivement déconseillées sous peine d'exclusion. Les containers ne sont pas pensés comme des lieux d'intimité ou d'installation durable, mais comme des unités minimales de repos et de récupération. Le camp fonctionne ainsi sur un « régime dortoir » (Bruslé, 2015 ; Perrotta et Sacchetto, 2013) : on y dort, on s'y lave, on y mange, puis on repart travailler. L'espace est donc réduit à sa fonction la plus immédiate ; celle de soutenir la reproduction quotidienne de la force de travail. Des *corps dociles* (Foucault, 1993). Il ne s'agit pas d'*habiter*, mais de tenir. Sous cet angle, l'Ostello rejoint ce que certains auteurs (Bernardot, 2007 ; Bruslé, 2015 ; Magnan et Math, 2024) ont montré à propos des *labour camps* : un espace de « logement contraint » sans qualité, conçu non pour accueillir des vies, mais pour garantir une mise à disposition de la main-d'œuvre.

La mondialisation migratoire ne conduit pas à l'homogénéisation des espaces [Appadurai, 2005], mais à l'émergence de nouveaux lieux. Unités de base de leur vie sociale, les espaces de vie des migrants sont insérés dans un système sur lequel ils ont peu de contrôle. Ces lieux-camps, construits pour les migrants, sont l'objet de tactiques individuelles, fruits d'actions intentionnelles ou de répétitions non volontaires d'actions banales [de Certeau, 1980], afin de les aménager et de rendre ainsi la vie supportable. Ils peuvent donc être considérés comme le résultat d'un processus d'interactions entre des pratiques quotidiennes et l'espace tel qu'il est construit par les élites [Lefèbvre, 1974].

(Bruslé, 2014, p. 289)

Douce prison. La structure protège sans libérer, améliore sans transformer, accueille sans réellement intégrer. Elle constitue une réponse institutionnelle à l'urgence de logement, mais cette réponse reste inscrite dans les logiques mêmes qui produisent la marginalité des travailleurs saisonniers immigrés. En améliorant leurs conditions matérielles d'existence, le camp atténue certaines formes de violence. En les regroupant, les triant et les maintenant à distance, il en reproduit d'autres.

2.4.2. LA CAPTURE

À mesure que mon enquête ethnographique avançait, un décalage de plus en plus clair entre deux discours tenus au sujet du *campo* s'est dessiné : d'un côté, certaines personnes me présentaient le dispositif comme une réponse à un problème de logement saisonnier, sans mentionner particulièrement la thématique d'exploitation ; de l'autre, un discours plus institutionnel en faisait explicitement un outil de lutte contre le *caporalato*. Ce double registre n'est pas forcément contradictoire, car l'absence de logement constitue un facteur

aggravant les risques d'être soumis à des formes d'exploitation. Cependant, mon expérience au sein du camp m'a permis de comprendre une tension importante : offrir un hébergement digne aux travailleurs saisonniers immigrés ne signifie pas, en soi, démanteler les mécanismes structurels qui rendent possible leur exploitation.

L'un des premiers éléments qui ressort de mes observations est le rôle central de l'isolement géographique. Comme déjà mentionné, le village de Cassibile se situe dans un espace rural mal desservi, où l'absence de transports publics efficaces rend les déplacements particulièrement difficiles, surtout pour des travailleurs qui ne disposent ni de voiture ni de réseaux locaux solides. Cela s'est concrétisé dans l'impossibilité pour certains de se rendre à Syracuse auprès des associations du *punto territoriale*, mais surtout dans l'impossibilité de se rendre aux champs par leurs propres moyens³³. Sans voiture ni alternative autre, la question logistique n'est pas secondaire ; elle structure des rapports de dépendance.

Nous avons vu que l'Ostello offre, en théorie, un cadre plus protecteur que les campements irréguliers : l'habitat y est formel, électricité et eau (non potable) sont à disposition, des médiateurs culturels sont présents, les soins de santé sont accessibles, etc. Mais, comme susmentionné, cette amélioration des conditions de vie ne suffit pas à supprimer les mécanismes au fondement du *caporalato*, dont celui de la « capture ». Lorsque les champs sont éloignés, les horaires irréguliers et les travailleurs sans moyen de transport, celui qui peut conduire jusqu'au lieu de travail acquiert un pouvoir décisif. Le *caporale* n'est plus seulement un recruteur, mais il devient cette « agence de services » (Berti, 2023). En cas d'absence de solution de mobilité, il en détient le monopole.

Finalement, l'éloignement géographique a également pour conséquence la création d'une sorte « d'écran » entre les travailleurs et le reste de la société. La relégation à la marge renforce leur isolement social, mais aussi syndical et

³³ Les champs sont, par ailleurs, souvent isolés et difficilement atteignables en transports en commun.

associatif. C'est pourquoi la présence de l'antenne locale de CGIL à quelques centaines de mètres du camp est fondamentale. Une permanence syndicale au sein du camp aurait toutefois été largement pertinente, au vu du nombre de difficultés rencontrées par les travailleurs autour des contrats et des paiements. C'est aussi précisément dans ce vide, produit par l'isolement du camp et par la difficulté d'accéder aux relais institutionnels, qu'aurait dû s'inscrire le *punto territoriale*.

Chapitre III.

Accueillir l'invisible : Syracuse face à l'exploitation

Les deux premiers chapitres de cette monographie ont progressivement resserré le regard autour de Cassibile et de son camp. J'y ai ainsi ethnographié sa genèse, son implantation, ses usages quotidiens, les formes de vie qui s'y inventent, mais aussi les rapports de dépendance qui continuent de traverser son enceinte. Il semble maintenant intéressant de prendre de la distance par rapport au *campo* pour comprendre dans quel paysage institutionnel et associatif il s'inscrit.

La gestion quotidienne de l'Ostello est assurée par PassWork, association mandatée par la municipalité à travers un marché public. C'est elle qui organise concrètement l'accueil des travailleurs saisonniers immigrés et coordonne les services sur place. Pourtant, le camp ne peut être compris uniquement à partir de son gestionnaire direct. Il prend place dans un réseau plus vaste d'acteurs locaux, de financements à plusieurs échelles, de syndicats, de services sociaux et de projets institutionnels qui, chacun à leur manière, tentent de répondre plus largement à l'exploitation de toutes les personnes immigrées à Syracuse, qu'elles soient saisonnières ou non.

3.1. SYRACUSE, VILLE DE PONTS

Située sur la côte au sud-est de la Sicile, la ville de Syracuse est connue pour son patrimoine historique et culturel extrêmement riche, issu de près de trois millénaires d'occupations diverses. Construite il y a près de 2700 ans, cette ville italienne a été le théâtre de siècles de conquêtes gréco-romaines dont on peut encore admirer les vestiges architecturaux parsemés un peu partout sur son

territoire. Il est impossible de passer à côté de ce patrimoine exceptionnel lorsque l'on s'y balade, car la ville actuelle a été construite sur et entre des ruines de temples, théâtres, catacombes, créant sans cesse la surprise d'une nouvelle découverte archéologique au détour d'une rue ou cachée à l'intérieur d'un îlot de maisons.

Son centre historique, situé sur l'île d'Ortygie (appelée Ortigia en italien) et directement reliée au reste de la ville par des ponts traversant la zone portuaire, est classé au patrimoine mondial de l'UNESCO. Sa beauté architecturale attire une horde de touristes durant la haute saison d'avril à septembre. Au fil des années, l'île a petit à petit été désertée par la population locale, qui s'est relocalisée dans d'autres quartiers plus au nord de la ville. Aujourd'hui, la grande majorité des habitations d'Ortigia sont destinées à des fins touristiques. D'octobre à mars, lorsqu'il est à nouveau possible de marcher dans ces rues baroques sans devoir jouer des coudes, les syracusains réapparaissent et profitent à leur tour du centre historique.

Deux ponts et une passerelle fraîchement construite relient Ortigia au reste de la ville. Je m'arrête souvent en plein milieu lorsque je les traverse. Là, j'admire les lumières qui dansent sur les façades, séparées par un étroit bras de mer et ses barques de pêcheurs bercées doucement par les eaux – en témoignent les nombreuses photos que j'ai prises de cet endroit au long des mois. Le paysage est le même, et pourtant, toujours un peu différent.

Le pont que j'emprunte le plus souvent est celui de gauche quand on a l'île dans le dos, le *ponte Santa Lucia*. Il se trouve du côté de la *Porte Grande*, une large zone bétonnée où se dresse également le bâtiment de la *Polizia di Frontiera Marittima*. J'ai pris l'habitude de passer par ce pont dès mes premières semaines en novembre, car il permet de voir les bateaux accostés dans cette zone militaire.

Les navires de sauvetage d'ONG doivent systématiquement accoster sur ces quais en face du bâtiment de la police des frontières. L'espace est strictement délimité, entouré de grillages surmontés de caméras ; son entrée, étroitement surveillée de jour comme de nuit. Des écriteaux sont accrochés sur les barrières

qui entourent la zone, indiquant qu'il est interdit de prendre des photos ou de filmer.

Syracuse est une ville portuaire centrale et stratégique en Méditerranée. Francesco Italia, maire élu depuis 2018, a soutenu que le port serve de point d'attache à des navires d'ONG tels que l'Ocean Viking (SOS Méditerranée) ou le Humanity¹ (SOS Humanity). Entre deux rotations, ceux-ci reviennent s'amarrer dans la zone militaire de la *marina*, à proximité immédiate des services frontaliers.

Les difficultés que j'ai rencontrées pour accéder à cette zone militaire ou à d'autres endroits liés à l'accueil des personnes migrantes durant les quatre premières semaines de terrain (novembre-décembre 2024) ne m'ont pas paru relever d'une réticence venant des autorités communales. Les restrictions provenaient plutôt de la police des frontières ou de la préfecture, structures sous l'autorité de l'Etat et du ministère de l'Intérieur italien. L'accès à ces espaces se jouait donc moins à l'échelle locale qu'au niveau des institutions chargées du contrôle frontalier. À l'échelle communale, une forme d'ouverture et de solidarité envers les personnes migrantes m'est apparue, comme peut en attester la collaboration entre la mairie et les ONG lors des escales et des débarquements, mais également – nous le verrons un peu plus bas – par un développement significatif du tissu associatif en soutien aux personnes immigrées.

Sur l'échiquier politique, Francesco Italia se définit comme centre-gauche et est membre d'*Azione*, parti généralement qualifié de centriste (variant de centre-gauche à centre-droite à l'échelle nationale), libéral et pro-européen³⁴. Si je n'ai pas eu l'occasion de le rencontrer durant mon terrain, son nom est apparu à plusieurs reprises dans les conversations. La première chose qui m'a frappée fut la mention de son homosexualité par plusieurs de mes interlocuteur.ice.s, juste avant ou après m'avoir dit qu'il était « de gauche ». Si son homosexualité semble être mobilisée comme l'un des critères justifiant son positionnement politique,

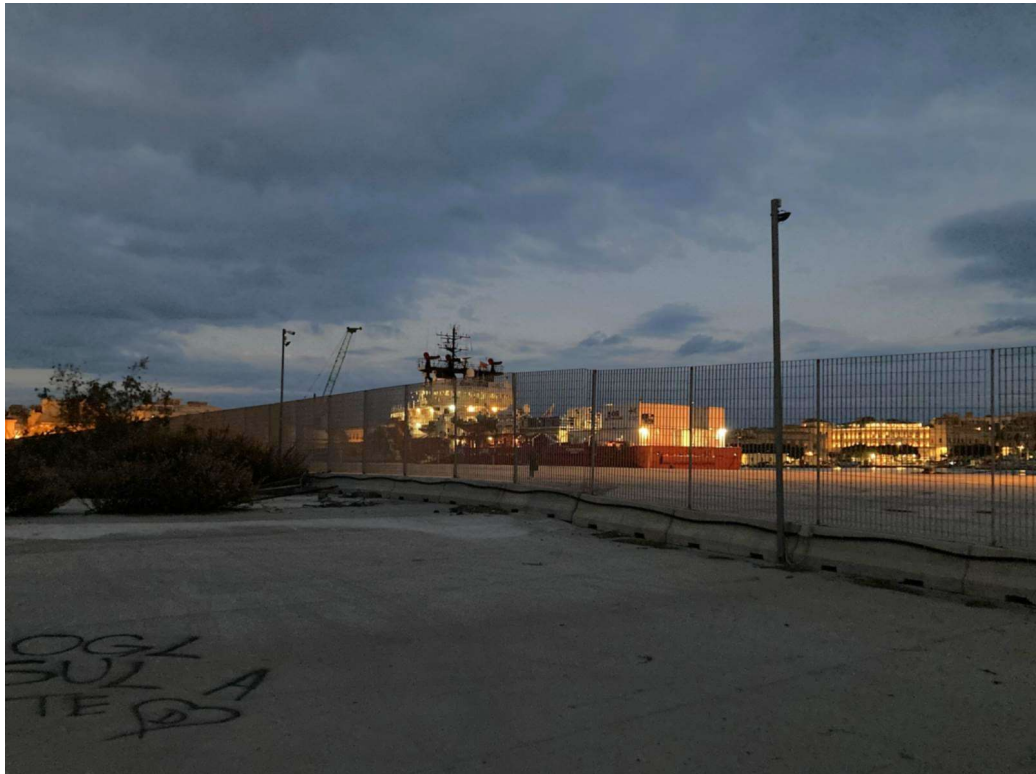
³⁴ Pour plus d'informations, voir le site officiel du parti : <https://www.azione.it/>

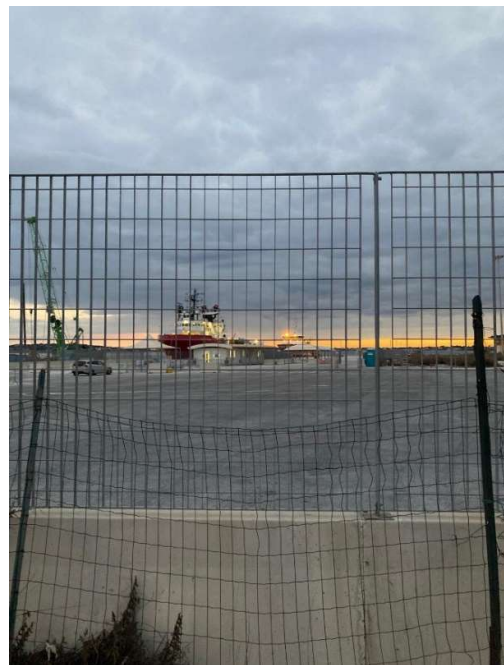
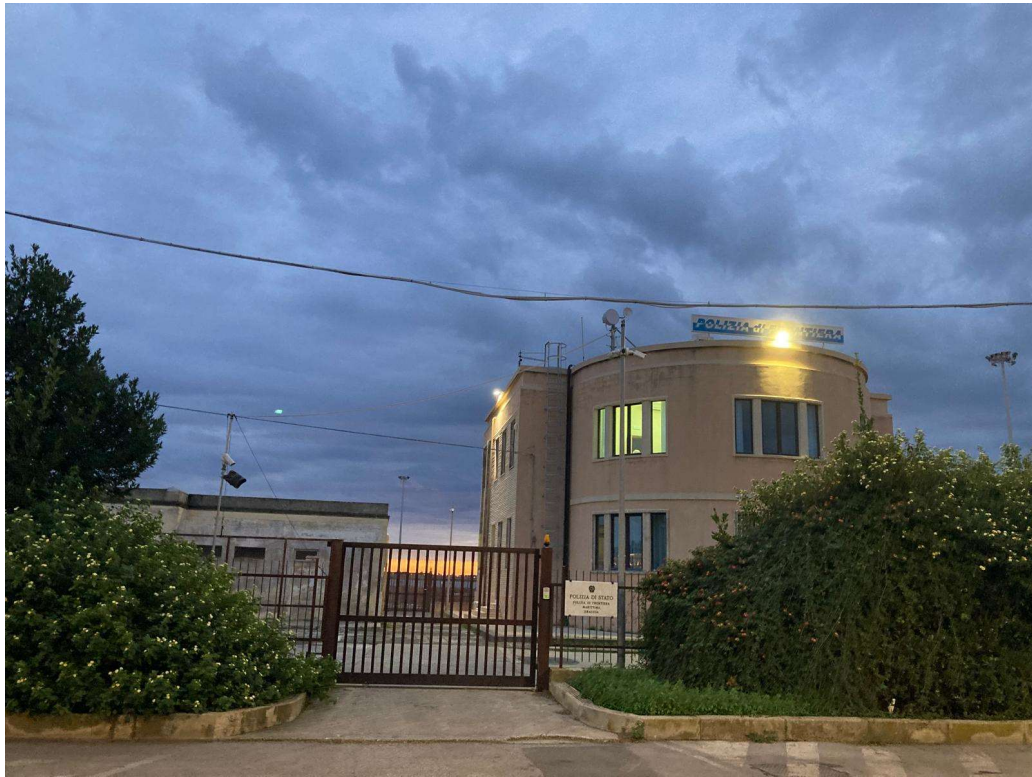
ses projets à visée sociale à Syracuse et ses prises de position sur les ONG de sauvetage participent néanmoins aussi de cette catégorisation. En novembre 2022, il déclarait à la presse :

« Je considère qu'il est indispensable que les migrants soient sauvés en mer sans condition. Le travail des ONG est extraordinaire et nous devons tous leur en être reconnaissants, tout comme à nos forces de l'ordre engagées dans la gestion des flux migratoires. L'Europe, cependant, ne peut rester les bras croisés et permettre que toute cette affaire soit gérée uniquement par l'Italie sans en assumer la responsabilité. »³⁵ (LiveSicilia, 2022)

La responsabilité européenne dont parle ici Italia renvoie à un principe inscrit dans le droit de l'Union européenne, selon lequel les politiques d'asile, d'immigration et de contrôle des frontières sont « régies par le principe de solidarité et de partage équitable de responsabilités entre les États membres, y compris sur le plan financier » (TFUE, art. 80). Il m'a fallu du temps pour comprendre pourquoi l'emblème européen était présent sur les entêtes de plusieurs projets que j'ai ethnographiés, or il incarnait justement ce principe. La « responsabilité partagée » se matérialise concrètement dans des mécanismes de financement qui rendent possibles certaines réponses locales à la présence de personnes d'origine immigrée.

³⁵ « Considero indispensabile che i migranti vengano salvati in mare senza se e senza ma. Il lavoro delle ong è un straordinario e dobbiamo essere tutti grati a loro, così come alle nostre forze dell'ordine impegnate nella gestione dei flussi migratori. L'Europa, però, non può stare a guardare e consentire che tutta questa vicenda venga gestita solo dall'Italia senza farsene carico », traduit à l'aide de Deepl.





Photographies de la zone militaire, prises le 2 décembre 2024. On y voit deux navires de sauvetage à quai : le Life Support (EMERGENCY) et l'Ocean Viking (SOS Méditerranée).

3.2. FRAGMENTS D'UN PAYSAGE EUROPÉEN

Parmi ces mécanismes de financement, le *Fonds Asile, migration et intégration* (FAMI) constitue l'un des principaux leviers budgétaires de l'UE en matière d'asile, d'immigration, d'intégration et de retour. Selon le site officiel de la Commission européenne – Direction générale de la migration et des affaires intérieures (2026), l'enveloppe du fonds s'élève à 10,94 milliards d'euros pour la période 2021-2027³⁶. Le FAMI poursuit quatre objectifs dont, notamment, le renforcement du régime d'asile européen commun et le renforcement de la solidarité et du partage des responsabilités entre États membres (Commission européenne, Direction générale de la migration et des affaires intérieures, 2026).

Les actions pouvant être supportés par le FAMI couvrent un large spectre. Parmi celui-ci, un premier type d'action qui m'intéresse dans le cadre de mon terrain est celui concernant le financement de parcours d'intégration pour les ressortissant.e.s de pays tiers, notamment via des programmes d'« intégration précoce » centrés sur l'éducation et la formation, l'apprentissage linguistique, ou encore l'orientation civique et professionnelle, avec l'objectif de favoriser une insertion active dans la société d'accueil. Le premier projet que j'ai ethnographié (chronologiquement), le *punto territoriale*, s'inscrit parfaitement dans cette logique.

Un second type d'action soutenu par le FAMI concerne l'appui à des services « compatibles avec le statut et les besoins de la personne concernée, en particulier les groupes vulnérables » (ibid.). Cette catégorie recoupe aussi le *punto territoriale*, mais également le second projet ethnographié : l'*Ostello* de Cassibile.

À cette architecture générale du FAMI s'ajoute, sur mon terrain, un programme plus directement lié à la lutte contre l'exploitation : SU.PR.EME, et sa seconde édition, SU.PR.EME.2. La première édition se déployait en réalité sous la forme

³⁶ La base juridique du fonds (Parlement européen & Conseil de l'Union européenne, 2021) indique une enveloppe de 9,882 milliards d'euros (Chap. II, sect. 1, art. 10). Plusieurs chiffres semblent donc coexister dans les sources institutionnelles.

de deux interventions complémentaires : d'une part, SU.PR.EME. *Italia*³⁷, financé dans le cadre des *AMIF Emergency Funds* de la Commission européenne – Direction générale de la migration et des affaires intérieures ; d'autre part, le projet P.I.U. SU.PR.EME. (« Percorsi Individualizzati di Uscita dallo Sfruttamento »), lui-même co-financé par le Ministère du Travail et des Politiques Sociales et l'Union européenne via le *PON Inclusionione Fondo Sociale Europeo 2014-2020*³⁸ (Ministero del Lavoro e delle Politiche Sociali et al., s. d. (b)).

La seconde édition, SU.PR.EME.2, est une nouvelle phase axée sur la « gouvernance pour l'innovation » pour une période de cinq ans, visant à lutter contre les formes graves d'exploitation – dont le *caporalato* –, ainsi que les situations de marginalité et vulnérabilité touchant des personnes étrangères dans cinq régions du Sud de l'Italie (Sicile, Calabre, Pouilles, Basilicate, Campanie)³⁹. Pour ce faire, le programme mobilise en parallèle le FAMI et le *PN Inclusionione e lotta alla povertà – Fondo Sociale Europeo 2021-2027* (FSE+)⁴⁰. Pour les autorités nationales italiennes, l'objectif affiché est de promouvoir l'intégration socioéconomique des ressortissant.e.s de pays tiers, tout en déployant des interventions de prévention et de lutte contre le travail non déclaré et le *caporalato* – dernier volet pour lequel le Ministère du Travail mentionne spécifiquement un montant de 15 millions d'euros (Ministero del Lavoro e delle Politiche Sociali, 2024).

Le *punto territoriale* et l'*Ostello* de Cassibile portent explicitement les labels FAMI et Su.Pr.Eme.2. Dans ce cadre, à la fois européen et interrégional, les deux

³⁷ « Sud Protagonista nel superamento delle Emergenze in ambito di grave sfruttamento e di gravi marginalità degli stranieri regolarmente presenti nelle cinque regioni meno sviluppate », traduit avec l'aide de DeepL.

³⁸ Pour plus d'informations, voir le site officiel du *PON Inclusionione Fondo Sociale Europeo 2014-2020* : <https://poninclusionione.lavoro.gov.it/>

³⁹ Pour plus d'informations, voir le site officiel du programme Su.Pr.Eme.2 : <https://www.supremeitalia.org/>

⁴⁰ Le support financier s'inscrit plus précisément au sein du programme dans la Priorité 1 « Soutien à l'inclusion sociale et à la lutte contre la pauvreté » - Objectif spécifique ESO 4.9) Promouvoir l'intégration socio-économique des ressortissants de pays tiers, y compris les migrants. Pour plus d'informations, voir le site officiel du *PN Inclusionione e lotta alla povertà – Fondo Sociale Europeo 2021-2027* : <https://pninclusionione21-27.lavoro.gov.it/>

initiatives s'inscrivent ainsi dans la logique de responsabilité partagée des Etats membres de l'UE sur le plan financier, suivant l'article 80 du TFUE : elles sont portées par des acteurs institutionnels et associatifs locaux, mais rendues en partie possibles par des financements européens.

Au-delà de l'aspect financier, ces projets locaux peuvent être vus comme des fragments d'un paysage complexe de gouvernance européenne, composé d'une mosaïque d'actions, où les cadres de l'Union Européenne seraient constamment traduits et ajustés à l'échelle locale. Dans ce paysage, le *punto territoriale* et l'*Ostello* de Cassibile incarnent des points de rencontre entre les objectifs européens et les besoins de la région de Syracuse. Ces projets témoignent du « tournant local »⁴¹ de l'intégration (Scholten et Penninx, 2016 ; Ponzo et Milazzo, 2024), où la réponse aux défis migratoires actuels se traduit en une multitude d'initiatives alignées sur des priorités européennes, mais ancrées dans une singularité territoriale.

3.3. TISSU ASSOCIATIF SYRACUSAIN

Que l'on emprunte le pont de gauche ou celui du milieu pour sortir d'Ortigia, de grandes allées se dessinent dans leur prolongation respective, toutes deux rejoignant le *parco del Foro*, marquant une zone carrefour de la ville, avec le croisement de plusieurs axes routiers majeurs ainsi que la présence des gares ferroviaire et routière. Quelques rues plus au nord, nous pénétrons dans le quartier de la Borgata Santa Lucia, second centre historique de Syracuse. Ici, les

⁴¹ Le concept de « tournant local » (ou *local turn*) théorisé par Scholten et Penninx (2016) désigne un changement de paradigme dans lequel l'élaboration des politiques d'intégration, traditionnellement centrée sur l'État-nation, se déplace vers l'échelle urbaine. Ce tournant se manifeste par le rôle de plus en plus « entrepreneurial » des autorités locales qui, confrontées aux défis concrets de la cohésion sociale, développent leurs propres philosophies d'intégration, parfois en décalage avec les cadres nationaux. Ce processus peut aboutir à un « découplage » (*decoupling*) entre les niveaux de gouvernance, où les villes adoptent des approches pragmatiques et inclusives, là où l'État maintient des discours plus restrictifs ou symboliques. Comme le soulignent Ponzo et Milazzo (2024), ce tournant a été largement alimenté par les fonds européens (FAMI), qui offrent aux acteurs locaux les ressources nécessaires pour concevoir des stratégies territoriales autonomes, favorisant ainsi l'émergence d'une « gouvernance pilotée par les projets » (*project-driven governance*).

maisons sont rapprochées, souvent colorées. C'est le royaume de Baba (voir 1.1. *Prémices de l'ethnographie*), et là où j'ai rencontré Giulia.

La place Sainte Lucie est le cœur de ce quartier. Bordée d'arbres, elle est une vaste étendue bétonnée en son centre, avec quelques palmiers ci et là, un terrain de sport dessiné sur le sol dans sa partie nord et, dans la continuité, le *Santuario di Santa Lucia al Sepolcro* (Basilique de Sainte Lucie au Sépulcre). Cette église est une fierté pour beaucoup de syracusains, car elle abrite dans son chœur une grande peinture de Caravaggio illustrant l'enterrement de Sainte Lucie. Cette dernière est la sainte patronne de la ville de Syracuse et les habitants lui dédient encore aujourd'hui un culte assez important lors de célébrations religieuses annuelles.

Le dimanche matin, la *piazza Santa Lucia* se transforme en un immense marché où se mélangent stands de brocantes, étendues de fruits et légumes, viandes, poissons, fromages, épices, fleurs, vêtements et objets de toutes sortes. Même si ce quartier est moins touristique que celui d'Ortigia, on aperçoit régulièrement les visages de visiteurs de passage, curieux de découvrir le folklore d'un marché sicilien haut en couleurs.

La population présente dans la Borgata est généralement d'origine étrangère et, si italienne, vieillissante. Depuis quelques années, un processus de gentrification se met progressivement en place dans cette partie de la ville. Un grand nombre de bâtiments vides ou en attente de rénovation sont rachetés par des investisseurs afin d'être transformés à destination touristique, suivant un phénomène semblable à celui qui s'est déroulé dans les deux dernières décennies à Ortigia. De la même manière que la population précaire a été déplacée du premier centre historique vers les banlieues de Syracuse, les habitants s'attendent à assister à un processus similaire au sein de la Borgata dans les prochaines années.

La Borgata Santa Lucia est également le quartier central de la ville où se trouve la plus forte présence associative, notamment grâce au centre CASA. Ce dernier est situé à l'ouest de la place Sainte Lucie, sur la *via Licata*, rue relativement

fréquentée avec différents bars et commerces en tous genres. Présenté comme un centre interculturel qui apporte du soutien à toute personne dans le besoin, il est néanmoins majoritairement fréquenté par des personnes d'origine immigrée, notamment parce qu'il propose avant tout des services destinés à favoriser l'intégration en Italie. On y trouve un pôle d'orientation (avec un accompagnement social et juridique), un pôle de formation (cours d'italien, aide aux devoirs, soutien pour apprendre à conduire), ainsi qu'un pôle d'activités (appui numérique, aide aux démarches administratives, camps d'été et d'hiver pour enfants, système de garderie, etc.). La médiation linguistique et culturelle y occupe également une place importante et transversale, puisqu'elle conditionne l'accès réel à certains services proposés.

Au fil des semaines, CASA s'est imposé à moi comme un point inévitable du tissu associatif de la ville. De nombreuses associations gravitent autour du centre, et plusieurs personnes immigrées m'ont répété que je devais m'y rendre, car tout y convergeait (voir 1.1. *Prémices de l'ethnographie*). Malgré son nombre d'habitants important, Syracuse m'est décrite comme une ville où « tout le monde se connaît »⁴² ; phrase qui témoigne à la fois de l'étendue du réseau, et de la difficulté d'y entrer sans médiation. J'ai progressivement compris que le tissu associatif syracusain fonctionnait en un réseau à la fois ouvert, par ses services, et relativement fermé sur lui-même, de par ses circuits relationnels, dont il faut trouver une porte d'entrée pour être introduit.e.

C'est dans cette logique que le centre CASA est devenu, depuis son lancement officiel en février 2025, le siège principal du *PUNTO TERRITORIALE*, projet mené en collaboration avec la Région de Sicile. En s'implantant à cet endroit, ce carrefour de services s'est ainsi inscrit dans le tissu déjà existant du centre et de ses associations partenaires.

⁴² Je ne compte plus le nombre de fois où les syracusains m'ont dit cette phrase, ni celui où j'ai pu l'expérimenter par moi-même en rencontrant par hasard une personne qui était, d'une manière ou d'une autre, liée à un.e autre interlocuteur.rice de mon terrain.

3.2.1. POINT-RELAIS CONTRE L'EXPLOITATION

La cérémonie de lancement du projet du *Punto territoriale* me fut précieuse pour comprendre son approche et son fonctionnement. Elle eut lieu le vendredi 21 février 2025 en matinée, dans un bâtiment proche de la zone militaire qui accueille régulièrement des événements socio-culturels et politiques de la ville.

L'une des premières choses qui me marqua fut la présence majoritaire de femmes dans la salle. J'en comptai une trentaine dans l'assemblée, contre moins d'une dizaine d'hommes ; sur scène, cinq femmes et trois hommes. Les intervenant.e.s de la conférence étaient installé.e.s côte à côte derrière une longue table, sur un podium légèrement surélevé. Avec les drapeaux italiens placés de part et d'autre, cette disposition mettait en scène le caractère très institutionnel du projet.

Pendant toute la première heure, la majorité des prises de parole furent assurées par des acteur.rice.s municipaux et régionaux. Les acteur.rice.s chargé.e.s de la mise en œuvre concrète du *Punto territoriale* n'intervinrent que dans un second temps, défilant rapidement au micro pour présenter les associations partenaires et leur implication dans le point-relais.

Lors des discours, plusieurs intervenant.e.s insistèrent sur le fait que ce dispositif s'inscrivait dans une continuité institutionnelle, tout en mentionnant une forme d'innovation dans son approche. Le *punto* fut présenté comme le fruit d'un cheminement initié en 2019 avec un premier projet FAMI, puis progressivement recentré, à partir de 2022, sur la lutte contre l'exploitation du travail et le caporalato dans le cadre des programmes Su.Pr.Eme. et Su.pr.Eme.2. Fin 2024, une nouvelle phase est lancée pour 52 mois (du 2 septembre 2024 au 31 décembre 2028), avec des changements dans la gestion et les financements, ainsi que sur le public ciblé⁴³. Selon les responsables du projet, cette temporalité longue est fondamentale et permet d'implanter, ajuster et consolider l'action dans la durée.

⁴³ Le projet n'est plus focalisé sur l'exploitation dans l'agriculture, comme ce fut le cas dans sa première phase.

Bien que le projet soit explicitement inscrit dans un programme de lutte contre l'exploitation, sa méthodologie repose sur l'idée selon laquelle la sortie de l'exploitation n'est envisageable qu'en construisant, en amont, des relations de confiance et d'accompagnement, mais également des conditions d'accès à des alternatives concrètes (professionnelles par exemple) afin d'envisager une autonomie future. Durant la conférence, la coordinatrice des activités a mis en avant la nécessité d'une prise en charge globale de la personne dans cette optique :

« Notre punto* est un pôle à part entière, dans son essence même, créé pour lutter contre l'exploitation au travail, né avec le caporalato. Mais nous sommes bien conscients que nous ne pouvons atteindre aucun de ces objectifs si nous ne prenons pas en charge à 360° le citoyen étranger qui, en l'absence d'un réseau social dont il ne dispose pas, ne pourrait jamais compter sur quelqu'un pour sortir d'une situation d'exploitation au travail, pour la dénoncer, pour la mettre en lumière. »

Ainsi, l'objectif *anti-caporalato* reste un des noyaux du dispositif, mais son entrée s'envisage le plus souvent par une approche de besoins ordinaires (SPID⁴⁴, conseils, scolarisation, etc.) qui servent de portes d'accès au suivi – j'expliquerai cette technique en détails un peu plus bas (voir le point *Stratégies d'intervention transversales*).

Cette volonté de couvrir tous les aspects de la vie du bénéficiaire repose sur un partenariat d'associations multidisciplinaire et multisectoriel. En effet, cinq associations et organisation non gouvernementales – dont certaines sont implantées à l'échelle nationale, voire internationale – collaborent ensemble sur ce projet. La commune de Syracuse le soutient également, mais n'en détient plus

⁴⁴ SPID = Sistema Pubblico di Identità Digitale. Il s'agit d'une procédure bureaucratique de plus en plus indispensable, mais complexe selon mes interlocuteurs, pour accéder aux services publics en Italie. Il est notamment nécessaire pour accomplir des démarches administratives, comme l'inscription des enfants à l'école, mais également pour des besoins numériques et l'accès à du divertissement (tel qu'un compte Netflix par exemple). L'aide à la création du SPID est utilisée ici comme une approche par les besoins ordinaires du quotidien pour instaurer une relation de confiance.

la gestion, contrairement à la première phase 2019-2024. Enfin, lorsqu'une situation d'exploitation professionnelle est identifiée, les associations travaillent en collaboration avec l'Inspection du Travail régionale.

Le projet repose sur une *Associazione Temporanea di Scopo* (A.T.S.) (« Association Temporaire de But ») – forme juridique couramment utilisée en Italie –, au sein de laquelle chaque partenaire apporte une expertise spécifique pour couvrir les besoins des bénéficiaires à « 360° ». La coordination est assurée par l'ATS, dont l'ONG internationale constitue l'organisme principal (*capofila*). Cette ONG partage toutefois la mise en œuvre avec les autres associations partenaires, dans un cadre de co-conception avec la Région de Sicile ; l'idée étant que les organismes du tiers secteur puissent gérer le pôle au nom et pour le compte de la Région.

Il me semble important de rappeler ici que le projet du pôle d'associations a pu voir le jour grâce à des fonds attribués à la région de Sicile dans le cadre du programme Su.pr.Eme.2 visant à combattre l'exploitation professionnelle (voir *Chap. II – 2.1. Fragments d'un paysage européen*). Dès lors, cette dernière détient un rôle décisif dans le déroulé des activités, ainsi que dans sa visibilité.

J'ai pu expérimenter moi-même cette supervision venant de la région. Fin juillet, quelques semaines après être rentrée en Belgique, Giulia, mon interlocutrice principale au sein du pôle m'a contactée. Elle m'expliqua qu'ils venaient d'avoir une réunion avec la région de Sicile, qui avait insisté sur le fait que s'ils parlaient du projet, ils devaient en informer la région et demander une autorisation avant de fournir des informations. J'ai senti un léger élan de panique de leur côté, probablement parce que je venais de passer plusieurs mois à leurs côtés sans qu'aucune demande officielle n'ait été formulée au niveau régional. Mon interlocutrice me demanda donc de lui envoyer la partie de ce présent travail parlant du projet, afin qu'ils puissent le soumettre à la région.

Après discussion avec ma promotrice, il me semblait évident qu'une autre solution devait être trouvée afin d'éviter toute censure. Un terrain d'entente fut finalement trouvé avec Giulia par l'anonymisation du nom du projet ainsi que de ses membres. À ce jour, aucun passage de ce présent travail n'a été soumis et/ou préalablement approuvé par la région de Sicile.

Rôles des partenaires

ONG Internazionale A* : En tant qu'organisme principal et leader de l'ATS, elle assure la coordination générale du projet et une fonction d'orientation programmatique. Dû à son expertise, le rôle de cette organisation est d'apporter une expérience et des méthodes en matière d'inclusion sociale, adaptées aux réalités territoriales.

Associazione Locale B* : Cette association est principalement chargée du *Sportello Lavoro* (bureau d'emploi). Sa mission inclue le bilan de compétences,

l'orientation vers le CPI (*Centro per l'impiego* – Centre pour l'emploi), le *matching* entre offre et demande, ainsi que l'incitation à la formation via le CPIA (*Centro provinciali per l'istruzione degli adulti* – Centre provincial pour l'instruction des adultes).

FNCC* : La FNCC gère l'orientation vers les services locaux, avec une attention particulière au secteur médico-social. Elle accompagne ainsi les bénéficiaires à naviguer dans le système de santé, notamment lorsque des besoins sanitaires ou psychosociaux émergent de trajectoires marquées par l'exploitation. L'association porte également le *bureau mobile*, une unité se déplaçant vers les zones de forte invisibilité (gare, zones de relégation, campements, etc.) pour atteindre un public qui aurait peur de franchir les portes des institutions ou du *punto*. Elle organise et coordonne des *tables territoriales* autour de thématiques comme le logement, le travail et la santé, afin de créer un écosystème de « soutien communautaire ». Finalement, elle assure un soutien juridique pour des dossiers complexes comme l'adéquation du logement.

Fondazione Territoriale C* : Fondatrice du centre CASA, l'association accueille le siège physique du projet. Par ailleurs, au sein du pôle, elle assure le bureau dédié à l'accès aux services scolaires et à la formation. Cela inclut notamment le soutien aux inscriptions scolaire (via le SPID), la médiation entre parents étrangers et écoles, ainsi que la prévention de l'abandon scolaire.

Cooperativa Sociale D * : Axée sur l'extension territoriale, le rôle de cette association est d'apporter le modèle du pôle dans les zones sud et décentralisées de la province (Pachino, Noto, Avola, Rosolini) qui n'ont pas été concernées par la première phase 2019-2024 du projet. Elle réalise également des enquêtes auprès des municipalités et des entreprises locales afin d'identifier les profils professionnels requis et les besoins de formation spécifiques. Enfin, elle est en charge du soutien ethnopsychologique proposé aux bénéficiaires.

Stratégies d'intervention transversales

Le fonctionnement du point-relais repose sur un ensemble d'outils et de techniques qui, ensemble, visent à combattre l'exploitation de manière complète. Ces techniques opèrent à plusieurs niveaux : la relation interpersonnelle, la circulation entre les services (administratifs, associatifs, syndicaux), l'accès au marché du travail, l'articulation avec les institutions de contrôle lorsque c'est nécessaire. Comme mentionné auparavant, la stratégie générale du projet se traduit par une approche de la personne « à 360° ». Dans cette idée, une première technique vise à garantir la continuité du lien. La lutte contre l'exploitation ne peut présupposer une révélation immédiate ; elle se construit par une relation qui s'installe, s'épaissit, et rend possible une mise en mots progressive. Plutôt que de chercher d'emblée la dénonciation, les opérateur.rice.s du point-relais vont donc produire de l'accès à des services nécessaires, ainsi que des allers et des retours, pour, petit à petit, rendre dicible l'indicible.

Cette première technique de prise en charge, le responsable du bureau de travail la nomme « carta moschicida », l'*attrape-mouches* (papier adhésif). L'idée est que, lorsque l'opérateur.rice finit un rendez-vous avec une personne d'origine immigrée, iel laisse systématiquement quelque chose en suspens, ce qui incite alors le/la bénéficiaire à revenir la semaine suivante. Iel demandera ensuite de revenir deux semaines plus tard pour voir comment cela se passe, puis demandera à voir comment les choses se déroulent à la maison, puis si la personne travaille, comment, dans quel domaine,... Au fil de ces rencontres répétées, l'opérateur.rice établit avec la personne un lien de confiance dans la durée qui lui permet d'aborder des questions plus précises sur les conditions de vie, puis de travail, pour identifier d'éventuelles situations d'exploitation.

Cette technique de la « carta moschicida » ne constitue que la phase initiale d'une stratégie relationnelle. Si elle permet d'établir le contact et de créer les conditions favorables pour que l'exploitation soit enfin formulée, elle n'est pas sa finalité en soi. En effet, une fois le lien de confiance établi, l'intervention du *punto* s'envisage comme un « pivot stratégique », passant de la gestion d'une

urgence sociale à la construction d'une alternative par la qualification. Selon un.e membre de l'Associazione Locale B, l'accès à la certification scolaire constitue l'outil de rupture le plus efficace contre la précarité systémique :

« Nous devons créer cette prise de conscience et créer des alternatives. [...] Nous devons mettre les gens dans une position où ils peuvent choisir entre la pilule bleue et la pilule rouge. [...] Les outils dont nous disposons : le premier est justement la carta moschicida ; le second est la lutte contre le mismatch, c'est-à-dire le décalage entre l'offre et la demande d'emploi. Si l'on se fie aux statistiques d'un territoire un peu plus vaste que celui de Syracuse, près d'une entreprise sur deux déclare avoir besoin de travailleurs qu'elle ne trouve pas, car ces travailleurs ne possèdent pas les compétences requises. Donc, lorsque les gens viennent au guichet pour chercher du travail, par exemple, la première question que nous leur posons est : « Êtes-vous allé à l'école ? ». Eux répondent : « Un instant. Je suis au guichet emploi ou au guichet éducation ? ». C'est là un autre point fort du punto, qui a une approche holistique. [...] Disons que nous — heureusement, grâce aux relations que nous avons réussi à établir au sein de l'équipe et aussi avec d'autres projets — les orientons. La première chose à faire est presque de les obliger, dans ce cas, à se rendre au CPIA. Et pas seulement pour apprendre l'italien, mais aussi pour obtenir le diplôme de fin d'études secondaires. Nous sommes également en contact avec le CPIA dans certaines fractions du territoire, afin de favoriser l'acquisition du diplôme qui crée l'autonomie, qui crée des possibilités d'emploi, qui crée des salaires plus élevés, qui réduit le bassin des entreprises qui en profitent. »

Cette logique place la formation au cœur de l'intervention. Le bureau de l'emploi transforme donc la demande « je cherche du travail » en une succession d'étapes : d'abord un bilan des compétences et une mise en conformité

administrative, puis l'orientation vers le CPIA ou le CPI, avec la construction d'un CV et l'inscription sur des plateformes en ligne.

3.2.2. MATCHING ENTRE L'OFFRE ET LA DEMANDE

À plusieurs reprises sur mon terrain, je me suis rendu compte que le (*mis*)*match* évoqué ci-dessus apparaissait aux yeux de certains de mes interlocuteurs.rice.s comme un véritable levier dans la lutte contre l'exploitation. Dans cette optique, la Cooperativa Sociale D tente, par exemple, d'établir des contacts avec les municipalités et entreprises afin de préciser les besoins en main d'œuvre du territoire, et d'identifier les éventuels besoins de formation. Comme m'explique une opératrice de l'association, l'enjeu est de « rassembler, créer une base de données tant sur les offres d'emploi que sur les possibilités pour nos utilisateurs [c'est-à-dire ceux qui s'adressent au *punto*] de trouver un emploi qui corresponde à leurs compétences et à celles requises par le territoire ».

À cet égard, plusieurs initiatives ont déjà vu le jour sur le sol italien, comme c'est le cas des plateformes et applications *Resto in campo*, *Agri-job*, *Lavora con agricoltori Italiani*, *Idolweb*, *Fair Labour*, *Myanpal*,... En Sicile, le projet de la plateforme *Et-Labora* a été initié par la Région afin de répondre à cette demande :

« Le projet ET Labora vise à renforcer les services de l'emploi et à favoriser l'accès des ressortissants de pays tiers aux mesures de politique active de l'emploi. L'objectif du projet est de tester un système intégré de services et de prise en charge des besoins globaux de la population migrante, grâce à une approche systémique visant à normaliser les services et à renforcer la gouvernance à plusieurs niveaux des interventions. » (Regione Siciliana, s.d.)

Concrètement, sur mon terrain, la personne qui s'en occupait était Luca à la CGIL. Pour accéder à cette plateforme en ligne, il m'explique qu'il est nécessaire d'avoir accès au portail SILVAL Sicilia, qui gère les services de l'emploi pour la

Région de Sicile. Pour pouvoir se connecter à ce portail, le SPID est indispensable. Giulia et Chiara de la FNCC travaillant un après-midi par semaine dans les locaux du syndicat, il était relativement aisé pour elles et Luca de collaborer et s'envoyer mutuellement les travailleurs en fonction des démarches nécessaires. Les deux femmes aidaient donc dans les procédures administratives pour l'obtention du SPID, tandis que Luca inscrivait les travailleurs sur la plateforme numérique et téléchargeait l'application sur le téléphone des travailleurs. Le syndicat CGIL ne fait pas officiellement partie du *punto territoriale*, mais quelques membres étaient cependant impliqués de près ou de loin dans certaines activités du point-relais.

La critique majeure que l'on peut retrouver dans la littérature à propos de ces plateformes est l'absence d'obligation pour les entreprises de passer par celles-ci ; ce qui laisse le champ libre aux circuits d'intermédiation. Si certaines des plateformes et applications ont spécifiquement été mises en place dans le cadre du travail agricole, ce n'est pas le cas pour toutes – et notamment pas pour ET-Labora. La multiplication de ces initiatives numériques montre cependant à quel point ce *matching* entre offre et demande est un enjeu majeur pour lutter contre l'exploitation des travailleurs immigrés, peu importe le secteur professionnel ciblé.

Les travailleurs saisonniers sont pleinement conscients de ce levier stratégique dans le combat contre le *caporalato*, puisque c'est l'une des premières choses que m'ont énoncée Amadou et Moussa lorsque je leur ai demandé des idées d'amélioration pour le *campo* de Cassibile : que les contrats passent directement des « patrons » à la gestion administrative du camp afin de contourner le *caporale*.

3.2.3. CAPITAL SOCIAL

L'approche transversale du *punto territoriale* vise à décroiser l'accompagnement. Si je n'ai pas eu l'occasion d'assister à des rendez-vous entre des travailleurs et l'Associazione Locale B, responsable du bureau de l'emploi,

j'ai en revanche pu suivre la FNCC lors de ses permanences du mercredi après-midi. Nous avons déjà vu ci-dessus une partie du travail réalisé par cette association qui prend elle aussi en charge une série d'actions en faveur de la formation et de la mise sur le marché du travail déclaré.

Lors de l'une des premières permanences auxquelles j'assiste avec Giulia, nous discutons avec elle de la question du capital social – sujet principal de son travail de fin d'études en sciences politiques. La conversation tourne autour d'un constat auquel ses années de pratique professionnelle avec des migrant.e.s et réfugié.e.s l'ont amenée : elle m'explique que la majorité d'entre eux sont « en dépression », parce qu'ils arrivent avec de grands rêves en Europe ; puis ils découvrent qu'ils n'ont pas tout directement, ne peuvent pas, par exemple, travailler avant seize ans en Italie. Elle enchaîne en me déclarant : « l'Europe leur tue leur capital social ».

Entre le début de notre conversation et cette dernière phrase, nous avons été interrompues par un homme venant demander de l'aide pour la réalisation d'un CV. Ils se connaissent visiblement déjà. Ils prennent le temps ensemble de le rédiger, parlent d'autres sujets ci et là, puis elle imprime le document et il repart. Elle m'explique alors que cet homme est le parfait exemple d'un « capital social perdu ». Il a travaillé pendant dix ans dans le bâtiment et avait une véritable expertise professionnelle. Une fois arrivé en Italie, il a enchaîné des boulots de plonge et de récolte de pommes de terre. Quand Giulia lui a fait remarquer l'absurdité de la situation, il est resté impassible et a haussé les épaules. Ce n'est pas seulement un emploi qui a disparu, mais tout un ensemble de ressources, de liens, de reconnaissance sociale et de possibilités d'action.

Selon Bourdieu, la notion de *capital social* désigne :

« l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance ; ou, en d'autres termes, à l'appartenance à un groupe, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement

dotés de propriétés communes (susceptibles d'être perçues par l'observateur, par les autres ou par eux-mêmes) mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles. » (1980, p. 2)

La notion ne renvoie pas seulement au fait de « connaître du monde », mais à la possibilité de mobiliser des liens, appuis, relais ; des formes de reconnaissance pour pouvoir agir dans le monde social. Dans le cas des personnes immigrées, ce capital est souvent brutalement fragilisé par la migration. Le départ a rompu des attaches, délégitimé des compétences autrefois acquises. Il plonge régulièrement les individus dans un espace social où ils ne disposent plus des relations nécessaires pour défendre leurs droits et faire valoir leur expérience. S'agissant des travailleurs saisonniers, cette fragilisation est d'autant plus maintenue et reproduite par la mobilité caractéristique de leur travail.

Cette perte de ressources relationnelles a des conséquences concrètes. Plusieurs de mes interlocuteurs au sein du *punto territoriale* insistent sur le fait que l'absence de réseau constitue l'un des principaux obstacles à la sortie de l'exploitation. Sans personne sur qui s'appuyer, ni intermédiaire fiable qui a connaissance du fonctionnement administratif et social local, il est très compliqué pour le travailleur de demander de l'aide ou dénoncer ce qu'il subit. L'isolement constitue un facteur structurant de sa vulnérabilité et perpétue les risques de relation de dépendance. Le capital social ne peut donc pas être considéré ici comme une ressource secondaire. Il conditionne concrètement la possibilité de sortir de l'exploitation.

Selon les membres associatifs, le dispositif du point-relais a été pensé pour pallier, en partie, ce réseau relationnel manquant. C'est dans cette logique qu'un système de mentorat a par exemple été mis en place : mettre en relation des citoyens locaux avec de nouveaux arrivants afin de compenser leur isolement et créer un réseau de solidarité. Il s'agit, en quelque sorte, de les aider à reconstruire un espace relationnel suffisamment sûr, leur permettant ainsi de développer leur capital social – l'objectif étant, *in fine*, que les difficultés et situations d'exploitation puissent être dites.

Si la construction d'un réseau social apparaît primordiale, encore faut-il que les personnes puissent s'en saisir. En abordant la thématique du capital social, Giulia m'avait d'ailleurs expliqué que l'un de ses objectifs était de faire prendre conscience aux migrants et réfugiés de leur valeur et de leur capital social. C'est précisément à cet endroit qu'intervient, selon Silvia*, la responsable de la Cooperativa Sociale D, la figure de l'ethnopsychologue au sein du *punto territoriale*. Cette dernière insiste toutefois sur le fait que le point-relais est un soutien, mais ne peut remplacer l'individu. Pour elle, il s'agit de « soutenir ceux qui ont le courage de raconter leurs histoires, car cela est important », mais aussi parce que « si quelqu'un a la force, le désir de se remettre en question et de raconter son histoire, alors il doit aussi être soutenu dans cette situation ». Sa vision de l'accompagnement passe par la promotion de « l'autonomie personnelle », afin de « donner juste un coup de pouce supplémentaire, afin que je sois le protagoniste de ma vie et que je ne cherche pas des solutions à mon problème auprès des autres ».

Au dos d'un flyer présentant le projet du *punto* sont renseignés tous les services dispensés et, parmi eux, celui du soutien ethnopsychologique : « assistance psychologique pour faire face aux éventuelles difficultés émotionnelles et psychologiques ». Très rapidement, cela m'a intriguée. J'ai donc demandé à rencontrer la personne en charge, et également si la suivre dans ses activités était envisageable. On m'a alors expliqué qu'elle ne parlait ni anglais ni français, et qu'un échange serait dès lors difficile⁴⁵. Si le manque de maîtrise de l'italien relevait ici de mon ressort, cela m'a cependant questionnée sur l'accès réel à certains services et à cette prise en charge « à 360° ». Qu'en est-il des potentiels bénéficiaires des services du *punto territoriale* ne maîtrisant pas encore la langue locale ? Est-il possible « d'offrir un soutien complet aux citoyens étrangers » – pour reprendre leurs propres termes – sans une offre linguistique adaptée⁴⁶ ? Le

⁴⁵ Nous étions en « début » de terrain (mi-février), et ma connaissance de l'italien était encore très limitée.

⁴⁶ Un nombre conséquent de travailleur.euse.s immigré.e.s, du moins dans le domaine agricole, est originaire d'Afrique subsaharienne et parle donc français et/ou anglais en arrivant sur le sol italien. La maîtrise d'au moins une de ses langues est d'ailleurs régulièrement demandée pour travailler dans les services de première ligne adressés à ces publics.

projet se présente comme un accompagnement global, mais certains de ses services reposent sur des conditions linguistiques qui risquent précisément d'exclure une partie du public auquel il s'adresse.

3.2.4. AU-DELÀ DE L'INVISIBILITÉ

La temporalité d'échange progressive que je mentionnais plus haut à travers la *carta moschicida* est d'autant plus cruciale que les publics en situation de « forte invisibilité » hésitent souvent, par peur des autorités ou d'une expulsion, à franchir le seuil des bureaux officiels. C'est ici que l'unité mobile, portée au sein du point-relais par la FNCC, joue un rôle de premier contact indispensable pour briser l'isolement des personnes en difficulté. Cette unité se déplace physiquement vers les lieux de vie et de passage des migrants : les gares, les campements informels, les zones rurales décentralisées, etc. L'enjeu majeur est de surmonter la « peur institutionnelle ». Comme le souligne Giulia lors de la conférence de lancement du *punto territoriale* (et m'en avait déjà parlé Daniela de l'ASP), la simple vue de logos officiels comme le drapeau européen ou la plaque FAMI peut être perçue par ces publics comme un risque de signalement ou d'expulsion. En allant à leur rencontre dans leur propre espace, l'objectif est de transformer ces zones de relégation en espaces de premier contact.

Concrètement, cette initiative d'unité mobile n'en était qu'à ses débuts durant mes mois de terrain. L'idée était bien présente et officiellement annoncée, mais les moyens restaient encore limités. J'ai tout de même pu accompagner Chiara, Giulia et un journaliste lors d'une ronde à Cassibile, quelques jours après le lancement de la saison de récolte. Nous étions quatre entassés dans la petite voiture de Giulia, débordante de papiers, d'objets en tous genres et de jouets de sa fille. C'est au cours de cette sortie que j'ai rencontré Kalilu (voir *Préambule : La nuit de la Libération*). Il était arrivé dans la région pour travailler dans les champs de pommes de terre, mais ne disposait pas encore de papiers. Il vivait donc dans les ruines d'un bâtiment abandonné le long de la route entre Syracuse et Cassibile. Bien qu'il ait été arrêté et expulsé du territoire quelques semaines

après notre rencontre, sa situation illustre bien à la fois l'absence de réseau social et la tentative de l'unité mobile d'amener les services au plus près des personnes isolées.

De l'autre côté du village, nous nous sommes rendus dans un second ensemble de bâtisses abandonnées, connues pour accueillir régulièrement des travailleurs saisonniers immigrés. Giulia s'y est avancée la première, car elle connaissait l'homme qui y résidait. Elle lui demanda s'il était d'accord d'échanger quelques mots avec le journaliste, ce qu'il accepta. L'homme travaillait dans les champs et était en situation régulière. On lui demanda pourquoi il ne séjournait pas dans le *campo*, ce à quoi il répondit : « Avant, je n'avais pas les moyens de payer et on m'a mis sur liste d'attente, maintenant il n'y a plus de place. Pour l'instant, je suis ici, on verra bien ». Il nous montre ensuite l'intérieur du bâtiment où il vit avec un autre jeune. « Il est avec moi maintenant, mais il n'a pas de papiers. Il y avait un autre garçon comme lui. Il y a deux semaines les gendarmes sont venus et l'ont emmené ».

Malgré l'ambition forte qui sous-tend l'unité mobile portée par la FNCC, et malgré la position centrale et stratégique de Cassibile pour atteindre les travailleurs saisonniers immigrés, entre la mi-mars et la fin avril 2025, le nombre de sorties de l'unité mobile dans le village s'est compté sur les doigts d'une main⁴⁷.

3.2.5. COMBLER UN VIDE INSTITUTIONNEL

Alors qu'un jour je demandais à Giulia quel était l'intérêt, pour l'État italien, de financer des initiatives du type du *punto territoriale*, elle m'expliqua que « plus ces services fonctionnent au niveau local et résolvent les problèmes, moins l'Etat doit s'en occuper ». Derrière cette réflexion se dessine un paradoxe central de l'action associative et, plus généralement, de l'action humanitaire (Bassi, 2016).

⁴⁷ Je sais cependant que d'autres associations ne faisant pas partie du *punto territoriale* menaient par ailleurs des rondes pour trouver les campements informels et apporter de l'aide et les services nécessaires aux travailleurs qui y logeaient.

En effet, ces initiatives sont souvent vitales pour les personnes qu'elles accompagnent : elles apportent une aide urgente, orientent, soutiennent, traduisent, créent du lien, rendent certains droits un peu plus accessibles. Mais, simultanément, elles risquent d'encourager le désengagement des pouvoirs publics.

Dans son article *Les acteurs non-étatiques face à l'immigration en Sicile et à Lampedusa : À la croisée de l'humanitaire, du contestataire et de l'expertise* (2016), Marie Bassi explique qu'en Sicile les acteurs non étatiques ont historiquement joué un rôle pionnier dans la prise en charge des populations migrantes, en réponse à l'inaction ou aux insuffisances de l'action publique. L'autrice souligne également qu'avec la professionnalisation croissante du secteur associatif et l'externalisation des services socio-sanitaires – comme c'est le cas pour les deux projets que j'ai ethnographiés –, ces acteurs se sont progressivement vu confier des fonctions qui relevaient autrefois de l'État. Le *punto territoriale* s'inscrit pleinement dans cette logique : il répond à des besoins réels et urgents, tout en révélant en creux les manques structurels des institutions.

L'idée selon laquelle le *punto territoriale* viendrait précisément « combler un vide institutionnel » a d'ailleurs été énoncée de manière explicite dans les discours de lancement du projet. Lors de la conférence inaugurale, Marcella*, représentante de la Région Sicile a déclaré :

« Vous savez tous que la Commission européenne – à tel point qu'elle nous a d'ailleurs récompensés à Bruxelles précisément pour les activités qui gravitent autour des pôles – a salué notre capacité à nous organiser sur le terrain et à combler un vide institutionnel qui, sur le territoire italien en général, existe en ce qui concerne la satisfaction des besoins des ressortissants de pays tiers qui sortent des structures d'accueil et se retrouvent dans une jungle souvent inaccessible même pour nous, Italiens, qu'il s'agisse de l'emplacement des bureaux ou des informations à obtenir. »

Ces propos renvoient d'abord à une difficulté concrète : celle de l'accès aux institutions une fois les structures d'accueil de première ligne quittées. Le « vide institutionnel » désigne moins ici une absence totale d'institutions qu'une incapacité de celles-ci à se rendre accessibles et opérantes pour les personnes concernées. À la sortie du système d'accueil, les personnes immigrées se retrouvent confrontées à cette « jungle » administrative, faite de démarches éclatées entre une multitude de lieux (préfecture, commune, services sanitaires, syndicats, assistance juridique, etc.) et d'informations souvent difficiles à obtenir ou à comprendre. La ville de Syracuse a donc pensé le *punto territoriale* comme un lieu de centralisation des services utiles, un carrefour où tout converge. Et, dans la pratique, il semblerait que ce soit la manière dont les bénéficiaires le perçoivent, puisque c'est précisément de cette manière que m'a été présenté CASA, le siège physique du projet.

Par ailleurs, toujours lors de la conférence de lancement, le point-relais a été présenté comme un « trait d'union » entre deux institutions qui, jusqu'alors, ne travaillaient pas ensemble : le Département de la Famille et le Département du Travail de la Région de Sicile. Selon un haut fonctionnaire régional, expert des politiques de l'emploi et coordinateur institutionnel de la lutte contre l'exploitation, le *punto territoriale* viserait donc à renforcer la coordination entre des services publics. Cette fonction de liaison prend d'autant plus de sens qu'un autre manque a été souligné : celui des inspecteurs du travail^{48 49} – manque qualifié de « gangrène » (*cancrena*). L'idée est donc qu'il y ait une équipe prévue au sein du *punto* pour soutenir l'Inspection du travail de Syracuse dans ses missions de lutte contre l'exploitation. Il s'agit d'une équipe multidisciplinaire intégrée au projet, notamment composée d'une opératrice socio-légale et d'une médiatrice culturelle, qui apporterait une expertise spécifique lors des contrôles sur le terrain.

⁴⁸ Luca m'a largement parlé de ce manque d'inspecteurs qui résulte du définancement du secteur. C'est une des raisons pour laquelle il qualifiait la loi 199/2016 de « bonne intention », mais impossible à mettre en œuvre dans la pratique par manque de personnel et de moyens.

⁴⁹ Cette pénurie d'effectifs est en partie bloquée par l'article 4 du Statut de la Région qui empêche l'intervention de l'Inspection Nationale. Selon cet article, toutes les inspections en Sicile relèvent de la responsabilité de la Région de Sicile uniquement.

Le *punto territoriale* apparaît comme une tentative de restructurer la présence de l'État dans un domaine où il était jusqu'ici absent ou défaillant. Mais parler de « vide institutionnel » ne signifie pas nécessairement qu'il n'y a pas d'institutions ; cela met plutôt en lumière leur incapacité à remplir effectivement les objectifs qui leur sont assignés. Ces observations menées dans la région de Syracuse sont loin d'être isolées ; elles trouvent largement écho dans d'autres contextes méditerranéens. C'est notamment le cas d'une étude consacrée à l'accueil de migrants sur l'île grecque de Lesbos (2022), dans laquelle l'autrice Andrea Cederquist montre elle aussi que le vide institutionnel ne correspond pas à une absence pure et simple d'institutions, mais davantage à leur incapacité à atteindre les personnes concernées. Le *punto territoriale* se présente donc comme une réponse à cette incapacité : une réponse pragmatique, ancrée dans la réalité locale du terrain, mais qui dit également beaucoup du retrait progressif de l'État et de la délégation croissante de ses fonctions à d'autres acteurs, dont, ici, ceux du tiers secteur.

3.4. RENDEZ-VOUS MANQUÉS

Pensé comme un outil de rapprochement entre les travailleurs immigrés et les services administratifs, juridiques, sanitaires et associatifs, le *punto territoriale* avait pour vocation de constituer un point-relais multidisciplinaire dans un territoire où l'isolement renforce les risques d'exposition à l'exploitation. Pourtant, durant toute la durée de mon terrain (de février à fin avril, puis deux semaines fin juin), son articulation avec le *campo* m'est apparue franchement limitée, voire inexistante.

Cela m'a marquée pour la première fois à l'ouverture du camp. Giulia, qui était généralement au courant de tout ce qui se passait autour des initiatives à destination des travailleurs immigrés à Syracuse et suivait avec attention le début de la saison de récolte, ne fut pas mise au courant de l'ouverture du centre.

Luca non plus, alors qu'il travaillait directement avec les saisonniers à l'antenne syndicale de la CGIL à Cassibile. J'obtins l'information en première via un échange de messages avec Nadia. Je ne l'avais pas encore rencontrée et tentais justement de fixer une date. Cela faisait des semaines que j'attendais avec impatience de pouvoir assister à l'ouverture du camp, et elle venait de me proposer une date postérieure à l'ouverture initialement prévue. Je lui répondis donc que j'aurais été intéressée d'assister aux préparatifs avant ouverture pour en comprendre les implications et la logistique, ce à quoi je reçus : « Nous avons déjà ouvert »⁵⁰.

Nous étions un mardi sur le coup de midi et j'allais retrouver Luca quelques heures après à Cassibile. Je lui ai donc annoncé la nouvelle, et il appela Nadia pour avoir des explications. Le lendemain, mercredi, je rejoignis Giulia à notre endroit habituel sur la *via Licata*. À nouveau, j'annonçai l'ouverture du *campo*, mais cette fois-ci avec les quelques informations supplémentaires que j'avais obtenues via l'appel de Luca. La structure avait dû ouvrir en urgence lundi matin car la commune avait appelé PassWork en leur disant qu'un nombre important de travailleurs saisonniers dormaient dans les rues de Cassibile.

Ce manque de communication autour de l'ouverture du camp n'a pas été un cas isolé. Régulièrement, j'étais la personne intermédiaire qui amenait les informations du camp vers le *punto*. Je compris au fil des semaines que les tensions entre des membres du point-relais et de PassWork rendaient difficile les échanges. Les associations m'ont expliqué qu'elles avaient envoyé des messages et propositions d'activités de sensibilisation à l'exploitation au sein du camp, tous laissés sans réponse. Aucune association n'avait reçu l'autorisation d'y entrer.

À mon départ fin avril, alors que le camp était ouvert depuis un mois et demi et que de nombreux travailleurs étaient déjà repartis vers d'autres horizons, aucune information concernant l'existence du *punto territoriale* n'avait été donnée. Quand j'y retournai brièvement fin juin, je trouvai sur le bureau dans

⁵⁰ « Abbiamo già aperto »

le container administratif une pile de dépliants faisant de la publicité pour le *punto*. Amina était alors la seule personne présente ce jour-là au *campo*. Je lui demandai depuis combien de temps les brochures étaient là, ainsi que s'il y avait eu des activités de sensibilisation. Elle répondit aux deux questions qu'elle l'ignorait. La saison était finie, le camp se vidait petit à petit – il restait à peine une quarantaine de travailleurs. Quelques minutes plus tard, je posai les mêmes questions à Amadou et Moussa qui étaient toujours là ; ils me fournirent les mêmes réponses.

Le seul lien concret que j'ai pu constater pendant ma période d'observation entre le *punto* et les résidents du camp est passé par l'unité mobile organisée par la FNCC. Comme mentionné plus haut, l'association a tourné dans le village de Cassibile et plus particulièrement au début de la longue allée menant au *campo*, un peu à la manière du « syndicat de rue » que faisait parfois Luca. Là, Giulia et Chiara expliquaient rapidement aux travailleurs qui elles étaient, les services dispensés par la FNCC et leur fournissaient leur numéro de téléphone. J'eus écho de quelques échanges par message entre eux, mais presque aucun n'a débouché sur une réelle rencontre par la suite. Un rendez-vous était fixé, mais le travailleur n'arrivait jamais – l'explication étant souvent que le transport aller-retour était impossible depuis Cassibile vers la ville après les heures de travail.

*

Ainsi, si sur le papier, le *punto territoriale* répondait bien à un besoin réel de rapprocher les services d'une population maintenue à distance des institutions ordinaires, en pratique, son implication dans le quotidien du *campo* est restée tardive, fragile et peu structurée. Le décalage entre les ambitions respectives des deux initiatives et leur mise en œuvre concrète en a fait, pour les travailleurs saisonniers immigrés, un relais largement manqué⁵¹. Au-delà d'un simple problème de communication, cette absence de collaboration des deux initiatives révèle combien l'isolement du camp, les tensions entre acteur.ices et les

⁵¹ Relais largement manqué en tout cas durant les semaines où j'étais présente ; j'ignore ce qu'il en a été entre début mai et mi-juin. Cependant, les retours que j'ai eus de cette période ont été dans le même sens.

contraintes matérielles de déplacement ont limité la portée effective des deux projets, pourtant dotés de grands potentiels et complémentaires dans la lutte contre l'exploitation.

Conclusion

À travers l'ethnographie de l'*Ostello di Cassibile* et du *Punto Territoriale*, j'ai cherché à comprendre comment des dispositifs pensés pour répondre à l'exploitation et aux conditions indignes de logement peuvent, dans un même mouvement, protéger, encadrer, contraindre et parfois reconduire certaines formes de vulnérabilité. Cette ambivalence a traversé l'ensemble de ce travail.

L'*Ostello* améliore concrètement certaines conditions matérielles de vie pour des travailleurs ayant parfois dormi sous des bâches, dans des ruines, campements informels ou lieux sans eau ni sanitaires. Mais cette amélioration ne suffit pas à faire du camp une solution au problème de l'exploitation des travailleurs saisonniers immigrés. Elle en constitue plutôt une forme de gestion.

Le camp répond à divers objectifs simultanément : loger, protéger et rendre moins conflictuelle une présence saisonnière devenue localement problématique. Il rend ainsi la situation plus administrable, plus encadrée dans l'espace, plus lisible pour les institutions. Mais il ne démantèle cependant pas les rapports de dépendance qui structurent le travail agricole saisonnier. En ce sens, le *campo* abrite et discipline à la fois. Il donne une forme institutionnelle à l'hospitalité, mais une hospitalité sous tension : conditionnelle, fragile et susceptible de se refermer à tout moment.

C'est là que se situe l'une des contradictions centrales de l'*Ostello*. Pensé pour lutter contre les effets du *caporalato*, il peut aussi, dans certaines configurations, contribuer à stabiliser l'environnement dans lequel ce système continue d'exister et de se réinventer. Cette hypothèse se doit d'être formulée avec prudence ; le camp ne crée pas le *caporalato*, et l'approche humanitaire reste évidemment nécessaire lorsque des personnes vivent dans des conditions indignes. Mais lorsque l'accueil prend la forme d'un encampement, les mécanismes d'exploitation ne disparaissent pas nécessairement : ils peuvent se recomposer à l'intérieur même du dispositif. Le *caporale* n'est pas toujours

extérieur au camp ; il peut s'y trouver, y circuler, y recruter, y organiser les départs vers les champs et même devenir une figure presque banale du quotidien en adoptant le statut du « chef d'équipe ».

Le premier chapitre a replacé l'émergence de l'Ostello dans un contexte plus large : celui de l'agriculture sicilienne, de la dépendance à une main-d'œuvre immigrée saisonnière, des tensions locales à Cassibile et des politiques publiques de lutte contre l'exploitation. Les travailleurs saisonniers y apparaissent comme des figures profondément ambivalentes : indispensables au fonctionnement de l'économie agricole, mais souvent indésirables lorsqu'ils deviennent visibles dans l'espace du village. C'est dans cette tension que le camp s'est constitué comme une réponse institutionnelle : réponse au manque de logement et aux campements informels, au travail irrégulier et au *caporalato*, mais aussi aux inquiétudes et contestations d'une partie des habitants.

Le deuxième chapitre est entré dans la vie quotidienne du camp. Derrière l'apparente froideur du site et de sa gestion, j'y ai observé des formes d'appropriation discrètes : du mobilier déplacé, des plats cuisinés à la manière des travailleurs et non selon l'organisation prévue, des prières tenues dans des espaces initialement destinés à d'autres usages. Le camp n'est donc pas seulement une infrastructure. Il devient un lieu habité, même temporairement, même difficilement, même sous contrainte. Un lieu de résistance aussi. Les travailleurs y inventent des manières de faire avec l'espace, de maintenir des liens et de se créer un peu d'intimité dans un dispositif qui en offre peu.

Cette vie encampée reste pourtant entièrement structurée par le travail. Les corps sont tournés vers la productivité : ils partent tôt le matin vers les champs, reviennent fatigués l'après-midi, se reposent, cuisinent, se soignent, puis recommencent. Les récits recueillis montrent que l'exploitation ne se limite pas au moment de la récolte. Elle traverse les conditions de vie et de travail, le permis de séjour, les contrats, salaires, transports, les (im-)possibilités de circuler, refuser ou contester. La vulnérabilité des travailleurs saisonniers est ainsi produite par un ensemble de dépendances : au travail pour garder un titre de séjour, au contrat pour dormir dans le camp, au *caporale* pour accéder aux

champs, aux institutions pour régulariser une situation, aux associations et syndicats pour comprendre et activer leurs droits.

Le troisième chapitre a élargi le regard vers les initiatives syracusaines qui tentent de répondre à cette exploitation. Le tissu associatif local, les syndicats, le *Punto Territoriale* et les différents services d'orientation sociale, juridique, sanitaire ou professionnelle apparaissent comme des tentatives de combler des vides institutionnels. Ce terme revient d'ailleurs dans les discours institutionnels eux-mêmes : le point-relais associatif est présenté comme une manière de répondre à un vide dans la prise en charge des ressortissant.e.s de pays tiers quittant les structures d'accueil du territoire.

Il me semble que cette réflexion mérite d'être déplacée. Car si l'Ostello de Cassibile, en tant que structure formelle et institutionnelle, continue d'être traversé par des relations de *caporalato*, alors le vide institutionnel ne réside peut-être pas seulement dans le manque de services post-accueil. Il se manifeste aussi dans l'incapacité structurelle du système à prévenir l'exploitation au sein même des solutions qu'il a façonnées.

C'est ici que le décalage entre l'Ostello et le *Punto Territoriale* devient particulièrement significatif. Les deux initiatives portent un potentiel important. L'Ostello concentre, en un même lieu, une bonne partie des travailleurs saisonniers concernés par l'exploitation agricole dans la région. Le *Punto* rassemble, de son côté, des acteurs associatifs capables de proposer une orientation sociale, juridique, professionnelle et sanitaire. Pourtant, pendant ma période d'observation, l'articulation entre les deux est restée beaucoup trop faible.

Le lien concret entre le point-relais et les résidents du camp est surtout passé par une unité mobile organisée par la FNCC, ponctuelle et fragile. Dans les faits, les travailleurs rencontrés semblaient peu informés des services proposés, et les contraintes matérielles de déplacement limitaient fortement la possibilité de se rendre au siège situé dans le centre de Syracuse. Cette absence de prise interroge d'autant plus que l'Ostello de Cassibile a été valorisé par certaines institutions

comme une initiative importante, voire exemplaire, dans la réponse au problème des travailleurs saisonniers.

Si tel est le cas, pourquoi ce lieu n'a-t-il pas constitué un espace d'action prioritaire pour le *Punto Territoriale* ? La nouvelle phase du projet 2024-2028 ne concerne certes plus uniquement l'agriculture, mais le camp reste un lieu clé pour agir sur la question du *caporalato*. Son absence relative du point-relais d'associations donne alors l'impression d'un rendez-vous manqué, ou du moins d'une articulation encore insuffisante entre deux dispositifs pourtant complémentaires.

L'efficacité future de ces initiatives dépendra, me semble-t-il, de leur capacité à sortir d'une logique encore trop « passive ». Les travailleurs saisonniers ne viennent pas – ou que très rarement – d'eux-mêmes vers les services, surtout après de longues journées dans les champs, sans moyen de transport fiable et, de plus, dans un contexte de méfiance générale envers les administrations. Le *Punto Territoriale* ne pourra réellement compenser l'isolement du camp qu'à condition de devenir mobile, présent et physiquement accessible, à l'image du *sindacato di strada* pratiqué par la FLAI-CGIL. Une permanence locale au sein même de l'Ostello, ou à tout le moins un système de navettes entre le camp et le siège du point-relais, permettrait de réduire une distance qui n'est pas seulement géographique, mais aussi sociale, institutionnelle et symbolique.

*

Dans cette perspective, plusieurs pistes semblent se dégager de mon terrain. La première concerne le transport. Tant que les travailleurs dépendent des *caporali* pour se rendre aux champs, ceux-ci conservent une position stratégique. Repenser un système de transport flexible, adapté aux horaires réels du travail agricole et aux besoins des travailleurs, constituerait un levier essentiel pour réduire cette dépendance. La seconde concerne l'accès direct aux services : permanences juridiques, syndicales et sociales au sein du camp, actions de sensibilisation régulières, accompagnement autour des contrats, des fiches de paie, des droits du travail et des procédures de signalement. La troisième

concerne la mise en relation avec les employeurs. Développer et rendre réellement accessibles des plateformes numériques officielles reliant directement agriculteurs et travailleurs pourrait limiter le recours systématique aux intermédiaires illégaux, à condition que ces outils soient rendus obligatoires, accompagnés sur le terrain et ne restent pas de simples solutions techniques déconnectées des pratiques.

Ces pistes ne peuvent produire des effets que si la lutte contre le *caporalato* est pensée de manière pluridisciplinaire, complète et englobante. Le phénomène ne relève pas uniquement du travail, ni uniquement du logement, ni uniquement du droit au séjour et de la vulnérabilité juridique derrière. Il se situe précisément dans l'articulation entre ces dimensions. Combattre l'exploitation suppose donc de décortiquer en profondeur ses mécanismes sous-jacents : la dépendance au contrat, la précarité du titre de séjour, l'absence de transport, l'opacité des rémunérations, la peur de perdre son emploi, la difficulté à parler, la distance entre les lieux d'accueil et les lieux d'aide, mais aussi les intérêts économiques des exploitations agricoles.

Sur ce dernier point, mon travail présente une limite importante : il ne dit presque rien du point de vue des agriculteurs. Ceux-ci constituent pourtant un angle mort majeur de cette recherche. Ils occupent une position centrale dans la chaîne de production et dans les conditions concrètes de recrutement, de rémunération et de travail. Leur absence tient aux limites de mon terrain, mais elle indique aussi une piste pour de futures recherches. Comprendre leurs contraintes, pratiques, intérêts ou leurs formes de dépendance aux intermédiaires permettrait de compléter l'analyse. Des actions de sensibilisation à leur destination, notamment pour encourager le recours à des plateformes officielles de *matching* entre l'offre et la demande plutôt qu'à des *caporali*, pourraient également faire partie d'une réponse plus large.

*

En écrivant cette monographie, mon objectif n'est sûrement pas de critiquer ou juger personnellement qui que ce soit. Je suis d'ailleurs infiniment

reconnaissance de l'ouverture avec laquelle tou.te.s les acteur.ice.s m'ont accueillie, fait confiance et donné accès à ces lieux. Cette recherche n'aurait jamais été possible sans elleux. J'aimerais par la même occasion en profiter pour insister sur la présence absolument fondamentale de ces associations sur le terrain, ainsi que sur le travail remarquable qu'elles ont mené à beaucoup d'égards, et notamment là où l'Etat italien faillit.

Mon intention était plutôt de restituer les ambivalences dans lesquelles chacun.e agit. Les institutions locales ne forment pas un bloc homogène ; les associations non plus ; les travailleurs saisonniers immigrés encore moins. Toutes et tous composent avec des contraintes et obligations différentes. C'est peut-être précisément cette complexité qui rend le temps long de l'ethnographie nécessaire : parce qu'il permet de mettre en lumière l'épaisseur et la diversité des récits, mais aussi de suivre les écarts entre les intentions affichées et les effets produits.

La scène racontée dans le préambule illustre la logique profonde de cet accueil sous conditions. Ce soir-là, certains travailleurs perdaient leur place dans le camp au moment même où Syracuse s'apprêtait à célébrer les 80 années de la Libération de l'Italie contre le fascisme. Ce décalage, difficilement soutenable depuis ma place d'observatrice, dit quelque chose de la violence ordinaire des dispositifs d'accueil des personnes immigrées : celle qui ne se présente pas toujours comme violence, mais sous la justification de « procédure » ou « règlement ».

*

Au terme de ce mémoire, je voudrais insister sur la nécessité de penser l'accueil au-delà de la simple mise à l'abri. Accueillir ne peut pas seulement signifier loger temporairement une main-d'œuvre dont l'économie italienne – et j'irais jusqu'à dire européenne – a besoin. Accueillir suppose aussi de reconnaître cette présence, avec ses droits, son histoire, ses vulnérabilités, ses besoins et ses capacités d'agir. Cela implique de penser, à travers les initiatives mises en place, les conditions que l'on impose, les relations que l'on rend possibles ou non, les

formes de dépendance que l'on défait et celles que l'on reconduit. En ce sens, l'appréhension de l'espace en contexte migratoire est intrinsèquement politique.

À cet égard, Syracuse dispose de ressources précieuses : des syndicats présents sur le terrain, un camp déjà construit, un tissu associatif engagé avec son point-relais doté d'un potentiel important, des acteur.rice.s qui se connaissent et, malgré certaines tensions, travaillent autour d'une même problématique. Mais ces ressources ne pourront produire un véritable effet dans la lutte contre le *caporalato* qu'à condition d'être articulées. Il ne suffit pas de se féliciter de la construction d'un camp qui, en 2021, a constitué une première réponse importante. Il est désormais nécessaire d'en faire un espace d'action, de présence, d'écoute et de droit. Sans cette articulation, l'accueil risque de ne jamais réellement combattre les dynamiques à la source de l'exploitation.

C'est dans cet espace, entre protection et assignation, entre hospitalité et contrôle, que s'est située cette ethnographie. Comment faire humanité en contexte migratoire, lorsque l'accueil prend la forme d'un dispositif qui protège autant qu'il contraint ? Enfin, comment les acteurs politiques et associatifs peuvent-ils prendre part à cette humanité ?

Carnet de terrain, lundi 21 avril 2025.

Ces grilles, je les ai passées des dizaines de fois. Aujourd'hui, c'est une des dernières.

Mon cœur se serre si fort en pensant à ces humains incroyables que j'ai rencontrés, aux sourires jusqu'aux oreilles et aux mains qui s'agitaient lorsqu'on s'apercevait. À ces rires, ces révoltes, ces récits déposés à voix basse. À cette confiance absolue en un Dieu qui veille sur eux, ces partages sans parler la même langue.

Passer des mois ici, à comprendre ce qu'il se passe aux frontières de l'Europe, aura été bien plus challengeant que je ne l'aurais imaginé. Remplis d'insomnies, ces mois valent tout l'or du monde.

*Seconda stella a destra, questo è il cammino
E poi dritto fino al mattino
Poi la strada la trovi da te
Porta all'isola che non c'è*

*Forse questo ti sembrerà strano
Ma la ragione ti ha un po' preso la mano
Ed ora sei quasi convinto che
Non può esistere un'isola che non c'è*

*E a pensarci, che pazzia
È una favola, è solo fantasia
E chi è saggio, chi è maturo lo sa
Non può esistere nella realtà*

*Son d'accordo con voi, non esiste una terra
Dove non ci son santi né eroi
E se non ci son ladri, se non c'è mai la guerra
Forse è proprio l'isola che non c'è, che non c'è*

*E non è un'invenzione
E neanche un gioco di parole
Se ci credi ti basta, perché
Poi la strada la trovi da te*

*Son d'accordo con voi, niente ladri e gendarmi
Ma che razza di isola è?
Niente odio né violenza, né soldati né armi
Forse è proprio l'isola che non c'è, che non c'è*

*Seconda stella a destra, questo è il cammino
E poi dritto fino al mattino
Non ti puoi sbagliare, perché
Quella è l'isola che non c'è*

*E ti prendono in giro se continui a cercarla
Ma non darti per vinto, perché
Chi ci ha già rinunciato e ti ride alle spalle
Forse è ancora più pazzo di te*

L'isola che non c'è, Edoardo Bennato, 1980.

Bibliographie

Abu-Lughod, L. (2008). Writing against culture. In *The cultural geography reader* (pp. 62-71). Routledge.

Agier, M. (2008). *Gérer les indésirables : des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Flammarion.

Agier, M. (2010). *Le couloir des exilés*. Éditions du Croquant.

Ambrosini, M. (2010). Migrants dans l'ombre. Causes, dynamiques, politiques de l'immigration irrégulière. *Revue européenne des migrations internationales*, 26(2), 7-32.

Ambrosini, M. (2024). La signification politique de l'aide pratique : le droit d'asile en question et la réponse de la société civile pro-réfugiés en Italie. In *COLLOQUIA* (pp. 77-96). Padova University Press.

Auvillain, M. (2015). La tomate noire d'Italie. *Revue Quart Monde*, 233(1), 8-12.

Bassi, M. (2016). Les acteurs non-étatiques face à l'immigration en Sicile et à Lampedusa. À la croisée de l'humanitaire, du contestataire et de l'expertise. *Après-demain*, N° 39, NF(3), 36-38.

Berti, F. (dir.). (2023). *Immigrazione e sfruttamento del lavoro: Forme di caporalato in agricoltura in Toscana. Report finale progetto Demetra*. Università di Siena, Laboratorio sulle disuguaglianze.

Bouillon, F., Fresia, M., Tallio, V. (2005). *Terrains sensibles : expériences actuelles de l'anthropologie*. Centre d'études africaines EHESS.

Bourdieu, P. (1980). Le capital social : notes provisoires. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31, 2-3.

Brovia, C. (2008a). Dans les Pouilles, les *caporali* font la loi. *Plein droit*, 78(3), 30-33.

- Brovia, C. (2008b). Sous la férule des *caporali*. Les saisonniers de la tomate dans les Pouilles. *Études rurales*, (182), 153-168.
- Bruslé, T. (2014). Qatar. Vie quotidienne et intimité dans un camp de travailleurs migrants. Dans Agier, M. (dir.). *Un monde de camps*. La Découverte, 287-299.
- Bruslé, T. (2015). Habiter un camp de travailleurs. Appropriation, usages et valeurs du dortoir en milieu contraint. *Annales de géographie*, 702-703(2), 248-274.
- Clifford, J. (2011). Vérités partielles, vérités partiales. *Journal des anthropologues*. Association française des anthropologues, (126-127), 385-432.
- Corrado, A., De Castro, C., & Perrotta, D. (dir.). (2016). *Migration and agriculture: Mobility and change in the Mediterranean area*. Routledge.
- Corrado, A., Caruso, F. S., Lo Cascio, M., Nori, M., Palumbo, L., & Triandafyllidou, A. (2018). Is Italian agriculture a 'pull factor' for irregular migration – and, if so, why? *Open Society Foundations*.
- Deridder, M. (2025). *Séminaire pratique d'écriture ethnographique* [Support de cours PowerPoint]. Master en Anthropologie, UCLouvain.
- Devetter, F.-X. (2024). Une main-d'œuvre temporaire bon marché devenue incontournable pour certains secteurs. *Chronique Internationale de l'IRES*, 188(4), 171-192.
- Drybread, K. (2020). 21. Writing about Violence. In C. McGranahan (Ed.), *Writing Anthropology: Essays on Craft and Commitment* (127-130). Duke University Press.
- Foucault, M. (2010). *Surveiller et punir*. Gallimard. (Ouvrage original publié en 1975)
- Frisone, A. (2024). Exploitation des migrants saisonniers : politiques xénophobes et réseaux criminels. *Chronique Internationale de l'IRES*, 188(4), 245-262.

INTERSOS (2021). *An unequal pandemic: The proximity Public Health interventions carried out by INTERSOS in informal settlements in Italy during the COVID-19 emergency.*

Laplantine, F. (2005). *Le social et le sensible : introduction à une anthropologie modale.* Téraèdre.

Laplantine, F. (2018). *Penser le sensible.* Pocket.

Magnan, A. & Math, A. (2024). Des régimes organisés de migration temporaire contre les normes sociales. *Chronique Internationale de l'IRES*, 188(4), 3-24.

Marcucci de Vincenti, A. & Salinari, P. (2019). Réinvention du caporalato : extension et développement de formes criminelles d'esclavage dans l'agriculture en Italie. *Nouvelle revue de psychosociologie*, 27(1), 141-155.

Mazzocchi, J. (2015). Basculements sensibles, implications et écritures. In A.-M. Vuilleminot (dir.), *Intimité et réflexivité. Itinérances d'anthropologues*, 83-113.

Mazzocchi, J., & Piccoli, E. (2016). Défis méthodologiques, éthiques et émotionnels d'une ethnographie de l'intime, des silences et des situations de violences. In *Parcours anthropologiques* [En ligne], 11 | 2016.

McGranahan, C. (Ed.) (2020). *Writing anthropology: essays on craft and commitment.* Duke University Press.

Moulier-Boutang, Y. (1998). *De l'esclavage au salariat : Économie historique du salariat bridé.* Presses Universitaires de France.

Olivier de Sardan, J.-P. (2008). *La rigueur du qualitatif : les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique.* Academia-Bruylant.

Omizzolo, M., Sodano, P., & Oliveri, F. (2019). Exploitation, vulnérabilité et résistance : le cas des ouvriers agricoles indiens dans l'Agro Pontino (É. Longuenesse & M. Scala, trad.). *Confluences Méditerranée*, 111(4), 45-59.

Perrotta, D., & Sacchetto, D. (2013). Les ouvriers agricoles étrangers dans l'Italie méridionale : Entre "séclusion" et action collective. *Hommes & Migrations*, 1301(1), 57-65.

Pisacane, L. (2017). Lavoratori immigrati nell'agricoltura italiana. In C. Bonifazi (dir.), *Migrazioni e integrazioni nell'Italia di oggi* (p. 157-172). CNR-IRPPS.

Pugliese, E. (2015). Braccianti, caporali e imprese. In E. Rigo (a cura di), *Leggi, migranti e caporali*. Pacini.

Pugliese, E. (2002). *L'Italia tra migrazioni internazionali e migrazioni interne* (Vol. 1). il Mulino.

Scholten, P., & Penninx, R. (2016). The multilevel governance of migration and integration. In *Integration processes and policies in Europe: Contexts, levels and actors* (pp. 91-108). Springer International Publishing.

Seghirate, Y., & Thibault, A. (2020). Migrants : une chance pour les mondes ruraux ? Dans S. Abis & M. Brun (dir.), *Le Déméter 2020* (pp. 229-242). IRIS éditions.

Wacquant, L. (2005). Les deux visages du ghetto : Construire un concept sociologique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 160(5), 4-21.

WEBOGRAPHIE

Alliance 8.7. (2026). *Esclavage moderne*.

<https://www.alliance87.org/fr/challenge/modern-slavery>

Confagricoltura Siracusa. (2026). *Scadenze fiscali e previdenziali mese di aprile*.

<https://www.confagricolturasiracusa.it/>

Commission européenne, Direction générale de la migration et des affaires intérieures. (2026, 6 janvier). *Asylum, Migration and Integration Fund (2021-2027)*.

https://home-affairs.ec.europa.eu/funding/asylum-migration-and-integration-funds/asylum-migration-and-integration-fund-2021-2027_en

LiveSicilia. (2022, 6 novembre). *Il sindaco di Siracusa : « Da ong lavoro straordinario, l'Europa non ci lasci soli »*. <https://livesicilia.it/il-sindaco-di-siracusa-da-ong-lavoro-straordinario-leuropa-non-ci-lasci-soli/>

Ministero del Lavoro e delle Politiche Sociali. (2024, 25 juin). « *Su.Pr.Eme. 2* »: *approvata la Convenzione del progetto da finanziare per interventi di prevenzione e contrasto al lavoro sommerso e al caporalato*. <https://www.lavoro.gov.it/notizie/pagine/supreme-2-approvata-la-convenzione-del-progetto-da-finanziare>

Ministero del Lavoro e delle Politiche Sociali. (s. d.-a). *Contrasto allo sfruttamento lavorativo e al caporalato*. Consulté le 24 avril 2026 sur <https://www.lavoro.gov.it/temi-e-priorita/immigrazione/focus-on/contrasto-allo-sfruttamento-lavorativo-e-al-caporalato/pagine/default>

Ministero del Lavoro e delle Politiche Sociali, Ministero dell'Interno, & Ministero dell'Istruzione. (s. d.-b). *SU.PR.EME. e P.I.U.SU.PR.EME: I due interventi promossi nell'ambito del Piano Triennale di contrasto allo sfruttamento lavorativo in agricoltura*. Integrazione Migranti. Consulté le 23 février 2026 sur <https://integrazionemigranti.gov.it/it-it/Dettaglio-approfondimento/id/8/SUPREME-e-PIUSUPREME>

Parlement européen, & Conseil de l'Union européenne. (2021). Règlement (UE) 2021/1147 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 établissant le Fonds « Asile, migration et intégration ». *Journal officiel de l'Union européenne*, L 251, 1–47. <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2021/1147/oj>

Regione Siciliana. (s. d.). *Et labora*. Sicilia Integrazione. <https://sicilia.integrazione.org/progetti/et-labora/>

Abstract

Cette monographie repose sur une enquête ethnographique menée entre novembre 2024 et novembre 2025 à Syracuse, en Sicile, autour des initiatives locales de lutte contre l'exploitation des travailleurs saisonniers immigrés dans le secteur agricole.

À partir du cas de l'*Ostello di Cassibile*, ce travail interroge l'ambivalence des dispositifs d'accueil. Ce camp, destiné à héberger les travailleurs pendant la récolte des pommes de terre, s'inscrit dans un contexte de tensions locales autour de leur présence dans l'espace public du village. Si le camp améliore certaines conditions matérielles de vie, il constitue aussi un espace surveillé et conditionnel qui peut, malgré lui, reproduire des formes de marginalisation et de violence dont il prétend pourtant protéger les personnes qu'il accueille. La recherche analyse ainsi la manière dont l'accueil peut simultanément protéger, organiser, contraindre et maintenir à distance des travailleurs immigrés indispensables à l'économie agricole locale.

Enfin, ce travail réinscrit la construction de ce camp dans un paysage plus large d'initiatives syracusaines de lutte contre l'exploitation, notamment à travers le projet du *Punto Territoriale* et du réseau associatif qui le porte.

Mots-clés

Sicile – migration – travailleurs saisonniers – agriculture – caporalato – exploitation – encampement – ethnographie

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication

École des sciences politiques et sociales (PSAD)

Place Montesquieu, 1 bte L2.08.05, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique | www.uclouvain.be/psad